

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 562

[C — 2005/27144]

3 FEVRIER 2005. — Décret-programme de relance économique et de simplification administrative(1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Les mesures transversales*

Article 1^{er}. Le Gouvernement est habilité, par voie d'arrêté, à abroger, à compléter, à modifier, à remplacer les décrets existants dans le but de simplifier les rapports entre les usagers et l'administration.

A cette fin, il peut :

- revoir la liste et les modalités de production des pièces justificatives exigées à l'appui d'une demande formée en application d'un décret;
- revoir les règles relatives aux délais qui s'appliquent à la mise en œuvre de procédures organisées par un décret;
- revoir les règles relatives aux délais de consultation institués par un décret et, notamment, prévoir la possibilité de consultations d'urgence, lesquelles doivent faire l'objet d'une motivation spéciale;
- revoir les modalités de paiement en vigueur dans des procédures instituées par un décret;
- revoir les modalités de transmission de documents instituées par un décret.

Art. 2. Les arrêtés visés à l'article 1^{er} doivent être pris dans les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Les arrêtés, accompagnés le cas échéant de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat et des textes des projets qui ont été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, sont communiqués avant leur publication au *Moniteur belge* au Président du Conseil régional wallon.

A défaut d'avoir été ratifiés par décret dans les dix-huit mois de leur entrée en vigueur, ces arrêtés sont abrogés de plein droit.

CHAPITRE II. — *L'économie et l'emploi*Section I^{re}. — De l'économie

Art. 3. § 1^{er}. Il est confié à la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé Sowalfin, une mission déléguée en vue de mettre en place, de la manière définie par le Gouvernement, une structure d'accueil, dénommée "Bourse d'échanges d'entreprises", visant à faciliter la rencontre des candidats vendeurs et des candidats acheteurs d'entreprises telles que définies à l'article 4 du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Sowalfin.

La Sowalfin est chargée d'une mission d'assistance visant à garantir la meilleure adéquation entre l'offre et la demande. La Sowalfin veille ainsi, en tant qu'ensemblier, à regrouper les différents acteurs intervenant dans un mécanisme de transmission d'entreprises.

§ 2. Il est confié à la Sowalfin une mission déléguée en vue de mettre en place, de la manière définie par le Gouvernement, un dispositif spécifique de garantie partielle et supplétive destinée à favoriser le microcrédit, notamment au travers du réseau des sociétés de cautionnement mutuel.

Dans le cadre de cette mission déléguée, la Sowalfin peut assurer la contre-garantie, à hauteur de 75 %, des cautionnements émis sur les microcrédits accordés aux très petites entreprises et petites et moyennes entreprises par les établissements de crédits et les établissements financiers agréés par la Commission bancaire, financière et des assurances.

Par "microcrédit", on entend, dans le cadre de l'application de la présente mission déléguée, le crédit octroyé par un établissement de crédits ou un établissement financier agréé par la Commission bancaire, financière et des assurances, dont le montant est inférieur ou égal à 25.000 euros et dont le bénéficiaire répond à la définition de la micro-entreprise telle que visée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 5, du décret précité.

Art. 4. L'article 16 du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises est modifié comme suit :

1. au paragraphe 1^{er}, le nombre "trois" est remplacé par le nombre "deux".
2. au paragraphe 5, les mots "ses collègues" sont remplacés par les mots "son collègue".
3. au paragraphe 6, les mots "deux commissaires du Gouvernement au moins" sont remplacés par les mots "les commissaires du Gouvernement".

Art. 5. Le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises est modifié comme suit :

1. à l'article 2, la première phrase de l'alinéa 2 est remplacée par la phrase suivante :
« Ils sont attribués en vertu d'une décision unilatérale prise au terme d'une négociation entre le Gouvernement et la grande entreprise, le cas échéant, après avis du comité technique visé à l'article 19, § 1^{er}, du présent décret. » ;
2. l'intitulé du chapitre IV est remplacé par l'intitulé suivant : "Le comité technique et la commission de suivi";
3. l'article 19 est remplacé par ce qui suit :
« Art. 19. § 1^{er}. Il est créé un comité technique chargé de remettre un avis motivé au Gouvernement sur la proposition d'octroi de prime, dans un délai de dix jours à compter de la saisine par le Ministre de l'Economie sur la base des critères suivants :
 - 1° le caractère nécessaire ou non de l'octroi des incitants;
 - 2° les éléments positifs du dossier de demande d'incitants;
 - 3° les éléments négatifs ou les faiblesses du dossier de demande d'incitants.

Lorsque l'administration transmet sa proposition de décision d'octroi de prime au Ministre de l'Economie, elle informe l'entreprise, par lettre recommandée, de sa proposition et de la possibilité qui lui est laissée de demander, endéans les cinq jours, audit Ministre de saisir le comité technique pour avis préalable.

Passé ce délai, le Ministre de l'Economie peut d'initiative saisir le comité technique avant de prendre une décision d'octroi ou de refus de la prime.

Ce comité technique est composé de :

- 1° un membre représentant le Ministre de l'Economie, qui en assure la présidence;
- 2° quatre membres issus du Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 3° un membre représentant la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants de ce comité. Les membres visés au 2° de l'alinéa précédent sont désignés par le Gouvernement sur la base d'une liste double présentée par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le membre visé au 3° de l'alinéa 4 du présent paragraphe assure le secrétariat du comité technique.

Le comité technique peut faire appel à des experts ou techniciens, selon les dossiers qui lui sont soumis et sur proposition de l'un de ses membres.

§ 2. Une commission de suivi est instituée, au sein du service que le Gouvernement désigne, en vue d'examiner l'impact des décisions prises en matière d'octroi de primes aux grandes entreprises. Elle est chargée d'établir un rapport d'activités annuel qu'elle communique au Gouvernement, au Conseil économique et social de la Région wallonne et à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

La commission de suivi est composée de :

- 1° quatre membres issus du Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 2° un membre issu du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable;
- 3° trois membres représentant la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 4° un membre représentant la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- 5° un membre représentant la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

Le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants de cette commission de suivi. Les membres visés à l'alinéa 2, 1°, du présent paragraphe sont désignés par le Gouvernement sur la base d'une liste de douze personnes proposées par l'organisme qu'ils représentent. Les membres visés à l'alinéa 2, 2° à 5°, du présent paragraphe sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre compétent.

§ 3. Les membres du comité technique et de la commission de suivi sont désignés pour un terme de quatre ans renouvelable.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant terme est remplacé par son suppléant pour la période qui reste à courir.

Les membres du comité technique et de la commission de suivi, ainsi que les experts ou techniciens dont le concours a été demandé, sont tenus de garder le secret des faits, actes ou renseignements dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, tant durant le mandat qu'après expiration de celui-ci. Toute infraction à cette règle est punie des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

Le comité technique et la commission de suivi arrêtent leur règlement d'ordre intérieur et le communiquent, dans les six mois de leur installation, au Ministre de l'Economie. » .

Section 2. — De la recherche

Art. 6. L'article 8 de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de rénovation industrielle, remplacé par le décret du 7 décembre 1989, est complété par l'alinéa suivant :

« Au titre de la dotation visée au 3° de l'alinéa précédent, un montant de maximum cinq millions d'euros est prélevé annuellement en vue d'alimenter le F.R.I. du Fonds destiné au financement des aides et des interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, tel que créé par l'article 5 du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies. » .

Section 3. — De l'emploi

Sous-section 1^{re}. — Modifications du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand

Art. 7. A l'article 7 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, alinéa 1^{er}, il est ajouté un 12° libellé comme suit :

« 12° les demandeurs d'emploi occupés à temps partiel. » .

Art. 8. A l'article 8 du même décret, un alinéa 2 est inséré et libellé comme suit :

« Les emplois visés par le présent décret peuvent être également occupés par :

- 1° les demandeurs d'emploi ayant bénéficié, pendant au moins six mois, au cours des douze derniers mois, d'une formation agréée par la Région wallonne;
- 2° les demandeurs d'emploi ayant bénéficié de l'accompagnement d'une cellule de reconversion, telle que visée par le décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions. » .

Art. 9. A l'article 9 du même décret, il est ajouté in fine un alinéa libellé comme suit :

« Les emplois visés par le présent décret peuvent être également occupés par les demandeurs d'emploi inoccupés ayant bénéficié, pendant au moins six mois, au cours des douze derniers mois, d'une formation agréée par la Région wallonne. » .

Art. 10. A l'article 10 du même décret, sont ajoutés les 8°, 9°, 10° et 11° libellés comme suit :

« 8° les périodes au cours desquelles le demandeur d'emploi bénéficie des prestations de l'assurance-maladie et invalidité;

9° les périodes d'occupation dans le cadre du programme "Plan Formation Insertion", tel que visé par le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

10° les périodes d'incarcération dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale;

11° les périodes d'occupation dans le cadre d'un contrat de travail Activa ou SINE, conclu en vertu de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du chapitre VII du titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002, visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale. » .

Art. 11. A l'article 15, § 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du même décret, les mots "à dater de la notification des décisions visées à l'article 23" sont remplacés par les mots "à dater du 31 décembre 2003".

Art. 12. A l'article 22 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. au paragraphe 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Les communes et les centres publics d'action sociale peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, à condition que ces pouvoirs publics soient représentés au sein du conseil d'administration de ces employeurs. » .

2. au paragraphe 2, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Les provinces peuvent céder les points qui leur sont attribués, d'une part, aux associations de communes et aux associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale dont elles sont membres et, d'autre part, aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, à condition que ces pouvoirs publics soient représentés au sein du conseil d'administration de ces employeurs. » .

3. un paragraphe 3 libellé comme suit est ajouté :

« § 3. Les associations de communes peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 3° et 4°.

Les associations de communes peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, à condition que ces pouvoirs publics soient représentés au sein du conseil d'administration de ces employeurs. » .

4. un paragraphe 4 libellé comme suit est ajouté :

« § 4. Les communes, les centres publics d'action sociale, les provinces et les associations de communes sont tenus d'informer, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le comité de concertation de la cession de points destinée aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°. » .

Art. 13. A l'article 24 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. A l'alinéa 2, in fine, les mots "compte tenu des modalités visées ci-après" sont abrogés.

2. Les alinéas 3 à 7 inclus sont abrogés.

Sous-section 2. — Modifications du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle

Art. 14. A l'article 2 du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, le paragraphe 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Les emplois visés par le présent décret peuvent être occupés par les demandeurs d'emploi visés à l'article 6 de l'accord de coopération conclu le 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle. » .

Art. 15. A l'article 4 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :

« L'employeur peut bénéficier des dispositions du présent décret pendant la période du contrat de travail fixée en vertu de l'article 9 du présent décret. » .

Art. 16. A l'article 5 du même décret, l'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

1. au 1°, sont ajoutés les litteras suivants :

« f. s'engage à informer le travailleur du caractère transitoire du dispositif et des outils d'accompagnement et de formation mis à disposition par le Forem;

g. s'engage à adapter, si nécessaire, l'horaire de travail afin de permettre au travailleur de participer à des formations et, durant les six derniers mois de son contrat, d'élaborer sa transition professionnelle, en collaboration avec les services du Forem. » .

2. au 2°, in fine, les mots "et répondant à un besoin social prioritaire déterminé par la commission visée à l'article 7, § 2, du présent décret" sont ajoutés.

Art. 17. L'article 7 du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Art. 7. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction, d'instruction, de contrôle et d'évaluation des demandes.

Dans le cas et selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut mettre fin à la subvention de la Région et demander à l'employeur le remboursement de tout ou partie de celle-ci.

§ 2. Une commission d'avis, dont le Gouvernement détermine la composition, est instituée.

Cette commission est chargée de rendre au Gouvernement des avis ou recommandations, d'initiative ou sur demande, sur :

1° le fonctionnement du dispositif;

2° les besoins sociaux prioritaires dans le cadre du présent décret. » .

*Section 4. — De l'économie sociale - Modifications du décret du 27 mai 2004
relatif aux agences-conseil en économie sociale*

Art. 18. A l'article 5 du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, un alinéa 2 libellé comme suit est ajouté :

« Le Gouvernement peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1^{er} du présent article. » .

Art. 19. A l'article 13 du même décret, les mots "par la commission visée à l'article 16" sont ajoutés après les mots "Le demandeur peut solliciter d'être entendu".

Art. 20. A l'article 14 du même décret, les mots "Le cas échéant, après avis de la commission visée à l'article 16" sont ajoutés avant les mots "le Gouvernement statue".

Art. 21. A l'article 15, alinéa 2, in fine, du même décret, les mots "l'objet de la demande du recours est réputé favorable" sont remplacés par les mots "le Gouvernement est réputé avoir statué favorablement".

Art. 22. A l'article 17 du même décret, un 5^o libellé comme suit est ajouté :

« 5^o remettre, le cas échéant, au Gouvernement des avis sur recours. » .

Art. 23. L'article 22 du même décret est modifié comme suit :

1^o la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er} est remplacée par les mots "L'octroi d'une subvention de base est subordonné à l'approbation par l'administration d'un rapport attestant le respect par l'agence-conseil des conditions suivantes. » ;

2^o le 2^o est remplacé par le texte suivant :

« 2^o présenter un rapport d'activités sur la quantité, la qualité, la pérennité et sur le nombre d'emplois créés des projets des entreprises d'économie sociale marchande accompagnées par l'agence-conseil pendant l'année précédant celle au cours de laquelle celle-ci demande la subvention; ».

Art. 24. L'article 24, alinéa 3, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Le Gouvernement adapte chaque année le montant des subventions en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Toutefois, cette indexation est limitée à la croissance du budget général des dépenses primaires déterminée par le Conseil régional wallon. » .

Art. 25. L'article 25 du même décret est modifié comme suit :

1. à l'alinéa 1^{er}, in fine, les mots "la subvention complémentaire visée à l'article 23 est fixée à 10.000 euros maximum" sont remplacés par les mots "le Gouvernement, dans les limites des crédits budgétaires, octroie une subvention complémentaire à l'agence-conseil".

2. l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :

« Le Gouvernement adapte chaque année le montant des subventions en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Toutefois, cette indexation est limitée à la croissance du budget général des dépenses primaires déterminée par le Conseil régional wallon. » .

Art. 26. Les articles 27 et 29 du même décret sont abrogés.

Art. 27. L'article 30 du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Art. 30. – La subvention visée à l'article 24 est liquidée à concurrence de 70 % dès l'approbation du rapport visé à l'article 22 et sur la base de présentation par l'agence-conseil agréée d'une déclaration de créance correspondant au montant déterminé.

Le solde de la subvention visée à l'article 24 est liquidé sur la base de présentation par l'agence-conseil d'un rapport financier sur l'utilisation des subventions et d'une déclaration de créance correspondant audit solde.

Ce rapport doit être communiqué à l'administration quatre mois au plus tard après la clôture de l'exercice civil concerné. L'administration est chargée de vérifier la conformité des dépenses présentées et le respect des dispositions du présent décret.

Ce délai peut être prolongé de deux mois par le Gouvernement, sur la base d'une demande justifiée introduite par l'agence-conseil auprès de l'administration.

La subvention complémentaire visée à l'article 25 est liquidée intégralement dès la notification, sur la base de présentation par l'agence-conseil agréée d'une déclaration de créance correspondant au montant déterminé. » .

CHAPITRE III. — la fiscalité

Section 1^{re} — Droits de succession et droits de donation sur les transmissions d'entreprises

Art. 28. A l'article 60*bis* du Code des droits de succession, inséré par le décret du 17 décembre 1997 et modifié par le décret du 16 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1. au paragraphe 1^{er} :

A. les mots "fixé à 3 % sur la part nette dans une entreprise occupant du personnel inscrit à l'Office national de la sécurité sociale pour autant que la succession, ou la liquidation du régime matrimonial consécutive au décès" sont remplacés par les mots "ramené au tarif réduit repris au paragraphe 1^{er}*bis*, sur la part nette dans une entreprise :

— soit occupant du personnel inscrit à l'Office national de la sécurité sociale;

— soit dans laquelle le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés sont la seule main-d'œuvre occupée dans l'entreprise, sont affiliés auprès d'une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants visée à l'article 20 de l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, pour autant que la succession, ou la liquidation du régime matrimonial consécutive au décès";

B. au 1^o,

— les mots "comprenne des biens" sont remplacés par les mots "comprenne un droit réel sur des biens";

— les mots "le de cujus ou son conjoint exerçait, au jour du décès, une exploitation industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière" sont remplacés par les mots "le de cujus, son conjoint ou son cohabitant légal exerçait, au jour du décès, une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office";

C. le 2° est remplacé par le texte suivant :

« 2° comprend un droit réel portant sur :

a. des titres :

— d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office;

— d'une société visée par l'article 16 du Code des sociétés dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et dont les filiales exercent une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, ou une profession libérale ou une charge ou office.

L'ensemble des titres transmis doit représenter au moins 10 % des droits de vote à l'assemblée générale.

Au cas où l'ensemble des titres transmis représente moins de 50 % des droits de vote à l'assemblée générale, un pacte d'actionariat doit en outre être conclu portant sur au moins 50 % des droits de vote à l'assemblée générale. Dans ce pacte d'actionariat, les parties s'engagent à respecter les conditions visées au paragraphe 3 du présent article;

b. des créances sur une société visée au a. qui précède. » .

2. Il est inséré un paragraphe 1^{er} bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er} bis. Le tarif réduit visé au paragraphe 1^{er} est de :

1° 0 %, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a. la part nette dans l'entreprise visée au paragraphe 1^{er} est recueillie totalement ou partiellement par un héritier en ligne directe, par le conjoint survivant ou par le cohabitant légal survivant, ou encore par des personnes faisant partie du personnel de l'entreprise inscrit à l'Office national de la sécurité sociale, et ce, dans la mesure de leur part nette;

b. la part nette visée au paragraphe 1^{er} porte sur une entreprise :

1. employant moins de deux cent cinquante personnes;

2. et dont :

— soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros;

— soit le total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euros;

3. et qui respecte le critère de l'indépendance; est indépendante l'entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas aux deux critères 1. et 2. susvisés. Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

— si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels, y compris des fonds de développement régional ou des institutions universitaires, et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

— s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas aux deux critères 1. et 2. susvisés.

Pour le calcul des seuils susvisés, les données de l'entreprise visée au paragraphe 1^{er} et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote sont additionnées.

Le nombre de personnes employées correspond à la moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés à temps plein dans les liens d'un contrat de travail dans l'entreprise visée au paragraphe 1^{er}, correspondant au nombre d'unités de travail par an (UTA).

Les seuils retenus pour le chiffre d'affaires ou le total de bilan sont ceux afférents au dernier exercice clôturé de douze mois précédant le décès. Dans le cas d'une création d'entreprise dont les comptes n'ont pas encore été clôturés à la date du décès, les seuils à considérer font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice;

2° 3 %, lorsque les conditions sous le 1° ne sont pas réunies. » .

3. il est inséré un paragraphe 1^{er} ter, rédigé comme suit :

« § 1^{er} ter. Par "titres", il faut entendre :

a. les actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts d'une société;

b. les certificats se rapportant à des titres visés sous a. :

— lorsqu'ils sont émis par des personnes morales qui ont leur siège dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen et qui sont propriétaires des titres auxquels se rapportent les certificats;

— lorsque l'émetteur des certificats exerce tous les droits attachés aux titres auxquels ils se rapportent, en ce compris le droit de vote;

— et lorsque ce certificat constate, au bénéfice de son titulaire, le droit d'exiger de l'émetteur propriétaire des titres tout produit et revenu attaché aux titres visés par l'opération de certification. » .

4. il est inséré un paragraphe 1^{er} quater, rédigé comme suit :

« § 1^{er} quater. Par "créances", il faut entendre tout prêt d'argent, représenté ou non par des titres, consenti par le défunt à une société dont il possède des actions ou parts, lorsque ce prêt a un lien direct avec les besoins de l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, de la profession libérale ou de la charge ou office, exercé soit par la société elle-même dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2°, a., premier tiret, soit par la société elle-même et ses filiales dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2°, a., deuxième tiret.

Sont toutefois exclues les créances précitées, dans la mesure où le montant nominal total des créances excède la partie du capital social qui est réellement libérée et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction ni d'un remboursement, dans le cas du défunt, à la date de son décès. Les bénéficiaires, autres que les bénéficiaires distribués et imposés comme tels, qui sont incorporés au capital, ne sont pas considérés comme du capital libéré. » .

5. au paragraphe 2, les mots "des biens visés au paragraphe 1^{er}, 1°, ou la valeur des titres visés au paragraphe 1^{er}, 2°," sont remplacés par les mots "des droits réels sur les biens visés au paragraphe 1^{er}, 1°, ou la valeur des droits réels sur les titres et créances visés au paragraphe 1^{er}, 2°,".

6. au paragraphe 3 :

a. au 1^{er}, les mots „, soit dans le chef de l'entreprise visée au paragraphe 1^{er}, 1^o, soit dans le chef de la société elle-même dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2^o, a., premier tiret, soit dans le chef de la société elle-même et de ses filiales dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2^o, a., deuxième tiret” sont insérés après les mots “après le décès”;

b. le 2^o est remplacé par le texte suivant :

« 2^o le nombre de travailleurs dans l'entreprise, lorsque l'entreprise emploie du personnel inscrit à l'Office national de la sécurité sociale, ou le nombre de personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise et en ordre de cotisation dans le cadre de leur statut social des travailleurs indépendants, lorsque le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés sont la seule main-d'œuvre occupée dans l'entreprise, exprimé en unités de temps plein, soit maintenu au moins à 75 %, et ce, d'année en année durant les cinq premières années après le décès, soit dans le chef de l'entreprise visée au paragraphe 1^{er}, 1^o, soit dans le chef de la société elle-même dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2^o, a., premier tiret, soit dans le chef de la société elle-même et de ses filiales dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2^o, a., deuxième tiret;”;

c. au 3^o, les mots “dans une exploitation visée au paragraphe 1^{er}, 1^o,” sont remplacés par les mots “dans une exploitation, une profession libérale ou une charge ou office visés au paragraphe 1^{er}, 1^o,”;

d. au 4^o,

— le mot “successeurs” est remplacé par le mot “continuateurs”;

— les mots “et qui spécifie le taux réduit applicable, le cas échéant selon les héritiers, légataires et donataires” sont insérés après les mots “que les conditions requises sont remplies”;

e. au 5^o, le mot “successeurs” est remplacé par le mot “continuateurs”.

7. il est inséré un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Sauf cas de force majeure, en cas de non-respect des dispositions visées au paragraphe 3, les droits de succession sont dus conformément aux articles 48 à 60. » .

Art. 29. A l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 22 décembre 1998, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1. au paragraphe 1^{er} :

A. les mots “réduit à 3 % pour” sont remplacés par les mots “ramené au tarif réduit repris au paragraphe 2 pour les donations d'entreprise, lorsque ces donations ont pour objet”;

B. au 1^o,

— les mots “de la pleine propriété d'une universalité de biens ou d'une” sont remplacés par les mots “d'un droit réel sur une universalité de biens ou une”;

— les mots “artisanale ou agricole” sont remplacés par les mots “artisanale, agricole ou forestière”;

C. le 2^o est remplacé par le texte suivant :

« 2^o les conventions constatées par acte authentique ayant pour objet la transmission à titre gratuit d'un droit réel sur :

a. des actions ou parts :

— d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, d'une profession libérale ou d'une charge ou office;

— d'une société visée par l'article 16 du Code des sociétés dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et dont les filiales exercent une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, ou une profession libérale ou une charge ou office;

b. des créances sur une société visée au a. qui précède. » .

2. il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le tarif réduit visé au paragraphe 1^{er} est de :

1^o 0 %, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a. l'entreprise visée au paragraphe 1^{er} est transmise totalement ou partiellement en ligne directe, entre époux ou entre cohabitants légaux, ou encore à des personnes faisant partie du personnel de l'entreprise inscrit à l'Office national de la sécurité sociale, et ce, dans la mesure de leur part nette;

b. la donation visée au paragraphe 1^{er} porte sur une entreprise,

— soit occupant du personnel inscrit à l'Office national de la sécurité sociale;

— soit dans laquelle le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés sont la seule main-d'œuvre occupée dans l'entreprise, sont affiliés auprès d'une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants visée à l'article 20 de l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants;

c. la donation visée au paragraphe 1^{er} porte sur une entreprise :

1. employant moins de deux cent cinquante personnes;

2. et dont :

— soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros;

— soit le total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euros;

3. et qui respecte le critère de l'indépendance; est indépendante l'entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas aux deux critères 1. et 2. susvisés. Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

— si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels, y compris des fonds de développement régional ou des institutions universitaires, et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

— s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas aux deux critères 1. et 2. susvisés.

Pour le calcul des seuils susvisés, les données de l'entreprise visée au paragraphe 1^{er} et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote sont additionnées.

Le nombre de personnes employées correspond à la moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés à temps plein dans les liens d'un contrat de travail dans l'entreprise visée au paragraphe 1^{er}, correspondant au nombre d'unités de travail par an (UTA).

Les seuils retenus pour le chiffre d'affaires ou le total de bilan sont ceux afférents au dernier exercice clôturé de douze mois précédant la date de l'acte authentique de la donation. Dans le cas d'une création d'entreprise dont les comptes n'ont pas encore été clôturés à la date de l'acte authentique de la donation, les seuils à considérer font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice;

2° 3 %, lorsque les conditions sous le 1° ne sont pas réunies. » .

3. il est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Par "actions et parts", il faut entendre :

a. les actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts d'une société;

b. les certificats se rapportant à des titres visés sous a. :

— lorsqu'ils sont émis par des personnes morales qui ont leur siège dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen et qui sont propriétaires des titres auxquels se rapportent les certificats;

— lorsque l'émetteur des certificats exerce tous les droits attachés aux titres auxquels ils se rapportent, en ce compris le droit de vote;

— et lorsque ce certificat constate, au bénéfice de son titulaire, le droit d'exiger de l'émetteur propriétaire des titres tout produit et revenu attaché aux titres visés par l'opération de certification. » .

4. il est inséré un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Par "créances", il faut entendre tout prêt d'argent, représenté ou non par des titres, consenti par le donateur à une société dont il possède des actions ou parts, lorsque ce prêt a un lien direct avec les besoins de l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, de la profession libérale ou de la charge ou office, exercé soit par la société elle-même dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2°, a., premier tiret, soit par la société elle-même et ses filiales dans le cas d'une société visée au paragraphe 1^{er}, 2°, a., deuxième tiret.

Sont toutefois exclues les créances précitées, dans la mesure où le montant nominal total des créances excède la partie du capital social qui est réellement libérée et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction ni d'un remboursement, dans le chef du donateur, à la date de l'acte authentique de donation. Les bénéficiaires, autres que les bénéficiaires distribués et imposés comme tels, qui sont incorporés au capital, ne sont pas considérés comme du capital libéré. » .

Art. 30. A l'article 140^{ter} du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 22 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1. au 2°,

— au premier tiret, le littéra a. est remplacé par le texte suivant :

« a. que la donation porte sur un droit réel sur une universalité de biens ou une branche d'activité au moyen desquelles s'exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office; »;

— il est ajouté un troisième tiret, rédigé comme suit :

« - dans le cas où est demandée l'application du taux réduit de l'article 140^{bis}, § 2, 1° :

a. le donataire doit produire une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable certifiant que l'entreprise transmise répond aux conditions prescrites par l'article 140^{bis}, § 2, 1°, b. et c.;

b. l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donateur et le donataire doit, en outre, énoncer expressément le lien entre le donateur et le donataire prescrit par l'article 140^{bis}, § 2, 1°, a.; en cas de désignation inexacte de ce lien, il est dû indivisiblement par ceux-ci, outre le droit éludé, une amende égale audit droit; ».

2. au 3°,

— le premier tiret est remplacé par le texte suivant :

« - le donataire doit produire une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable certifiant :

a. que la donation porte sur un ensemble d'actions ou parts représentant au moins 10 % des droits de vote à l'assemblée générale;

b. dans le cas où est demandée l'application du taux réduit de l'article 140^{bis}, § 2, 1°, que l'entreprise transmise répond aux conditions prescrites par l'article 140^{bis}, § 2, 1°, b. et c.;

c. lorsque les actions et parts visées à l'article 140^{bis}, § 1^{er}, 2°, consistent en des certificats se rapportant à des actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 140^{bis} est sollicité, que ces certificats remplissent les conditions énumérées à l'article 140^{bis}, § 3, b.; »;

— au deuxième tiret, les mots "et dont les modalités sont fixées par le Roi" sont remplacés par les mots "et réunissant les conditions suivantes :

— le pacte d'actionariat doit être conclu pour une période minimale de cinq ans à compter de la date de l'acte de la donation;

— les signataires du pacte d'actionariat doivent s'engager à ne pas transférer, durant cinq ans à compter de l'acte de donation, le siège de direction effective de la société dans un Etat non membre de l'Union européenne;

— ils doivent s'engager à représenter, durant cinq ans à compter de l'acte de donation, au moins la moitié des droits de vote à l'assemblée générale. » ;

— au troisième tiret, a., les mots "la pleine propriété des actions" sont remplacés par les mots "le droit réel dont il est titulaire sur les";

— au troisième tiret, il est inséré, à la place du b. qui devient le c. nouveau, un b. nouveau rédigé comme suit :

« b. dans le cas de l'application du taux réduit de 0 % visé à l'article 140bis, § 2, 1°, que le donataire s'engage à ce qu'il y ait poursuite d'une activité, pendant une durée ininterrompue de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation, soit dans le chef de la société elle-même dans le cas d'une société visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 2°, a., premier tiret, soit dans le chef de la société elle-même et de ses filiales dans le cas d'une société visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 2°, a., deuxième tiret; »;

— au troisième tiret, c. nouveau, les mots "de la pleine propriété des actions ou parts données" sont remplacés par les mots "du droit réel sur les actions ou parts données et, éventuellement, du maintien d'une activité;";

— il est ajouté un quatrième tiret, rédigé comme suit :

« - l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donateur et le donataire doit énoncer expressément :

a. que la donation porte sur un droit réel sur des actions ou parts :

— d'une société qui exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office;

— d'une société visée par l'article 16 du Code des sociétés dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et dont les filiales exercent une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, ou une profession libérale ou une charge ou office;

b. dans le cas où la donation comprend des créances :

— le montant nominal de ces créances;

— le fait que celles-ci ont un lien direct avec les besoins de l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, de la profession libérale ou de la charge ou office, exercé soit par la société elle-même dans le cas d'une société visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 2°, a., premier tiret, soit par la société elle-même et ses filiales dans le cas d'une société visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 2°, a., deuxième tiret;

— le montant du capital social qui est réellement libéré et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction ni d'un remboursement, dans le chef du donateur, à la date de l'acte authentique de donation;

c. dans le cas où est demandée l'application du taux réduit de l'article 140bis, § 2, 1°, le lien entre le donateur et le donataire prescrit par l'article 140bis, § 2, 1°, a.; en cas de désignation inexacte de ce lien, il est dû indivisiblement par ceux-ci, outre le droit éludé, une amende égale audit droit. » .

Art. 31. A l'article 140quinquies du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 22 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

A. au b.,

— les mots "son droit réel sur" sont insérés entre les mots "en tout ou en partie," et les mots "les biens au moyen desquels s'exerce";

— les mots "artisanale ou agricole" sont remplacés par les mots "artisanale, agricole ou forestière";

B. au c., les mots "son droit réel sur" sont insérés entre les mots "en tout ou en partie," et les mots "les actions ou parts,".

Art. 32. A l'article 140 sexies du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 22 décembre 1998, les mots "la pleine propriété des actions ou parts doit être maintenue" sont remplacés par les mots "le droit réel sur les actions ou parts doit être maintenu".

Art. 33. A l'article 140 septies du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 22 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

A. les mots "la pleine propriété des biens" sont remplacés par les mots "le droit réel sur les biens";

B. les mots "la pleine propriété des actions ou parts doit être maintenue" sont remplacés par les mots "le droit réel sur les actions ou parts doit être maintenu".

Section 2. — Précompte immobilier sur le matériel et l'outillage

Art. 34. A l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par la loi du 22 décembre 1998, ainsi que par les décrets du 6 décembre 2001, du 22 octobre 2003 et du 18 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes.

1. il est inséré un 3°bis, rédigé comme suit :

« 3°bis. des nouveaux investissements en matériel et outillage visés à l'article 471, § 3, acquis ou constitués à l'état neuf à partir du 1^{er} janvier 2005, selon la distinction suivante :

a. si ces nouveaux investissements en matériel et outillage sont acquis ou constitués à l'état neuf sur une parcelle cadastrale ne comportant aucun matériel et outillage au 31 décembre 2004, est intégralement exonéré le revenu cadastral de ce matériel et outillage fixé après le 1^{er} janvier 2005, conformément aux articles 483 et 484;

b. si ces nouveaux investissements en matériel et outillage sont acquis ou constitués à l'état neuf sur une parcelle cadastrale comportant déjà du matériel et outillage au 31 décembre 2004, est exonérée l'augmentation, après le 1^{er} janvier 2005, du revenu cadastral afférent au matériel et à l'outillage de cette parcelle, conformément aux articles 483 et 484, par rapport au revenu cadastral du matériel et de l'outillage de cette parcelle au 1^{er} janvier 2005.

En cas de changement de redevable du précompte immobilier pour le matériel et outillage de cette parcelle, à partir du 1^{er} janvier 2005, le revenu cadastral du matériel et de l'outillage de cette parcelle au 1^{er} janvier 2005 est diminué du revenu cadastral du matériel et de l'outillage qui y existait au 31 décembre 2004, lorsque ce matériel et outillage a été totalement désaffecté depuis lors en vue d'une réaffectation de la parcelle; ».

2. au 4°, les mots "après déduction du revenu cadastral exonéré en application du 3°bis," sont insérés entre les mots "aux articles 483 et 484," et les mots "n'atteint pas".

CHAPITRE IV. — *La création et l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne*

Art. 35. L'article 5 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. – Le Gouvernement fixe et perçoit, selon les modalités qu'il détermine, les redevances afférentes à l'utilisation des aéroports ou aérodromes.

Si le Gouvernement a fait usage de la faculté de concession prévue à l'article 2, le concessionnaire fixe le montant des redevances afférentes à l'utilisation de l'aéroport ou de l'aérodrome dont l'exploitation lui a été concédée par le Gouvernement, dans le respect des lignes directrices contenues dans le contrat de concession. Le contrat de concession prévoit également le mode de publication des redevances.

Il est créé un comité de régulation dont la composition et les règles de fonctionnement sont déterminées par le Gouvernement. Ce comité est chargé de donner un avis préalable sur les redevances d'aéroports ou d'aérodromes, lorsqu'elles sont fixées par un concessionnaire. Cet avis est transmis au Gouvernement et au concessionnaire. » .

Art. 36. Les arrêtés des 9 avril 1998 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aérodromes relevant de la Région wallonne et 16 juillet 1998 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports relevant de la Région wallonne sont maintenus en vigueur, pour chaque aérodrome ou aéroport concerné, jusqu'à la publication des premières redevances fixées conformément à l'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne.

CHAPITRE IVbis. — *La domanialité publique dans les aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne*

Art. 37. Le présent chapitre règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 38. Un article 4bis rédigé comme suit est inséré dans le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne :

"Art. 4bis. – § 1^{er}. La Région wallonne et, le cas échéant, la personne morale de droit public dépendant de la Région ayant en charge le financement des infrastructures aéroportuaires, en leur qualité de propriétaires des terrains, infrastructures ou bâtiments relevant du domaine public des aéroports et aérodromes, peuvent octroyer tout droit réel sur ceux-ci en vue de faciliter le financement des infrastructures aéroportuaires ou en vue de l'exploitation des aéroports et aérodromes.

La constitution de ces droits réels ne porte pas préjudice aux droits exclusifs accordés par la Région dans le cadre des concessions visées à l'article 2.

§ 2. Les sociétés auxquelles l'exploitation des aéroports ou aérodromes a été concédée peuvent, à leur tour, octroyer ou céder tout ou partie des droits réels qu'elles se sont vu octroyer.

§ 3. Les droits réels constitués en vertu du présent article ne peuvent excéder la durée de la concession ou des concessions accordées conformément à l'article 2 et prennent fin avec celles-ci. » .

CHAPITRE V. - *le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter, le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, le Code de l'Environnement, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le Code du Logement*

Section 1^{re}. — Dispositions modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Art. 39. L'article 2 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine est complété par les alinéas suivants :

« Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} comprend le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre des schémas et des plans d'aménagement ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le rapport fait l'objet d'une publication annuelle accessible au public. » .

Art. 40. L'article 3 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 3. Le Gouvernement, pour la partie du territoire à laquelle appartient la commune, désigne les fonctionnaires de la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine du Ministère de la Région wallonne qui sont délégués par le Gouvernement aux fins précisées par le présent Code et dénommés ci-après "fonctionnaires délégués". » .

Art. 41. L'intitulé du chapitre III du titre Ier du livre Ier du même Code est remplacé comme suit :

« CHAPITRE III – Des informations, de la publicité, des enquêtes publiques et des consultations ».

Art. 42. L'article 4 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 4. – S'appliquent aux informations, à la publicité, aux enquêtes publiques et aux consultations les principes suivants :

1° sauf disposition contraire, la durée de l'enquête publique est de quinze jours lorsqu'elle porte sur un permis ou un rapport urbanistique et environnemental; elle est de trente jours lorsqu'elle porte sur un schéma de structure communal ou un plan communal d'aménagement, et de quarante-cinq jours lorsqu'elle porte sur le schéma de développement de l'espace régional ou le plan de secteur;

2° le délai prescrit pour une enquête publique ou pour la consultation des services et commissions visés par le présent Code est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août;

3° sauf disposition contraire, la consultation des services et commissions est de trente jours; passé ce délai, l'avis est réputé favorable; le Gouvernement peut déterminer les cas où la consultation des services et commissions est obligatoire;

4° durant l'enquête publique, les dossiers sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin ou sur rendez-vous;

5° tout tiers intéressé peut obtenir des explications techniques;

6° tout tiers intéressé peut exprimer ses observations et ses réclamations par écrit avant la clôture de l'enquête publique ou, au besoin, oralement, lors de la clôture de ladite enquête;

7° sauf disposition contraire, lorsqu'elle porte sur un schéma, un plan ou un rapport urbanistique et environnemental, l'enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas; s'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré;

8° au moins une réunion accessible au public est organisée durant l'enquête publique selon les modalités fixées par le Gouvernement ou la commune;

9° les décisions sont annoncées par voie d'affiches.

Le Gouvernement ou la commune peuvent décider de toutes formes supplémentaires d'information, de publicité et de consultation.

La suspension du délai prescrit en application de l'alinéa 1^{er}, 2°, s'étend aux délais de consultation, d'adoption, d'approbation, de décision et de saisine visés par le présent Code.

Lorsque la commune n'a pas entamé les mesures de publicité prescrites, elles le sont par le gouverneur de la province à l'invitation du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué. » .

Art. 43. L'article 6 du même Code est complété comme suit :

« Le Gouvernement consulte la commission régionale sur tout projet de décret ou d'arrêté de portée générale relevant de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. » .

Art. 44. L'alinéa 1^{er} de l'article 8 du même Code est remplacé comme suit :

« A peine de nullité, tout envoi doit permettre de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception. » .

Art. 45. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, les mots "ou d'un programme communal visé à l'article 33" sont supprimés.

Au 2° du même alinéa, les mots "d'une étude d'incidences relative" sont remplacés par les mots "d'un rapport des incidences environnementales relatif".

Le 6° du même alinéa est remplacé comme suit :

« 6° lorsqu'une commune ou plusieurs communes limitrophes ou une association de communes en font la demande, pour l'engagement annuel d'un ou plusieurs conseillers en aménagement du territoire et urbanisme;"

A l'alinéa 3 du même article, les mots "et en environnement" sont abrogés.

Art. 46. L'article 13 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. 13. § 1^{er}. Le schéma de développement de l'espace régional exprime les options d'aménagement et de développement durable pour l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

§ 2. Le schéma comprend :

1° l'évaluation des besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux, ainsi que l'analyse des contraintes et potentialités du territoire de la Région wallonne;

2° les objectifs généraux d'harmonisation des activités, de mobilité, de gestion parcimonieuse du sol, de conservation et de développement du patrimoine dans la perspective du développement durable visé par le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable;

3° les options à prendre et les objectifs sectoriels à atteindre, notamment en matière de mobilité, d'équipements et d'infrastructures d'intérêt suprarégional ou régional;

4° une description des objectifs de l'avant-projet de schéma de développement de l'espace régional, ainsi que ses liens avec d'autres plans et programmes pertinents;

5° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le schéma de développement de l'espace régional n'est pas mis en œuvre;

6° les objectifs pertinents en matière de protection de l'environnement et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du schéma;

7° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

8° les incidences sur l'activité agricole et forestière;

9° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 7° et 8°;

10° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

11° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du schéma de développement de l'espace régional;

12° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

§ 3. Le schéma peut indiquer :

1° la définition d'aires d'aménagement du territoire;

2° les instruments à mettre en œuvre. » .

Art. 47. L'article 14 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 14. § 1^{er}. Le schéma de développement de l'espace régional est établi à l'initiative du Gouvernement.

La commission régionale et le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable sont informés des études préalables et peuvent à toute époque formuler les suggestions qu'ils jugent utiles.

§ 2. Le Gouvernement adopte provisoirement le projet de schéma et le soumet à une enquête publique conformément à l'article 4, ainsi qu'à l'avis de la commission régionale, du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

L'enquête publique est annoncée par voie d'affiches dans chaque commune, par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande, ainsi que par un communiqué diffusé à trois reprises par la R.T.B.F. et par le Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande.

Dès l'annonce de l'enquête publique, le Gouvernement organise une séance de présentation du projet de schéma au chef-lieu de chaque arrondissement administratif et au siège de la Communauté germanophone.

§ 3. Les conseils communaux, la commission régionale, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, ainsi que les personnes et instances visées au paragraphe 2, transmettent leurs avis au Gouvernement dans les quarante-cinq jours de la fin du délai de l'enquête publique; à défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 4. Le Gouvernement adopte définitivement le schéma. En outre, le Gouvernement produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le schéma et dont les avis, réclamations et observations émis en application des paragraphes 2 et 3 ont été pris en considération.

L'arrêté du Gouvernement est publié au *Moniteur belge* ainsi que la déclaration environnementale.

Dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, des expéditions du schéma et de la déclaration environnementale sont transmises aux communes, à la commission régionale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable. » .

Art. 48. L'article 16 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. 16. Le schéma de structure communal est un document d'orientation, d'évaluation, de gestion et de programmation du développement durable de l'ensemble du territoire communal.

Le schéma indique pour l'ensemble du territoire communal :

1° les objectifs d'aménagement selon les priorités dégagées ainsi que l'expression cartographiée des mesures d'aménagement qui en résultent;

2° l'implantation des équipements et infrastructures;

3° les orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation;

4° les modalités d'exécution des mesures d'aménagement;

5° une description des objectifs de l'avant-projet de schéma de structure communal, ainsi que ses liens avec d'autres plans ou programmes pertinents;

6° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le schéma de structure communal n'est pas mis en œuvre;

7° les objectifs pertinents en matière de protection de l'environnement et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du schéma;

8° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

9° les incidences sur l'activité agricole et forestière;

10° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 8° et 9°;

11° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

12° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du schéma de structure communal;

13° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le schéma de structure communal peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment et, en particulier, à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur ou d'un plan communal d'aménagement.

Le Gouvernement peut préciser le contenu du dossier de schéma. » .

Art. 49. L'article 17 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 17. § 1^{er}. Sur la base d'une analyse de la situation de fait et de droit, le schéma de structure communal est établi à l'initiative du conseil communal. Parmi les personnes agréées conformément à l'article 11, celui-ci désigne les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qu'il charge de l'élaboration du projet de schéma.

La commission communale et le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable sont informés des études préalables et peuvent à toute époque formuler les suggestions qu'ils jugent utiles.

Le conseil communal adopte provisoirement le projet de schéma.

§ 2. Le projet de schéma est soumis par le collège des bourgmestre et échevins à une enquête publique conformément à l'article 4.

Parallèlement, le projet de schéma est également soumis par le collège des bourgmestre et échevins à l'avis du fonctionnaire délégué. L'avis est transmis dans les trente jours de la demande du collège des bourgmestre et échevins; à défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 3. Le projet de schéma ainsi que les réclamations et observations sont ensuite soumis, pour avis, à la commission communale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable. L'avis est transmis dans les quarante-cinq jours de la demande du collège des bourgmestre et échevins; à défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 4. Le conseil communal adopte définitivement le schéma accompagné d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le schéma, les avis, réclamations et observations émis en application des paragraphes 2 et 3 ont été pris en considération. Il envoie le schéma, accompagné du dossier, au Gouvernement. Celui-ci peut annuler la décision du conseil communal par arrêté motivé envoyé dans les soixante jours de la réception du dossier complet.

Le public est admis à prendre connaissance à la maison communale du schéma, ainsi que de la déclaration environnementale ou, le cas échéant, de la décision du conseil communal. Il en est informé suivant les modes visés à l'article 112 de la Nouvelle loi communale.

Le schéma et la déclaration environnementale sont transmis à la commission communale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et, le cas échéant, aux autres personnes et instances consultées. » .

Art. 50. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, après les mots "le tracé existant et projeté", sont insérés les mots "ou le périmètre de réservation qui en tient lieu".

Dans le même alinéa est inséré un 3° rédigé comme suit :

« 3° les périmètres de protection de réseaux souterrains de transport de fluides et d'énergie où seuls peuvent être autorisés les actes et travaux d'utilité publique ou qui se rapportent à ces réseaux; le Gouvernement peut fixer les caractéristiques de ces périmètres et les conditions auxquelles les actes et travaux doivent satisfaire; ».

Le 2° de l'alinéa 2 du même article est remplacé comme suit :

« 2° des prescriptions supplémentaires d'ordre urbanistique ou planologique qui peuvent être fondées, notamment, sur les éléments suivants :

- a. une étude de synthèse des contraintes et des potentialités;
- b. la définition des objectifs généraux de mise en œuvre de la zone;
- c. la définition des options d'aménagement pour chacun des aspects suivants :
 - l'intégration à l'environnement et à ses caractéristiques humaines;
 - la mobilité des biens et des personnes;
 - les équipements et les réseaux techniques, notamment en regard de la géologie, l'hydrogéologie et l'orohydrologie;
 - l'urbanisme et l'architecture;
 - le paysage;
- d. des mesures relatives à la promotion des énergies renouvelables et le programme éventuel d'occupation progressive de la zone. » .

Art. 51. Dans l'article 25 du même Code, le 8° de l'alinéa 2 est abrogé.

Le 9° du même alinéa devient le 8°.

Dans le même article est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

« La zone d'aménagement communal concerté est destinée à recevoir toute affectation visée aux alinéas 2 et 3, à l'exception de la zone d'activité économique industrielle et de la zone d'extraction. » .

Art. 52. L'article 31*bis* du même Code, modifié par le décret du 18 décembre 2002, est abrogé.

Art. 53. L'alinéa 3 de l'article 32 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est abrogé.

Art. 54. L'article 33 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé comme suit :

« Art. 33. § 1^{er}. L'affectation de la zone d'aménagement communal concerté est déterminée en fonction de la localisation, du voisinage, de la proximité de zones d'initiatives privilégiées visées à l'article 174 et de noyaux d'habitat visés au Code du logement, de la performance des réseaux de communication et de distribution, des coûts induits par l'urbanisation à court, à moyen et à long terme, ainsi que des besoins de la commune et de l'affectation donnée à tout ou partie de toute zone d'aménagement communal concerté située sur le territoire communal concerné et sur les territoires communaux limitrophes si elle existe.

§ 2. Lorsque la mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté porte sur une ou plusieurs affectations visées à l'article 25, alinéa 2, elle est subordonnée à l'adoption par le conseil communal d'un rapport urbanistique et environnemental qui contient :

- a. les options d'aménagement relatives aux infrastructures et aux réseaux techniques, au paysage, à l'urbanisme, à l'architecture et aux espaces verts;
- b. l'évaluation des effets probables de la mise en œuvre de la zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté sur l'environnement, y compris la diversité biologique, l'homme et ses activités, la faune, la flore, le sol, le sous-sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, le patrimoine culturel ainsi que l'interaction entre ces divers facteurs, l'examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs, la présentation des alternatives possibles et de leur justification ainsi que les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du rapport urbanistique et environnemental;
- c. un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le rapport urbanistique et environnemental peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment.

Le rapport urbanistique et environnemental est un document d'orientation qui exprime les options d'aménagement et de développement durable pour tout ou partie de zone d'aménagement communal concerté.

Le Gouvernement peut préciser le contenu du rapport urbanistique et environnemental.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins soumet le rapport urbanistique et environnemental à enquête publique conformément à l'article 4 et à l'avis de la commission communale ou, à défaut, de la commission régionale, du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

§ 4. Le conseil communal adopte le rapport urbanistique et environnemental, accompagné d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le rapport, les avis, réclamations et observations émis en application du paragraphe 3 ont été pris en considération.

Le conseil communal envoie le rapport, accompagné du dossier, au fonctionnaire délégué. Dans les trente jours suivant la réception du rapport, le fonctionnaire délégué le transmet au Gouvernement. Le Gouvernement vérifie la conformité du rapport urbanistique et environnemental aux dispositions visées aux paragraphes 1^{er} et 2. Le cas échéant,

le Gouvernement peut annuler la décision du conseil communal par arrêté motivé envoyé dans les trente jours de la réception du dossier par le fonctionnaire délégué. Passé ce délai, le rapport urbanistique et environnemental est réputé approuvé.

Le public est admis à prendre connaissance à la maison communale du rapport urbanistique et environnemental, ainsi que de la déclaration environnementale. Il en est informé suivant les modes visés à l'article 112 de la nouvelle loi communale.

Le rapport et la déclaration environnementale sont transmis à la commission communale ou, à défaut, à la commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et aux personnes et instances consultées.

§ 5. Les articles 110 à 112 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre conformément aux paragraphes 2, 3 et 4, dont la mise en œuvre n'a pas encore été déterminée en application des mêmes paragraphes ou lorsque la zone d'aménagement communal concerté porte sur une ou plusieurs affectations visées à l'article 25, alinéa 3.

§ 6. Le collège des bourgmestre et échevins dépose périodiquement auprès du conseil communal un rapport sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre des zones ou parties de zones d'aménagement communal concerté.

Le public en est informé suivant les modes visés à l'article 112 de la nouvelle loi communale.

§ 7. Les dispositions relatives à l'élaboration du rapport urbanistique et environnemental sont applicables à sa révision. » .

Art. 55. L'article 34 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 34. La zone d'aménagement différé à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées à l'article 30 et à l'article 31, à l'exception des activités agroéconomiques de proximité et des activités de grande distribution.

Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

La mise en œuvre de la zone d'aménagement différé à caractère industriel est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. » .

Art. 56. A l'alinéa 4 de l'article 35 du même Code, après les mots "Les refuges de pêche", sont insérés les mots "et les petits abris pour animaux".

Art. 57. A l'alinéa 3 de l'article 39 du même Code, les mots "Le Gouvernement arrête" sont remplacés par les mots "Le Gouvernement peut arrêter".

Art. 58. L'article 39bis du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est abrogé.

Art. 59. Dans l'article 46, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, le 3° est remplacé comme suit :

« 3° l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement. » .

Le 4° du même alinéa est abrogé.

Art. 60. L'article 50 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 50. § 1^{er}. Parmi les personnes agréées conformément à l'article 11, le conseil communal désigne une personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de l'élaboration de l'avant-projet de plan communal.

§ 2. Le conseil communal décide l'élaboration d'un plan communal d'aménagement et en adopte l'avant-projet, lequel est établi sur la base d'une analyse de la situation existant de fait et de droit, notamment des périmètres de protection visés par le présent Code ou d'autres législations. Il réalise un rapport sur les incidences environnementales dont il fixe l'ampleur et le degré de précision des informations, comprenant :

1° un résumé du contenu et une description des objectifs de l'avant-projet de plan, ainsi que ses liens avec d'autres plans ou programmes pertinents;

2° la justification de l'avant-projet de plan au regard de l'article 1^{er}, § 1^{er};

3° les caractéristiques humaines et environnementales du territoire visé et de ses potentialités ainsi que l'évolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre;

4° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable;

5° les problèmes environnementaux liés à l'avant-projet de plan communal d'aménagement qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E.;

6° les problèmes environnementaux qui concernent les zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82/C.E. ou si l'avant-projet de plan prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat, ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

7° les objectifs pertinents de la protection de l'environnement et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du plan;

8° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

9° les incidences sur l'activité agricole et forestière;

10° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 8° et 9°;

- 11° la présentation des alternatives possibles et de leur justification en fonction des 1° à 10°;
- 12° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;
- 13° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan communal d'aménagement;
- 14° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le conseil communal soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet de plan pour avis à la commission communale ou, à défaut, à la commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi que, si l'avant-projet de plan comporte des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82/C.E. ou s'il prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat, ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements, à la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport doit contenir.

Lorsqu'il établit, compte tenu des caractéristiques des projets ou activités dont l'élaboration ou la révision constitue le cadre, et compte tenu des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, que le plan communal d'aménagement projeté n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement ou qu'il détermine l'utilisation d'une petite zone au niveau local, le conseil communal, après avis de la commission communale ou, à défaut, de la commission régionale et du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, décide que le plan ne doit pas faire l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales.

Est présumé avoir des incidences non négligeables sur l'environnement le plan communal d'aménagement projeté dans le périmètre duquel se situe une zone désignée conformément aux directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E. ou qui vise à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82/C.E. ou qui prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat, ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements.

Le rapport peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins informe régulièrement la commission communale, si elle existe, de l'évolution des études préalables et lui en communique les résultats. La commission communale peut, à tout moment, formuler les suggestions qu'elle juge utiles. » .

Art. 61. L'article 51 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 51. § 1^{er}. Sur la base d'une analyse de la situation de fait et de droit, et après avis du fonctionnaire délégué, le conseil communal adopte provisoirement le projet de plan communal d'aménagement accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales et charge le collège des bourgmestre et échevins de le soumettre à enquête publique conformément à l'article 4.

S'il y a lieu, le conseil communal déclare le caractère dérogatoire au plan de secteur du projet de plan communal et indique en quoi ledit projet déroge aux prescriptions du plan de secteur.

§ 2. Lorsque l'aménagement proposé par le projet de plan est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de plan accompagné du rapport visé au paragraphe 1^{er} et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};
- 2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à l'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 3° les modalités suivant lesquelles le plan, la déclaration environnementale et les avis émis visés au paragraphe 3 sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Dans les huit jours de la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins soumet pour avis à la commission communale ou, à défaut, à la commission régionale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, ainsi qu'aux autres personnes et instances et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement si elles ont été consultées en application de l'article 50, § 2, alinéa 2, le dossier comprenant le projet de plan accompagné du rapport visé au paragraphe 1^{er} et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis.

Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande du collège des bourgmestre et échevins; à défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 4. Dans les quarante-cinq jours qui suivent, le conseil communal prend connaissance du dossier complet. Il peut soit adopter définitivement le plan communal, soit décider de modifier celui-ci; dans ce dernier cas, sauf si la modification décidée est mineure, il est procédé à une nouvelle enquête publique conformément à l'article 4.

En outre, le conseil communal produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport visé au paragraphe 1^{er}, les avis, réclamations et observations émis en application des paragraphes 2 et 3 du présent article ont été pris en considération, ainsi que les raisons des choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Lorsque le plan communal d'aménagement n'est pas soumis à un rapport sur les incidences environnementales, la déclaration environnementale reproduit la décision visée à l'article 50, § 2, alinéa 3, et sa motivation. » .

Art. 62. Dans l'article 54 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002 :

1. le 3° est abrogé;
2. le 4° est remplacé comme suit :
 - « 3° l'élaboration ou la révision d'un plan communal dérogatoire au plan de secteur; »;
3. le 5° est abrogé;
4. le 6° devient le 4°;
5. le 7° devient le 5°.

Art. 63. Dans l'article 56, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "et parmi les personnes agréées en vertu du présent Code et de la législation relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, les personnes qu'il charge, le cas échéant, de l'étude d'incidences visée à l'article 50, § 2" sont remplacés par les mots "et il réalise le rapport sur les incidences environnementales visé à l'article 50, § 2".

Art. 64. Dans l'article 57bis du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, après les mots "plans communaux d'aménagement", sont insérés les mots "ayant fait l'objet d'un rapport préalable sur les incidences environnementales".

Art. 65. Dans l'article 58 du même Code, remplacer l'alinéa 1^{er} par le texte suivant :

« Toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation ou à la mise en œuvre des prescriptions des plans de secteur, des plans communaux d'aménagement et des zones d'aménagement communal concerté peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique. » .

Dans l'article 58, alinéa 2, du même Code, entre les mots "régies communales autonomes" et les mots "et les établissements publics", sont insérés les mots ", les intercommunales ayant dans leur objet social l'aménagement du territoire ou le logement".

Art. 66. Dans l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002 :

1. le 5^o bis devient le 6^o;

2. le 6^o devient le 7^o;

3. le 7^o devient le 8^o;

4. le 8^o est remplacé comme suit :

« 9^o a. boiser ou déboiser; toutefois, la sylviculture dans la zone forestière n'est pas soumise à permis;

« 9^o b. cultiver des sapins de Noël;".

Au paragraphe 2 du même article, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement arrête la liste des actes et travaux qui, en raison de leur minime importance :

1^o ne requièrent pas de permis d'urbanisme;

2^o ne requièrent pas le concours d'un architecte;

3^o ne requièrent pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

4^o ne requièrent pas de permis d'urbanisme et requièrent une déclaration urbanistique préalable adressée par envoi au collège des bourgmestre et échevins et dont le Gouvernement arrête les modalités et le contenu. » .

Art. 67. Dans l'article 85 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 68. L'article 88, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o pour des projets portant sur des établissements temporaires ou d'essai au sens du décret relatif au permis d'environnement. » .

L'alinéa 3 du même article est complété par le texte suivant :

« Le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement peut exiger la fourniture des garanties nécessaires à l'exécution des obligations de remise en l'état des lieux. » .

Art. 69. Dans l'article 89, § 1^{er}, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par le texte

suivant :

« Par "lotir", on entend le fait de diviser un bien en créant au moins deux lots non bâtis afin de vendre, louer pour plus de neuf ans, céder en emphytéose ou en superficie au moins un de ces lots, en vue de la construction d'une habitation, du placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation. » .

Art. 70. Dans l'article 107, § 3, du même Code, les mots "se prononce sur" sont remplacés par les mots "peut solliciter l'", et le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 71. L'article 108, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué vérifie que la procédure a été régulière, que le permis est motivé et qu'il est conforme :

1^o au plan de secteur, s'il n'existe ni plan communal d'aménagement ni permis de lotir;

2^o au schéma de structure communal, au plan communal, au permis de lotir ou au rapport urbanistique et environnemental visé à l'article 33;

3^o à un règlement régional d'urbanisme ou au règlement communal d'urbanisme;

4^o à la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes et aux plans parcellaires approuvés par le Gouvernement en application de l'article 6 de cette loi;

5^o à la dérogation accordée en application des articles 110 à 113.

A défaut, le fonctionnaire délégué suspend la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire notifie la suspension par envoi au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au Gouvernement. Le fonctionnaire délégué précise la nature de l'irrégularité dans la procédure, le défaut de motivation ou la disposition à laquelle le permis n'est pas conforme.

Dans l'envoi au collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué invite celui-ci à retirer sa décision.

A défaut de retrait, le Gouvernement peut lever la suspension ou annuler le permis.

Dans les quarante jours de la réception de la suspension, le Gouvernement notifie la levée de la suspension ou l'annulation du permis, par envoi au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué.

A défaut de notification dans le délai, le permis est annulé. » .

A l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 du même article, le mot "également" est supprimé.

Art. 72. L'article 110 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 110. En dehors des zones qui leur sont plus spécialement réservées, les constructions et équipements de service public ou communautaires peuvent être admis, pour autant soit qu'ils respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage. » .

Art. 73. A l'article 111 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, les mots "Des constructions non conformes à la destination d'une zone" sont abrogés.

Dans l'alinéa 1^{er} du même article, les mots "les constructions ou les installations au sens de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, existant au moment de l'introduction de la demande de permis" sont remplacés par les mots "les constructions, les installations ou les bâtiments existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur".

Dans l'alinéa 2 du même article, les mots "les constructions ou les installations au sens de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, existant au moment de la demande de permis" sont remplacés par les mots "les bâtiments existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur".

Dans l'alinéa 3 du même article, les mots "la construction telle que transformée, agrandie ou reconstruite" sont remplacés par les mots "la construction, l'installation ou le bâtiment tel que transformé, agrandi ou reconstruit".

Art. 74. A l'article 112, § 1^{er}, 3^o, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, entre le mot "constructions" et les mots "s'intègrent", sont insérés les mots "transformations, agrandissements ou reconstructions".

Art. 75. Dans l'article 114, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "ainsi qu'à l'avis de la commission communale, si elle existe, et qu'elle fasse l'objet d'une proposition motivée du collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots "ainsi qu'à la consultation visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o".

L'alinéa 2 du même article est abrogé.

Art. 76. Dans l'article 115, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, les mots "recommandé à la poste avec accusé de réception postal" sont supprimés.

Art. 77. Dans l'article 116, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "recommandé à la poste" sont supprimés.

Au paragraphe 6, alinéa 2, du même article, le mot "soumet" est remplacé par les mots "peut soumettre" et les mots ", sollicite l'avis" sont remplacés par les mots "et à l'avis".

Le même paragraphe est complété comme suit :

« Le collège des bourgmestre et échevins en informe le demandeur. » .

Art. 78. Dans l'article 117, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, les mots "envoyée par lettre recommandée à la poste" sont remplacés par les mots "notifiée par envoi".

A l'alinéa 3 du même article, les mots "de réception postal" sont remplacés par les mots "de l'envoi".

Art. 79. Dans l'article 118, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, les mots "recommandé à la poste" sont supprimés.

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, du même article, les mots "envoie sa décision au demandeur par lettre recommandée à la poste" sont remplacés par les mots "notifie sa décision par envoi au demandeur".

Les alinéas 2, 3 et 4 du même paragraphe sont remplacés comme suit :

« Le cas échéant, le fonctionnaire délégué exécute, par l'entremise de la commune, les mesures particulières de publicité ou peut solliciter l'avis de la commission communale, auquel cas le délai visé à l'alinéa 1^{er} est augmenté de quarante jours. » .

Art. 80. Dans l'article 119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, les mots "recommandé à la poste" sont supprimés.

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o, du même article, le mot "recommandé" est supprimé.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots "est introduit auprès du" sont remplacés par les mots "est adressé par envoi au".

A l'alinéa 3 du même paragraphe, les mots "Il est adressé" sont remplacés par les mots "Ils sont adressés par envoi".

Art. 81. A l'article 120, alinéa 1^{er}, 1^o, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, les mots "à lieu l'audience" sont remplacés par les mots "à lieu l'audition".

L'alinéa 4 du même article est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement sollicite l'avis de la commission et, dans les quarante jours à dater de la réception du recours, invite à se présenter à l'audition le demandeur, le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué ou leurs représentants, ainsi que la commission.

Dans le même délai, la commission transmet son avis. A défaut, l'avis est réputé favorable. » .

L'alinéa 6 du même article est abrogé.

Art. 82. Dans l'article 121, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "envoie sa décision" sont remplacés par les mots "notifie sa décision par envoi".

A l'alinéa 2 du même article, les mots "recommandé à la poste" sont abrogés.

A l'alinéa 3 du même article, les mots "la lettre recommandée" sont remplacés par les mots "l'envoi".

Art. 83. Dans l'article 122, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "par lettre recommandée à la poste" sont remplacés par les mots "par envoi".

A l'alinéa 2 du même article, les mots "est envoyée" sont remplacés par les mots "est notifiée par envoi".

Au même article, les mots "de la lettre recommandée à la poste" sont remplacés par les mots "de l'envoi".

Art. 84. Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 123 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, sont supprimés.

Art. 85. L'article 124 du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002, est remplacé comme suit :

« Art. 124. L'étude d'incidences relative à la demande de permis peut reprendre tout ou partie des données et résultats obtenus lors de toute évaluation environnementale effectuée précédemment. » .

Art. 86. Dans l'article 125 du même Code, les mots "de concertation" sont remplacés par les mots "associant la population".

Art. 87. A l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 18 juillet 2002 et le décret du 1^{er} avril 2004, le 4^o inséré par le décret du 1^{er} avril 2004 est remplacé comme suit :

« 4^o lorsqu'il concerne les actes et travaux situés dans la zone visée à l'article 28; ».

Le même alinéa est complété comme suit :

« 5^o lorsqu'il concerne des actes et travaux situés dans les périmètres visés aux articles 168, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 182;

6^o lorsqu'il concerne des actes et travaux situés dans le périmètre visé à l'article 1^{er}, 5^o, du décret relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. » .

L'alinéa 2, 3^o, du même paragraphe est remplacé comme suit :

« 3^o la liste des actes et travaux d'utilité publique ou dont il reconnaît l'intérêt régional et pour lesquels aucune délégation n'est accordée. » .

Au paragraphe 2 du même article, l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« La demande de permis est adressée par envoi au fonctionnaire délégué. » .

A l'alinéa 3 du même paragraphe, les mots "recommandé à la poste" sont supprimés.

A l'alinéa 4 du même paragraphe, les mots "notifie au demandeur, par envoi recommandé à la poste," sont remplacés par les mots "notifie par envoi au demandeur,".

Le paragraphe 3 du même article est remplacé comme suit :

« § 3. Lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o et 5^o, le permis peut être accordé sur la base de l'article 110 ou en s'écartant d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement. » .

Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, du même article, les mots "est envoyé par lettre recommandée" sont remplacés par les mots "est notifié par envoi".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots "de réception postal" sont supprimés.

Au paragraphe 5, alinéa 2, du même article, les mots "est envoyée par lettre recommandée" sont remplacés par les mots "est notifiée par envoi".

Au paragraphe 6, l'alinéa 2 du même article est remplacé comme suit :

« Dans les septante-cinq jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement notifie sa décision par envoi au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué.

A défaut, le demandeur peut, par envoi, adresser un rappel au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par celui-ci du rappel, la décision dont recours est confirmée. » .

Au paragraphe 7, alinéa 2, du même article, les mots "de la commission communale et" sont supprimés.

Art. 88. L'intitulé de la section 10 du chapitre III du titre V du livre Ier du même Code est remplacé comme suit :

« Section 10 — Des dispositions particulières au permis de lotir, au permis d'urbanisme, ainsi qu'aux actes et travaux impliquant une modification à la voirie communale ou aux réseaux s'y rapportant".

Art. 89. L'alinéa 1^{er} de l'article 128 du même Code est complété par les mots " , ainsi qu'aux actes et travaux relatifs aux réseaux de communication, d'égouttage, de transport et de distribution de fluide et d'énergie touchant au domaine de la voirie".

Art. 90. A l'article 129 du même Code, il est ajouté un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Sauf dans le cas de force majeure justifiée par un incident d'ordre technique, nul ne peut installer, déplacer, transformer ou étendre dans le domaine public un ou des réseaux y insérés, y ancrés, y prenant appui ou le surplombant sans avoir fait une déclaration préalable.

Le collège des bourgmestre et échevins est compétent pour connaître des déclarations.

La déclaration est adressée par envoi ou déposée, contre récépissé, au collège des bourgmestre et échevins. Lorsque les actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er} concernent plusieurs communes, une déclaration est adressée à chaque collège des bourgmestre et échevins.

La déclaration est irrecevable :

1^o soit si elle a été adressée ou déposée en violation du présent paragraphe;

2^o soit si elle ne contient pas la localisation, le plan, les cotes altimétriques et les conditions d'exécution des actes et travaux dont déclaration.

Si la déclaration est irrecevable, le collège des bourgmestre et échevins en informe par envoi le déclarant dans un délai de quinze jours.

Dans le même délai, le collège des bourgmestre et échevins en informe :

— les gestionnaires de la voirie et des autres réseaux;

— le déclarant si des conditions d'exécution complémentaires à celles visées à l'alinéa 3 sont requises.

A défaut d'envoi dans le délai de quinze jours, le collège des bourgmestre et échevins est réputé dispenser de conditions d'exécution complémentaires les actes et travaux dont déclaration.

Le déclarant peut passer à l'exécution des actes et travaux :

1^o soit vingt jours après avoir fait sa déclaration et pour autant qu'elle n'ait pas été l'objet de l'irrecevabilité visée à l'alinéa 3;

2^o soit trente jours après avoir fait sa déclaration si le collège des bourgmestre et échevins prescrit des conditions d'exécution complémentaires en application de l'alinéa 5.

Le collège des bourgmestre et échevins tient à la disposition des tiers intéressés une cartographie des réseaux visés à l'article 128 ainsi qu'un registre des déclarations dont ils peuvent prendre connaissance. Cette disposition entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu de la déclaration, le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits, ainsi que les conditions d'exécution des actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er} et susceptibles de limiter les dangers, nuisances ou inconvénients que ces actes et travaux peuvent causer au domaine de la voirie et à ses usagers, ainsi qu'aux propriétés riveraines et à leurs occupants.

Le Gouvernement peut fixer les conditions d'élaboration et de mise à jour de la cartographie des réseaux et du registre des déclarations visés à l'alinéa 8 ainsi que les modalités selon lesquelles les tiers intéressés peuvent en prendre connaissance. » .

Art. 91. Dans l'article 132*bis*, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 18 juillet 2002, entre les mots "section 2" et les mots "du présent chapitre", sont insérés les mots "et de la section 9".

Art. 92. L'alinéa 2 de l'article 137 du même Code est remplacé comme suit :

« Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège des bourgmestre et échevins.

Il est dressé procès-verbal de l'indication. » .

Art. 93. L'article 139 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté. »

Art. 94. A l'article 140 du même Code, ajouter, avant les mots "Tout permis d'urbanisme ou de lotir", les mots "Sauf dans la liste des actes et travaux établis par le Gouvernement,".

Dans le même article, entre le mot "rural" et le mot "ou", sont insérés les mots

« , d'aménagement communal concerté".

Art. 95. Dans l'article 150*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du même Code, inséré par le décret du 18 juillet 2002, les mots "et du schéma de développement de l'espace régional" sont supprimés.

Dans le 4° du même alinéa, entre le mot "ou" et le mot "encore", sont insérés les mots "d'un rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 ou".

Au paragraphe 2, alinéa 4, du même article, après les mots "le fonctionnaire délégué", sont insérés les mots "ou son représentant".

Art. 96. A l'article 154, alinéa 1^{er}, du même Code, il est ajouté un 6° et un 7° libellés comme suit :

« 6° exécutent et maintiennent les actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, 4°, sans déclaration urbanistique préalable;

« 7° exécutent et maintiennent les actes et travaux visés à l'article 129, § 3, sans déclaration préalable ou que le collège des bourgmestre et échevins estime non fondée la force majeure visée au même paragraphe. » .

Art. 97. A l'article 158, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "ne sont pas conformes au permis délivré ou sont exécutés sans permis" sont remplacés par le texte suivant :

« 1° soit ne sont pas conformes au permis délivré;

« 2° soit sont exécutés sans permis;

« 3° soit sont exécutés sans la déclaration urbanistique préalable visée à l'article 84, § 2, alinéa 2, 4°;

« 4° soit sont exécutés sans la déclaration préalable visée à l'article 129, § 3. » .

Section 2. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales
relatives au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Art. 98. Les articles 5, 6, 7, 28, 29, 58, 68, 69*bis*, 77 et 79 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine sont abrogés.

Art. 99. Les articles 3, 8, 22, 23, 24, 25 – en tant qu'il insère un paragraphe 2 dans l'article 46 du même Code –, 28, 29, 30, 32 et 58 du décret du 18 juillet 2002 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 100. Dans les plans de secteur en vigueur, sont d'application à la zone d'extension d'habitat et à la zone d'extension d'habitat à caractère rural, visées par l'article 6, § 1^{er}, 3°, du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, l'article 25, alinéa 4, et l'article 33.

Art. 101. La révision d'un plan de secteur arrêtée provisoirement par le Gouvernement sur avis de la commission régionale avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

Les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, tel que modifié par le présent décret, sont d'application à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 102. La révision ou l'établissement d'un schéma de structure communal, d'un plan communal d'aménagement ou d'un programme communal déterminant l'ordre de priorité de la mise en œuvre des zones d'aménagement différé, adopté provisoirement par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, peut poursuivre la procédure en vigueur avant cette date.

Les communes concernées conservent le droit à l'octroi et à la liquidation de la subvention visée à l'article 12.

L'établissement d'un cahier de charges urbanistique et environnemental décidé avant la date d'entrée en vigueur du présent décret est poursuivi selon les dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 103. La demande de permis d'urbanisme ou de lotir dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur avant cette date.

Section 3. — Dispositions modificatives relatives au décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter

Art. 104. L'article 15 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter est abrogé et remplacé comme suit :

« Art. 15. Dans le titre II du livre II du même Code est inséré un chapitre III rédigé comme suit :

« CHAPITRE III. — Des sites de réhabilitation paysagère et environnementale

Art. 182 – § 1^{er}. Le Gouvernement fixe la liste des sites d'activité économique désaffectés dont la réhabilitation est prioritaire aux niveaux paysager et environnemental.

Par dérogation au chapitre Ier du titre Ier du présent livre et pour chacun de ces sites, le Gouvernement arrête qu'il est désaffecté et doit être réhabilité aux niveaux paysager et environnemental, en fixe le périmètre et peut en décréter d'utilité publique l'expropriation visée à l'article 181.

Il prend à sa charge son acquisition, s'il échet, ainsi que, en tout ou en partie, les études et travaux visés à l'article 167, 2^o.

§ 2. Tout propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier sur les biens compris dans le périmètre d'un site d'activité économique désaffecté est tenu de réaliser les études et travaux ayant pour effet de restaurer l'aspect des lieux tant au niveau paysager qu'au niveau environnemental.

A défaut de se conformer à l'alinéa 1^{er}, le propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier peut y être contraint par le tribunal compétent, à la requête de la Région, de la société, d'une intercommunale ayant l'aménagement du territoire dans son objet social ou de la commune.

A défaut d'exécution dans le délai fixé par le tribunal, les travaux visés à l'alinéa 1^{er} sont exécutés d'office par les soins de la Région, de la société, de l'intercommunale concernée ou de la commune, aux frais du propriétaire ou du titulaire d'un droit réel immobilier.

A défaut de remboursement des frais à sa première demande, la Région procède ou fait procéder pour le compte de la société, de l'intercommunale concernée ou de la commune à l'expropriation des biens, auquel cas il ne peut être tenu compte de la plus-value issue des travaux déjà exécutés.

§ 3. La valeur prise en considération pour les acquisitions visées aux paragraphes 1^{er} et 2 est estimée en tenant compte du coût des études et travaux visés aux mêmes paragraphes et ceux qui restent à exécuter.

§ 4. Les travaux visés au paragraphe 1^{er} ou ordonnés par le tribunal en application du paragraphe 2, alinéa 2, sont exécutés sans que doive être obtenu de permis. » . » .

Art. 105. L'article 17 du même décret est remplacé comme suit :

« Art. 17. A l'article 184, 2^o, du même Code, les mots "soit la rénovation et" sont abrogés. » .

Art. 106. Le même décret est complété par un article 32 rédigé comme suit :

« Art. 32. Les dispositions du CWATUP en vigueur à la date du 16 juin 2004 s'appliquent à la proposition ou à l'initiative visées à l'article 168, § 1^{er}, du Code précité, modifié par le décret du 27 novembre 1997.

Cet article produit ses effets à dater du 17 juin 2004. » .

Art. 107. Le Gouvernement est habilité à assurer la coordination du présent décret avec le décret du 27 novembre 1997, modifié par les décrets du 23 juillet 1998, du 11 mars 1999, du 1^{er} avril 1999, du 6 mai 1999, du 4 juillet 2002, du 18 juillet 2002 et du 19 septembre 2002.

Section 4. — Disposition modificative du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques

Art. 108. A l'article 1^{er}, 5^o, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, les mots "actes et travaux réalisés sur des terrains ou bâtiments" sont remplacés par les mots "actes et travaux réalisés sur la voirie ou sur des terrains destinés à être incorporés à la voirie ainsi que sur des biens immobiliers situés dans un périmètre reconnu par le Gouvernement,".

Section 5. — Disposition modificative du Code de l'environnement

Art. 109. Au chapitre V du titre V de la partie II du livre II du Code de l'Environnement, l'alinéa 3 de l'article 53 est abrogé.

Section 6. — Dispositions modificatives et abrogatoires du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 110. L'article 81, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par l'alinéa suivant :

"Le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique sont exclusivement compétents pour connaître conjointement des demandes de permis uniques relatives à des actes et travaux visés à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o et 6^o, du CWATUP. » .

Art. 111. L'article 82, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« La demande de permis est envoyée à la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est projeté. » .

Dans l'alinéa 2 du même article, les mots "par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé" sont omis.

Art. 112. Dans l'article 84, alinéa 2, du même décret :

1. le mot "transmis" est remplacé par le mot "envoyé";

2. les mots "adressant par lettre recommandée à la poste une copie qu'il certifie conforme" sont remplacés par les mots "envoyant une copie".

Art. 113. Dans l'article 85, alinéa 2, du même décret, le 3° est omis.

Art. 114. L'article 86 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 86. § 1^{er}. Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, dans un délai de vingt jours à dater du jour où le fonctionnaire technique reçoit la demande conformément à l'article 84.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la liste des documents manquants et précisent que la procédure recommence à dater de leur réception par la commune auprès de laquelle la demande a été introduite. Le même jour, ils adressent une copie de cet envoi à la commune auprès de laquelle la demande a été introduite.

§ 2. Le demandeur envoie à la commune les compléments demandés. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte.

L'administration communale envoie les compléments demandés au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué, dans un délai de trois jours ouvrables à dater du jour de la réception des compléments. L'administration communale conserve un exemplaire des compléments.

L'administration communale informe le demandeur, par écrit, de la date de la réception des compléments par le fonctionnaire technique.

Si l'administration communale n'a pas envoyé les compléments dans le délai visé à l'alinéa 2, le demandeur peut envoyer directement ceux-ci en copie au fonctionnaire technique. Dans ce cas, le fonctionnaire technique transmet, sans délai, une copie des compléments reçus au fonctionnaire délégué.

§ 3. Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments par le fonctionnaire technique, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si les fonctionnaires estiment une seconde fois que la demande est incomplète, ils la déclarent irrecevable.

§ 4. Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué informent le demandeur, dans les conditions et délai visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai visé au paragraphe 3, des motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, lorsqu'en application de l'article 8, § 4, alinéa 2, du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne ou de l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, une étude d'incidences doit être fournie, le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande accompagnée de l'étude d'incidences. Dans ce cas, l'article 177, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 1° et 2°, n'est pas d'application. » .

Art. 115. L'article 87, alinéa 2, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le même jour, ils envoient une copie de la décision déclarant la demande complète et recevable à la commune auprès de laquelle la demande a été introduite. » .

Art. 116. L'article 88 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 88. Si le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué n'ont pas envoyé au demandeur la décision visée à l'article 86, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou celle visée à l'article 86, § 3, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie. » .

Art. 117. Dans l'article 90 du même décret, l'alinéa 4 est complété par ce qui suit :

« Dans le délai visé à l'article 28, une copie des documents et avis visés aux articles 27 et 28 est également envoyée au fonctionnaire délégué par le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune où une enquête publique a été réalisée. » .

Art. 118. Dans l'article 91, alinéa 1^{er}, du même décret :

1. les mots "l'autorité compétente" sont remplacés par les mots "la commune auprès de laquelle la demande a été introduite";

2. le mot "transmet" est remplacé par le mot "envoie";

3. les mots "ainsi que ses compléments éventuels" sont insérés entre le mot "demande" et le mot "pour";

4. les mots "ou remettent celui-ci contre récépissé" sont omis.

Dans l'article 91, alinéa 2, du même décret, les mots "ou de remise contre récépissé" sont omis.

Art. 119. Dans l'article 92, § 1^{er}, du même décret, entre les mots "une proposition" et les mots "de décision", est inséré le mot "conjointe".

Art. 120. L'article 92, § 3, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le rapport de synthèse et l'intégralité de la demande sont envoyés à l'autorité compétente dans un délai de :
1° septante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;

2° cent dix jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1. » .

Dans l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot "transmettent" est remplacé par le mot "envoient".

Art. 121. Dans l'article 92, § 5, du même décret, les mots "à l'article 93, § 1^{er}" sont remplacés par les mots "au paragraphe 3".

Le même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés à l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, les délais visés à l'article 93, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peuvent être prorogés par décision conjointe du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué. La durée de la prorogation ne peut excéder trente jours. Cette décision est envoyée au demandeur dans le délai visé à l'article 93, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. » .

Le même article est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Dans les cas visés à l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, les paragraphes 3, 4 et 6 du présent article ne sont pas applicables. » .

Art. 122. L'article 93 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93. § 1^{er}. L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué, ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de :

1° nonante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;

2° cent quarante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1.

Si le rapport de synthèse est envoyé avant l'expiration du délai visé à l'article 92, § 3, l'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué, ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de :

1° vingt jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse des fonctionnaires conformément à l'article 92, § 3, pour les établissements de classe 2;

2° trente jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse des fonctionnaires conformément à l'article 92, § 3, pour les établissements de classe 1.

Dans les cas visés à l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, seul l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe est d'application. La décision du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement d'octroi ou de refus de la dérogation visée à l'article 114 du CWATUP fait partie intégrante de la décision visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

§ 2. Dans l'hypothèse visée à l'article 92, § 5, le délai imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision est prorogé d'un délai identique à celui fixé par le fonctionnaire technique et par le fonctionnaire délégué.

§ 3. Dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ou, dans le cas visé à l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le demandeur peut, préalablement à la décision de l'autorité compétente, moyennant l'accord ou à la demande de celle-ci, produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. Dans ce cas, les délais visés au paragraphe 1^{er} sont suspendus.

Le demandeur envoie à l'autorité compétente les plans modificatifs accompagnés d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. Ces documents sont fournis en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte.

L'autorité compétente envoie les documents visés à l'alinéa précédent au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué dans un délai de trois jours ouvrables à dater du jour de leur réception. L'autorité compétente conserve un exemplaire des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

L'autorité compétente informe le demandeur, par écrit, de la date de la réception des compléments par le fonctionnaire technique.

Si l'autorité compétente n'a pas envoyé les plans modificatifs accompagnés du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences dans le délai visé à l'alinéa 3, le demandeur peut envoyer directement ceux-ci en copie au fonctionnaire technique. Dans ce cas, le fonctionnaire technique transmet, sans délai, les documents reçus au fonctionnaire délégué.

La procédure recommence, selon les modalités prévues à l'article 86, § 3, alinéa 1^{er}, à dater de la réception par le fonctionnaire technique des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. Dans la décision qu'ils rendent en application de l'article 87, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué indiquent que la demande fait l'objet de plans modificatifs. Il en va de même lors de la saisine des instances visées à l'article 91. L'enquête publique réalisée conformément à l'article 90 porte sur le dossier de la demande de permis initiale, ses compléments éventuels, ainsi que sur les plans modificatifs et leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

Par dérogation aux alinéas 2 à 6, dans les cas visés à l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, le demandeur envoie au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué les plans modificatifs accompagnés du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. Ces documents sont fournis en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte.

En pareils cas, la procédure recommence, selon les modalités prévues à l'article 86, § 3, alinéa 1^{er}, à dater de la réception par le fonctionnaire technique des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. Dans la décision qu'ils rendent en application de l'article 87, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué indiquent que la demande fait l'objet de plans modificatifs. Il en va de même lors de la saisine des instances visées à l'article 91. L'enquête publique réalisée conformément à l'article 90 porte sur le dossier de la demande de permis initiale, ses compléments éventuels, ainsi que sur les plans modificatifs et leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

Le présent paragraphe ne peut être mis en œuvre qu'une seule fois à propos de la même demande.

§ 4. Les articles 36 et 38 du présent décret s'appliquent à la décision prise par l'autorité compétente en vertu de la présente section. » .

Art. 123. L'article 94 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 94. A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 93, si le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 92 et s'il comporte un avis favorable du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué, la décision est censée être arrêtée aux conditions générales et sectorielles prévues à l'article 5 et aux conditions particulières éventuellement formulées dans le rapport de synthèse. Le rapport de synthèse est envoyé au demandeur par le fonctionnaire technique.

A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 93 et si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 92 ou s'il comporte un avis défavorable du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué, le permis est censé être refusé.

Dans les cas visés à l'article 81, § 2, alinéas 2 et 3, le permis est censé être refusé si la décision n'a pas été envoyée dans le délai prévu à l'article 93. » .

Art. 124. L'article 95 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 95. § 1^{er}. Un recours contre les décisions des autorités visées à l'article 81 relatives à la délivrance des permis uniques et contre l'absence de décision de ces autorités à l'expiration des délais visés à l'article 93, est ouvert auprès du Gouvernement à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué.

L'absence de décision des autorités visées à l'article 81 relative à la délivrance ou au refus de permis unique entraîne l'impossibilité pour celles-ci d'introduire un recours.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé à l'administration de l'environnement dans un délai de vingt jours à dater :

1° soit, pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué, de la réception de la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 93 ou du rapport de synthèse tenant lieu de décision et qui est envoyé au demandeur en application de l'article 94, alinéa 1^{er};

2° soit, pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué, de l'expiration des délais visés à l'article 93;

3° soit, pour les personnes non visées au 1°, du premier jour de l'affichage de la décision ou du document en tenant lieu conformément à l'article 93.

Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Dans l'hypothèse où des plans modificatifs ont été dûment adressés à l'autorité compétente en application de l'article 93, § 3, le demandeur peut joindre à son recours une copie des plans modificatifs et du complément de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou du complément d'étude d'incidences.

L'administration visée à l'alinéa 1^{er} transmet, dans les cinq jours, copie du recours à l'administration de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

§ 3. Sur la base des avis recueillis, un rapport de synthèse est rédigé conjointement par les administrations de l'environnement et de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Le rapport de synthèse est envoyé au Gouvernement dans un délai de :

1° cinquante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;

2° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 1.

Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute le premier jour suivant la réception du dernier recours.

Le jour où elles envoient le rapport de synthèse, les administrations visées à l'alinéa 1^{er} en informent par écrit le demandeur.

§ 4. Les délais visés au paragraphe 3 peuvent être prorogés par décision conjointe des administrations de l'environnement et de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. La durée de la prorogation ne peut excéder trente jours. Cette décision est envoyée dans le délai visé au paragraphe 3, alinéa 2, au Gouvernement, au demandeur ainsi qu'au requérant.

§ 5. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée sauf quand il est introduit par les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er}.

§ 6. Le Gouvernement détermine :

1° les informations que doit contenir le recours, sa forme et le nombre d'exemplaires devant être introduits;

2° les modalités selon lesquelles le recours est porté à la connaissance du public;

3° les modalités d'instruction du recours, d'établissement du rapport de synthèse, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis; à défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable.

§ 7. Le Gouvernement envoie sa décision au requérant dans un délai de :

1° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;

2° cent jours si le recours concerne un établissement de classe 1.

Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

Si le rapport de synthèse est envoyé avant l'expiration du délai visé au paragraphe 3, le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de :

1° vingt jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse des administrations conformément au paragraphe 3, pour les établissements de classe 2;

2° trente jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse des administrations conformément au paragraphe 3, pour les établissements de classe 1.

Dans l'hypothèse visée au paragraphe 4, le délai imparti au Gouvernement pour envoyer sa décision est prorogé d'un délai identique à celui fixé par les administrations de l'environnement et de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

§ 8. A défaut de l'envoi de la décision dans le délai visé au paragraphe 7 :

1° la décision prise en première instance est confirmée;

2° à défaut de l'envoi de la décision prise en première instance dans le délai prévu à l'article 93, si le rapport de synthèse a été envoyé conformément au paragraphe 3, la décision est censée être arrêtée selon les conclusions fixées dans le rapport de synthèse. Le rapport de synthèse est envoyé au demandeur par le fonctionnaire technique.

§ 9. Il y a lieu à indemnité de vingt fois le montant du droit de dossier visé à l'article 177, alinéa 2, 1° et 2°, à charge de la Région, dans le cas où le refus de permis résulte de l'absence de décision en première instance et en recours et si aucun rapport de synthèse n'a été transmis dans les délais prescrits.

Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux. » .

Art. 125. Dans l'article 96, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 126. L'article 97, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par les mots "à l'exclusion des articles 48, § 1^{er}, 1°, et 53. » .

A l'alinéa 3, troisième tiret, du même article, le terme "123," est remplacé par les termes "123, dernier alinéa" et les termes "84 à 86" sont remplacés par les termes "84, 85, 86, 88".

Dans le même tiret, les termes "134 à 136, 138, 139" sont remplacés par les termes "134 à 139".

Le même article est complété comme suit :

« Si, dans les deux ans de l'envoi du permis unique ou du rapport de synthèse tenant lieu de décision et qui est envoyé à l'exploitant en application de l'article 94, alinéa 1^{er}, les travaux n'ont pas été commencés de manière significative, le permis est périmé.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande de l'exploitant, le permis ou le rapport de synthèse visés à l'alinéa précédent sont prorogés pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa précédent.

La prorogation est accordée par l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. » .

Art. 127. L'article 176, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé comme suit :

« Sauf disposition contraire, tout envoi visé aux chapitres II, III, IV, IX et XI se fait :

1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception. » .

Entre les alinéas 1^{er} et 2 du même article, est inséré l'alinéa suivant :

« L'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance. » .

Art. 128. Les demandes de permis uniques introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 129. L'article 8 sub 170 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement dernièrement modifié par le décret du 18 décembre 2003 est modifié comme suit :

— Le 2° du paragraphe 3 est abrogé.

— Le paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. L'étude d'incidences relative à la demande de permis peut reprendre tout ou partie des données et résultats obtenus lors de toute évaluation environnementale effectuée précédemment. » .

Section 7. — Dispositions modificatives du Code du Logement

Art. 130. Dans l'article 48 du Code du logement, entre les mots "de l'intervention" et les mots "en fonction", sont insérés les mots ", qui peut prendre la forme d'une avance récupérable".

Le même article est complété comme suit :

« Le Gouvernement détermine la forme de l'aide en fonction de l'affectation du terrain, de la nature des droits concédés ou des personnes bénéficiaires. » .

CHAPITE VI. — L'énergie

Section 1^{re} - Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

Art. 131. A l'article 30, § 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité sont apportées les modifications suivantes :

1. Un nouvel alinéa, libellé comme suit, est inséré in limine :

« Il existe trois catégories de licences de fourniture :

1° la licence générale;

2° la licence limitée :

— pour une puissance plafonnée;

— et/ou pour une fourniture à l'intérieur d'une aire géographique restreinte et bien délimitée;

— et/ou pour un nombre limité de clients. Cela comprend notamment la possibilité pour un client final d'être son propre fournisseur;

3° la licence locale pour fournitures à partir d'installations de production décentralisée sans passer par un réseau de distribution ou de transport local.

Le Gouvernement précise les caractéristiques des trois catégories susmentionnées. » .

2. L'alinéa 1^{er} est remplacé par la phrase suivante :

« Après avis de la CWaPE, le Gouvernement wallon définit, pour chaque catégorie de licences, les critères d'octroi, de révision ou de retrait ainsi que la durée de validité de la licence, dans le respect des conditions visées au présent paragraphe. » .

Art. 132. L'article 42, §§ 1^{er} et 2, du même décret est remplacé comme suit :

« Art. 42. § 1^{er}. La production d'électricité verte est soumise à l'octroi d'un certificat de garantie d'origine délivré par site de production.

Le certificat de garantie d'origine atteste que les quantités d'électricité verte produite par ce site de production pourront clairement être identifiées et mesurées, que cette électricité pourra être qualifiée et vendue sous le label d'"électricité verte garantie d'origine", et qu'elle donnera droit à l'octroi de certificats verts.

§ 2. Le Gouvernement définit les critères et la procédure d'octroi, de révision et de retrait du certificat de garantie d'origine. Ces critères portent notamment sur la capacité à contrôler la quantité d'électricité réellement produite. Les installations de faible puissance peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Le Gouvernement détermine le seuil de puissance sous lequel la procédure simplifiée est applicable.

Le certificat de garantie d'origine mentionne la source d'énergie à partir de laquelle l'électricité a été produite, la capacité de l'installation, la technologie utilisée et les lieux de production.

Le label de "garantie d'origine" qui accompagne l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité, mentionne, quant à lui, la source d'énergie à l'origine de la production, les quantités produites, ainsi que les dates et lieu de production. » .

Section 2. — Modifications du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

Art. 133. A l'article 10 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, remplacer le paragraphe 3, annulé par l'arrêt n° 147/2004 de la Cour d'arbitrage, par la disposition suivante :

"§ 3. Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau est proposé par une commune propriétaire d'une partie du réseau sur son territoire ou par une commune enclavée, le Gouvernement peut autoriser la commune à procéder à ses frais à l'expropriation pour cause d'utilité publique du réseau de distribution situé sur son territoire et nécessaire à la réalisation de la mission du gestionnaire de réseau de distribution proposé par celle-ci.

La commune enclavée est la commune dont le réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire du réseau de toutes les communes limitrophes.

La procédure d'extrême urgence instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction d'autoroutes est applicable aux expropriations visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'article 9 du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, une commune associée à une intercommunale assurant la gestion du réseau de distribution peut, outre les cas visés à l'article 9 susmentionné, se retirer avant le terme de l'intercommunale lorsqu'elle remplit les conditions visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}. Dans cette hypothèse, nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. La commune est tenue de réparer le dommage, évalué à dire d'experts, que son retrait cause aux autres associés et à l'intercommunale. » .

Art. 134. Remplacer l'article 52 du même décret, annulé par l'arrêt n° 147/2004 de la Cour d'arbitrage, par la disposition suivante :

« Art. 52. L'article 10 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau est proposé par une commune propriétaire d'une partie du réseau sur son territoire ou par une commune enclavée, le Gouvernement peut autoriser la commune à procéder à ses frais à l'expropriation pour cause d'utilité publique du réseau de distribution situé sur son territoire et nécessaire à la réalisation de la mission du gestionnaire de réseau de distribution proposé par celle-ci.

La commune enclavée est la commune dont le réseau de distribution situé sur son territoire est géré par un autre gestionnaire que le gestionnaire du réseau de toutes les communes limitrophes.

La procédure d'extrême urgence instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction d'autoroutes est applicable aux expropriations visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'article 9 du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, une commune associée à une intercommunale assurant la gestion du réseau de distribution peut, outre les cas visés à l'article 9 susmentionné, se retirer avant le terme de l'intercommunale lorsqu'elle remplit les conditions visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}. Dans cette hypothèse, nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. La commune est tenue de réparer le dommage, évalué à dire d'experts, que son retrait cause aux autres associés et à l'intercommunale. » . »

Art. 135. A l'article 30, § 2, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les mots "pour une durée indéterminée" sont supprimés.

Art. 136. A l'article 30, § 3, alinéa 1^{er}, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1. Un nouvel alinéa, libellé comme suit, est inséré in limine :

« Il existe trois catégories de licences de fourniture :

1° la licence générale;

2° la licence limitée :

— pour une quantité d'énergie plafonnée;

— et/ou pour une fourniture à l'intérieur d'une aire géographique restreinte et bien délimitée;

— et/ou pour un nombre limité de clients. Cela comprend notamment la possibilité pour un client final d'être son propre fournisseur;

3° - la licence locale pour fournitures à partir d'installations de production locale de gaz, sans passer par un réseau de distribution.

Le Gouvernement précise les caractéristiques des trois catégories susmentionnées. » .

2. La première phrase de l'alinéa 1^{er} est remplacée par la phrase suivante :

"Après avis de la CWaPE, le Gouvernement wallon définit, pour chaque catégorie de licences, les critères d'octroi, de révision ou de retrait ainsi que la durée de validité de la licence, dans le respect des conditions visées au présent paragraphe. » .

Section 3. — Dispositions portant exonération de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus pour les communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité

Art. 137. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2004 portant exonération de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus pour les communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité est confirmé, conformément aux dispositions de la loi spéciale du 13 septembre 2004 modifiant l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

CHAPITRE VII. — *Le permis d'environnement*

Art. 138. Au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'article 3, alinéa 2, les mots "a édicté" sont remplacés par les mots "peut édicter".

Art. 139. A l'article 14, § 5, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot "intégrales" est remplacé par les mots "intégrales" ne sont pas prescrites et que les mesures prises par l'exploitant en vertu de l'article 58, § 2, 1^o, du décret".

Art. 140. Dans l'article 16, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé" sont supprimés.

Dans l'article 16, alinéa 2, du même décret, les mots "ou remise contre récépissé" sont supprimés.

Art. 141. Dans l'article 18, alinéa 2, du même décret :

1. le mot "transmis" est remplacé par le mot "envoyé";
2. les mots "par lettre recommandée à la poste une copie qu'il certifie conforme" sont remplacés par les mots "une copie".

Art. 142. Dans l'article 19, alinéa 2, du même décret, le 3^o est supprimé.

Art. 143. L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. § 1^{er}. Le fonctionnaire technique envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, dans un délai de vingt jours à dater du jour où il reçoit la demande conformément à l'article 18.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire technique envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception par la commune auprès de laquelle la demande a été introduite. Le même jour, il adresse une copie de cet envoi à la commune auprès de laquelle la demande a été introduite.

§ 2. Le demandeur envoie à la commune les compléments demandés. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte.

L'administration communale envoie les compléments demandés au fonctionnaire technique, dans un délai de trois jours ouvrables à dater du jour de la réception des compléments. L'administration communale conserve un exemplaire des compléments.

L'administration communale informe le demandeur, par écrit, de la date de la réception des compléments par le fonctionnaire technique.

Si l'administration communale n'a pas envoyé les compléments dans le délai visé à l'alinéa 2, le demandeur peut envoyer directement ceux-ci en copie au fonctionnaire technique.

§ 3. Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments par le fonctionnaire technique, celui-ci envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si le fonctionnaire technique estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

§ 4. Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire technique informe le demandeur, dans les conditions et délai visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai visé au paragraphe 3, des motifs de l'irrecevabilité.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, lorsqu'en application de l'article 8, § 4, alinéa 2, du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne ou de l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, une étude d'incidences doit être fournie, le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande accompagnée de l'étude d'incidences. Dans ce cas, l'article 177, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 1^o et 2^o, n'est pas d'application. » .

Art. 144. L'article 21, alinéa 2, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le même jour, il envoie une copie de la décision déclarant la demande complète et recevable à la commune auprès de laquelle la demande a été introduite. » .

Art. 145. L'article 22 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Si le fonctionnaire technique n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou celle visée à l'article 20, § 3, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie. » .

Art. 146. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, du même décret :

1. les mots "l'autorité compétente" sont remplacés par les mots "la commune auprès de laquelle la demande a été introduite";
2. le mot "transmet" est remplacé par le mot "envoie";
3. les mots "l'article 20, alinéas 1^{er} et 3^o" sont remplacés par les mots "l'article 20";
4. les mots "ainsi que ses compléments éventuels" sont insérés entre le mot "demande" et le mot "pour".

Dans l'article 30, alinéa 2, du même décret, les mots "ou remettent celui-ci contre récépissé" sont supprimés.

Dans l'article 30, alinéa 3, du même décret, les mots "ou de remise contre récépissé" sont supprimés.

Art. 147. L'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le rapport de synthèse et l'intégralité de la demande sont envoyés à l'autorité compétente dans un délai de :
1^o septante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;
2^o cent dix jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1. » .

Dans l'alinéa 3 du même paragraphe, le mot "transmet" est remplacé par le mot "envoie".

A l'article 32, § 2, du décret du 11 mars 1999, ajouter l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés à l'article 13, alinéa 2, les délais visés à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peuvent être prorogés par décision du fonctionnaire technique. La durée de la prorogation ne peut excéder trente jours. Cette décision est envoyée au demandeur dans le délai visé à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. » .

Art. 148. L'article 32 du même décret est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans le cas visé à l'article 13, alinéa 2, l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} du présent article et l'article 34 ne sont pas applicables. » .

Art. 149. L'article 35 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. § 1^{er}. L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire technique ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de :

- 1° nonante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 2;
- 2° cent quarante jours si la demande de permis vise un établissement de classe 1.

Si le rapport de synthèse est transmis avant l'expiration du délai visé à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, l'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire technique ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de :

- 1° vingt jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse du fonctionnaire technique conformément à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, pour les établissements de classe 2;
- 2° trente jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse du fonctionnaire technique conformément à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, pour les établissements de classe 1.

Si l'autorité compétente s'écarte du rapport de synthèse, elle en précise les motifs.

Dans le cas visé à l'article 13, alinéa 2, seul l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe est d'application.

§ 2. Dans l'hypothèse visée à l'article 32, § 2, le délai imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision est prorogé d'un délai identique à celui fixé par le fonctionnaire technique. » .

Art. 150. L'article 40 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. § 1^{er}. Un recours contre les décisions des autorités visées à l'article 13, alinéas 1^{er} et 2, relatives à la délivrance des permis d'environnement pour des établissements autres que temporaires et contre l'absence de décision de ces autorités à l'expiration des délais visés à l'article 35, est ouvert auprès du Gouvernement à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique.

L'absence de décision des autorités visées à l'article 13 relative à la délivrance ou au refus des permis d'environnement autres que temporaires entraîne l'impossibilité pour celles-ci d'introduire un recours.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé au fonctionnaire technique compétent sur recours dans un délai de vingt jours à dater :

- 1° soit, pour le demandeur et le fonctionnaire technique, de la réception de la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 35, ou du document en tenant lieu;
- 2° soit, pour le demandeur et le fonctionnaire technique, de l'expiration des délais visés à l'article 35;
- 3° soit, pour les personnes non visées au 1°, du premier jour de l'affichage de la décision, conformément à l'article 35 ou du document en tenant lieu.

Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

§ 3. Sur la base, notamment, des avis recueillis, un rapport de synthèse est rédigé par le fonctionnaire technique. Le rapport comporte les éléments visés à l'article 32.

Le rapport de synthèse est envoyé au Gouvernement dans un délai de :

- 1° cinquante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;
- 2° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 1.

Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute le premier jour suivant la réception du dernier recours.

Le jour où il envoie le rapport de synthèse, le fonctionnaire technique en informe par écrit le demandeur.

§ 4. Les délais visés au paragraphe 3 peuvent être prorogés par décision du fonctionnaire technique. La durée de la prorogation ne peut excéder trente jours. Cette décision est envoyée dans le délai visé au paragraphe 3, alinéa 2, au Gouvernement et au demandeur, ainsi qu'au requérant.

§ 5. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée sauf lorsqu'il est introduit par le fonctionnaire technique.

§ 6. Le Gouvernement détermine :

- 1° les informations que doit contenir le recours, sa forme et le nombre d'exemplaires devant être introduits;
- 2° les modalités selon lesquelles le recours est porté à la connaissance du public;
- 3° les modalités d'instruction du recours, d'établissement du rapport de synthèse, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis; à défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable.

§ 7. Le Gouvernement envoie sa décision au requérant dans un délai de :

- 1° septante jours si le recours concerne un établissement de classe 2;
- 2° cent dix jours si le recours concerne un établissement de classe 1.

Ce délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

Si le rapport de synthèse est transmis avant l'expiration du délai visé au paragraphe 3, le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de :

- 1° vingt jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse du fonctionnaire technique conformément au paragraphe 3, pour les établissements de classe 2;
- 2° trente jours à dater du jour où il reçoit le rapport de synthèse du fonctionnaire technique conformément au paragraphe 3, pour les établissements de classe 1.

Dans l'hypothèse visée au paragraphe 4, le délai imparti au Gouvernement pour envoyer sa décision est prorogé d'un délai identique à celui fixé par le fonctionnaire technique.

§ 8. A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé au paragraphe 7 :

- 1° la décision prise en première instance est confirmée;

2° à défaut de l'envoi de la décision prise en première instance dans le délai prévu à l'article 35, si le rapport de synthèse a été envoyé conformément au paragraphe 3, la décision est censée être arrêtée selon les conclusions fixées dans le rapport de synthèse. Le rapport de synthèse est envoyé au demandeur par le fonctionnaire technique.

§ 9. Il y a lieu à indemnité de vingt fois le montant du droit de dossier visé à l'article 177, alinéa 2, 1° et 2°, à charge de la Région, dans le cas où le refus de permis résulte de l'absence de décision en première instance et en recours et si aucun rapport de synthèse n'a été transmis dans les délais prescrits.

Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux. » .

Art. 151. Dans l'article 46, alinéa 1^{er}, du même décret :

1. les termes "40, § 2" sont remplacés par les termes "40, § 5";
2. les termes "40, § 1^{er}" sont remplacés par les termes "40, § 2".

Art. 152. Un article 183bis dont la teneur est la suivante est inséré dans le même décret :

« Art. 183bis. — Les demandes de permis d'environnement ou de permis unique introduites avant l'entrée en vigueur du décret-programme de relance économique et de simplification administrative du 3 février 2005 ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande. » .

CHAPITRE VIIIbis. — Décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'Eau

Art. 153. A l'article 16, § 3, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau, ajouter un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Pour le 31 mars au plus tard, chaque distributeur lui communique le rendement moyen, de l'année antérieure, de son réseau. Les modalités de calcul du rendement moyen sont fixées par le Gouvernement. » .

Art. 154. A l'article 44 du même décret, le chiffre "2004" est remplacé par le chiffre "2009".

CHAPITRE VIII. — Disposition finale

Art. 155. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de son chapitre III qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 février 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil 74 (2004-2005) N^{os} 1 à 53.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 1^{er} février 2005. Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 2 février 2005. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 562

[C — 2005/27144]

3. FEBRUAR 2005 — Programmdekret zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung(1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Bereichsübergreifende Maßnahmen*

Artikel 1 - Die Regierung ist befugt, die bestehenden Dekrete durch Erlass aufzuheben, zu ergänzen, abzuändern, zu ersetzen, um die Beziehungen zwischen den Bürgern und der Verwaltung zu vereinfachen.

Zu diesem Zweck darf sie:

- die Liste und die Modalitäten in Bezug auf das Vorzeigen der Belege abändern, die zur Bekräftigung von einem in Anwendung eines Dekrets gestellten Antrag angefordert werden;
- die Regeln in Bezug auf die Fristen abändern, die auf die Umsetzung von durch ein Dekret organisierten Verfahren anwendbar sind;
- die Regeln in Bezug auf die durch ein Dekret festgesetzten Fristen zur Einsichtnahme abändern und insbesondere die Möglichkeit von dringenden Einsichtnahmen vorsehen, die Gegenstand einer besonderen Begründung sein müssen;
- die in durch ein Dekret festgesetzten Verfahren geltenden Zahlungsmodalitäten abändern;
- die durch ein Dekret festgesetzten Modalitäten zur Übermittlung von Dokumenten abändern.

Art. 2 - Die in Artikel 1 erwähnten Erlasse müssen innerhalb von achtzehn Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gefasst werden.

Die Erlasse werden gegebenenfalls zusammen mit dem Gutachten der Abteilung für Gesetzgebung des Staatsrates und den Texten der Projekte, die der Abteilung für Gesetzgebung zur Begutachtung vorgelegt worden sind, vor deren Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt dem Präsidenten des Wallonischen Regionalrates übermittelt.

Falls sie nicht innerhalb von achtzehn Monaten nach deren Inkrafttreten durch ein Dekret ratifiziert worden sind, werden diese Erlasse von Rechts wegen aufgehoben.

KAPITEL II — *Wirtschaft und Beschäftigung*Abschnitt 1 — *Wirtschaft*

Art. 3 - § 1. Die "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt Sowalfin, wird mit einer übertragenen Aufgabe beauftragt, um eine «Bourse d'échange des entreprises" (Tauschbörse der Unternehmen) genannte Empfangsstruktur auf die durch die Regierung bestimmte Weise einzurichten, die zum Zweck haben wird, die Begegnung der potentiellen Verkäufer und Käufer von wie in Artikel 4 des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der Sowalfin bestimmten Unternehmen zu erleichtern.

Die Sowalfin wird mit einer Hilfeaufgabe beauftragt, die zum Zweck hat, die bestmögliche Übereinstimmung zwischen Angebot und Nachfrage zu sichern. So sorgt die Sowalfin als Gesamtorganisator für das Gruppieren der verschiedenen Akteure, die an einem Mechanismus zur Übertragung von Betrieben beteiligt sind.

§ 2. Die Sowalfin wird mit einer übertragenen Aufgabe beauftragt, um ein spezifisches System zur Teil- und ergänzenden Garantie, die dazu bestimmt ist, den Kleinkredit zu fördern, auf die durch die Regierung bestimmte Weise einzurichten, dies insbesondere durch das Netz der Kreditgarantiegemeinschaften.

Im Rahmen dieser übertragenen Aufgabe kann die Sowalfin die Rückdeckung der Sicherheitsleistungen, die auf Kleinkredite, die den Kleinstbetrieben und den Klein- und Mittelbetrieben durch die Kreditsinrichtungen und die durch die Kommission für das Bank- Finanz- und Versicherungswesen zugelassenen Finanzinstitute gewährt werden, ausgegeben werden, in Höhe von 75 % gewährleisten.

Unter «Kleinkredit" versteht man im Rahmen der Anwendung der vorliegenden übertragenen Aufgabe den Kredit, der durch eine Kreditsinrichtung oder ein durch die Kommission für das Bank- Finanz- und Versicherungswesen zugelassenes Finanzinstitut gewährt wird, dessen Betrag 25.000 Euro nicht übersteigt und dessen Empfänger der Definition des Kleinstbetriebs, wie in Artikel 4, § 1, Absatz 5 der vorerwähnten Dekrets erwähnt, entspricht.

Art. 4 - Artikel 16 des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der «Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe) wird wie folgt abgeändert:

1. in § 1 wird das Wort «drei" durch das Wort «zwei" ersetzt;
2. In § 5 wird der Wortlaut «seiner Kollegen" durch den Wortlaut «seines Kollegen" ersetzt;
3. In § 6 wird der Wortlaut «mindestens zwei Kommissare der Regierung" durch den Wortlaut «die Kommissare der Regierung"" ersetzt.

Art. 5 - Das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe wird wie folgt abgeändert:

1. in Artikel 2 wird der erste Satz des 2. Absatzes durch den folgenden Satz ersetzt:
«Sie werden kraft eines einseitigen Beschlusses am Abschluss einer Verhandlung zwischen der Regierung und dem Großbetrieb, gegebenenfalls nach Begutachtung durch den in Artikel 19, § 1 des vorliegenden Dekrets erwähnten technischen Ausschusses, gewährt.» ;
2. die Überschrift des Kapitels IV wird durch folgende Überschrift ersetzt: «Der technische Ausschuss und die Überwachungskommission».
3. Artikel 19 wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 19 - Es wird ein technischer Ausschuss eingesetzt, der damit beauftragt wird, der Regierung innerhalb eines Zeitraums von zehn Tagen ab dem Moment, wo er vom Minister der Wirtschaft mit der Angelegenheit befasst worden ist, ein begründetes Gutachten über den Vorschlag zur Gewährung einer Prämie auf der Grundlage der folgenden Kriterien abzugeben:

- 1° der notwendige oder nicht notwendige Charakter der Gewährung der Anreize;

2° die positiven Elemente der Akte zur Beantragung von Anreizen;

3° die negativen Elemente oder die Schwächen der Akte zur Beantragung von Anreizen.

Wenn die Verwaltung dem Minister der Wirtschaft ihren Vorschlag zur Entscheidung in Bezug auf die Gewährung einer Prämie übermittelt, informiert sie den Betrieb per Einschreiben über ihren Vorschlag und über die Möglichkeit, die es hat, den besagten Minister innerhalb von fünf Tagen zu bitten, den technischen Ausschuss in Bezug auf eine vorherige Begutachtung anzurufen.

Nach Ablauf dieser Frist kann der Minister der Wirtschaft auf eigene Initiative den technischen Ausschuss anrufen, bevor er einen Beschluss zur Gewährung oder zur Ablehnung der Prämie fasst.

Dieser technische Ausschuss besteht aus:

1° einem Mitglied, das den Minister der Wirtschaft vertritt und den Vorsitz des Ausschusses übernimmt;

2° vier aus dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region stammenden Mitgliedern;

3° einem die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region vertretenden Mitglied.

Die Regierung bezeichnet die effektiven und die stellvertretenden Mitglieder dieses Ausschusses. Die in 2° des vorherigen Absatzes erwähnten Mitglieder werden durch die Regierung auf der Grundlage einer durch den Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region vorgelegten doppelten Liste bezeichnet.

Das in 3° von Absatz 4 des vorliegenden Paragraphen erwähnte Mitglied übernimmt das Sekretariat des technischen Ausschusses.

Der technische Ausschuss kann Sachverständige oder Techniker je nach den Akten, die ihm vorgelegt werden und auf Vorschlag eines seiner Mitglieder heranziehen.

§ 2 Eine Überwachungskommission wird innerhalb der Dienststelle, die die Regierung bestimmt, eingerichtet, um die Auswirkungen der in Sachen Gewährung von Prämien an die Großbetriebe gefassten Beschlüsse zu überprüfen. Sie wird mit der Erstellung eines jährlichen Tätigkeitsberichts beauftragt, den sie der Regierung, dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region und dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik übermittelt.

Die Überwachungskommission besteht aus:

1° vier Mitgliedern, die dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Wallonischen Region angehören;

2° einem Mitglied, das dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung angehört;

3° drei Mitgliedern, die die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region vertreten;

4° einem Mitglied, das die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region vertritt;

5° einem Mitglied, das die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region vertritt.

Die Regierung bezeichnet die effektiven und stellvertretenden Mitglieder dieser Überwachungskommission. Die in Absatz 2, 1° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Mitglieder werden durch die Regierung auf der Grundlage einer Liste von zwölf Personen bezeichnet, die durch die Einrichtung, die sie vertreten, vorgeschlagen werden. Die in Absatz 2, 2° bis 5° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Mitglieder werden durch die Regierung auf Vorschlag des zuständigen Ministers bezeichnet.

§ 3. Die Mitglieder des technischen Ausschusses und der Überwachungskommission werden für einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren bezeichnet.

Das Mitglied, das die Ausübung seines Mandats einstellt, bevor es abläuft, wird für den Zeitraum, der noch zu decken bleibt, durch seinen Stellvertreter ersetzt.

Die Mitglieder des technischen Ausschusses und der Überwachungskommission sowie die Sachverständigen oder Techniker, die herangezogen wurden, sind zur Geheimhaltung verpflichtet, was die Tatsachen, Handlungen oder Auskünfte angeht, von denen sie bei der Ausübung ihres Amtes sowohl bei der Ausübung ihres Mandats als nach dessen Ablauf Kenntnis gehabt haben. Jeder Verstoß gegen diese Regel wird mit einer der in Art. 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen geahndet.

Der technische Ausschuss und die Überwachungskommission legen ihre Geschäftsordnungen fest und übermitteln diese dem Minister der Wirtschaft innerhalb von sechs Monaten nach deren Einrichtung. » .

Abschnitt 2 — Forschung

Art. 6 - Artikel 8 des Königlichen Erlasses Nr. 31 vom 15. Dezember 1978 zur Gründung eines Fonds für industrielle Erneuerung, ersetzt durch das Dekret vom 7. Dezember 1989, wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Im Rahmen der in Punkt 3° des vorherigen Absatzes erwähnten Dotation wird ein Betrag von höchstens fünf Millionen Euro jährlich entnommen, um den Fonds für industrielle Erneuerung des zur Finanzierung der Beihilfen und Zuschüsse der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien bestimmten Fonds, so wie durch Artikel 5 des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien eingerichtet, zu finanzieren.» .

Abschnitt 3 — Beschäftigung

Unterabschnitt 1 — Abänderungen des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von unbeschäftigten Arbeitssuchenden durch die lokalen, regionalen und gemeinschaftlichen Behörden durch bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors

Art. 7 - Dem Artikel 7 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch die lokalen, regionalen und gemeinschaftlichen Behörden, durch bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors, Absatz 1 wird ein wie folgt verfasster Punkt 12° beigefügt:

«12° les demandeurs d'emploi occupés à temps partiel.» .

Art. 8 - In Artikel 8 desselben Dekrets wird ein wie folgt verfasster Absatz 2 eingefügt:

«Les emplois visés par le présent décret peuvent être également occupés par:

1° les demandeurs d'emploi ayant bénéficié, pendant au moins six mois, au cours des douze derniers mois, d'une formation agréée par la Région wallonne;

2° les demandeurs d'emploi ayant bénéficié de l'accompagnement d'une cellule de reconversion, telle que visée par le décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions.» .

Art. 9 - Dem Artikel 9 desselben Dekrets wird am Ende ein wie folgt verfasster Absatz beigefügt:

«Les emplois visés par le présent décret peuvent être également occupés par les demandeurs d'emploi inoccupés ayant bénéficié, pendant au moins six mois, au cours des douze derniers mois, d'une formation agréée par la Région wallonne.» .

Art. 10 - Dem Artikel 10 desselben Dekrets werden die wie folgt verfassten Punkte 8°, 9°, 10° und 11° beigefügt:

«8° les périodes au cours desquelles le demandeur d'emploi bénéficie des prestations de l'assurance-maladie et invalidité;

9° les périodes d'occupation dans le cadre du programme "Plan Formation Insertion", tel que visé par le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

10° les périodes d'incarcération dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale;

11° les périodes d'occupation dans le cadre d'un contrat de travail Activa ou SINE, conclu en vertu de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du chapitre VII du titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002, visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale.» .

Art. 11 - In Artikel 15, § 3, Absatz 1, 1° und 2° desselben Dekrets wird der Wortlaut "à dater de la notification des décisions visées à l'article 23" durch den Wortlaut "à dater du 31 décembre 2003" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 22 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1. In § 1 werden die Absätze 3 und 4 durch folgenden Absatz ersetzt:

«Les communes et les centres publics d'action sociale peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, à condition que ces pouvoirs publics soient représentés au sein du conseil d'administration de ces employeurs.» .

2. In § 2 werden die Absätze 2 und 3 durch folgenden Absatz ersetzt:

«Les provinces peuvent céder les points qui leur sont attribués, d'une part, aux associations de communes et aux associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale dont elles sont membres et, d'autre part, aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, à condition que ces pouvoirs publics soient représentés au sein du conseil d'administration de ces employeurs.» .

3. Ein wie folgt verfasster § 3 wird hinzugefügt:

«§ 3. Les associations de communes peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 3° et 4°.

Les associations de communes peuvent céder les points qui leur sont attribués aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, à condition que ces pouvoirs publics soient représentés au sein du conseil d'administration de ces employeurs.» .

4. ein wie folgt verfasster § 4 wird hinzugefügt:

«§ 4. Les communes, les centres publics d'action sociale, les provinces et les associations de communes sont tenus d'informer, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le comité de concertation de la cession de points destinée aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°.» .

Art. 13 - In Artikel 24 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1. Am Ende des 2. Absatzes wird der Wortlaut "compte tenu des modalités visées ci-après" aufgehoben.

2. Die Absätze 3 bis 7 einschließlich werden aufgehoben.

Unterabschnitt 2 — Abänderung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms

Art. 14 - In Artikel 2 des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms wird §1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1. Die im vorliegenden Dekret gemeinten Arbeitsplätze dürfen von den in Artikel 6 des am 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens in Bezug auf das berufliche Übergangsprogramm erwähnten Arbeitssuchenden besetzt werden.» .

Art. 15 - In Artikel 4 desselben Dekrets wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Arbeitgeber kann sich die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets während des aufgrund des Artikels 9 des vorliegenden Dekrets festgesetzten Zeitraums des Arbeitsvertrags zunutze machen.» .

Art. 16 - In Artikel 5 desselben Dekrets wird Absatz 1 wie folgt abgeändert:

1. Punkt 1° wird mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«f. sich verpflichten, den Arbeitnehmer über den vorübergehenden Charakter des Systems und der durch das Forum zur Verfügung gestellten Begleitungs- und Ausbildungsmittel zu informieren;

g. sich verpflichten, den Arbeitszeitplan notfalls anzupassen, um es dem Arbeitnehmer zu ermöglichen, an Fort- und Weiterbildungskursen teilzunehmen und während der letzten sechs Monate seines Vertrags seinen beruflichen Übergang in Zusammenarbeit mit den Dienststellen des Forums zu organisieren.» .

2. Am Ende von 2° wird der Wortlaut "die von der in Artikel 7, § 2 des vorliegenden Dekrets erwähnten Kommission bestimmte vorrangige soziale Bedürfnisse decken." hinzugefügt.

Art. 17 - Artikel 7 desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 7 - § 1. Die Regierung legt das Verfahren für die Einreichung, die Bearbeitung, die Überprüfung und die Bewertung der Anträge fest.

In den Fällen und nach Modalitäten, die die Regierung festlegt, ist diese berechtigt, den Zuschuss der Region abzubuchen und von dem Arbeitgeber die Rückzahlung des gesamten Zuschusses oder eines Teils davon zu fordern.

§ 2. Eine Begutachtungskommission, deren Zusammensetzung von der Regierung bestimmt wird, wird eingerichtet. Diese Kommission wird damit beauftragt, der Regierung Gutachten oder Empfehlungen auf eigene Initiative oder auf Anfrage über Folgendes abzugeben:

1° die Arbeitsweise des Systems;

2° die vorrangigen sozialen Bedürfnisse im Rahmen des vorliegenden Dekrets. » .

*Abschnitt 4 - Sozialwirtschaft — Abänderungen des Dekrets vom 27. Mai 2004
über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft*

Art. 18 - In Artikel 5 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft wird in wie folgt verfasster zweiter Absatz hinzugefügt:

«Die Regierung kann die im 1. Absatz des vorliegenden Artikels erwähnten Bedingungen bestimmen.» .

Art. 19 - In Artikel 13 desselben Dekrets wird der Wortlaut "durch die in Artikel 16 erwähnte Kommission" vor dem Wortlaut "angehört zu werden" hinzugefügt.

Art. 20 - In Artikel 14 desselben Dekrets wird der Wortlaut "gegebenenfalls nach Begutachtung durch die in Artikel 16 erwähnte Kommission" zwischen dem Wort "entscheidet" und dem Wort "über" hinzugefügt.

Art. 21 - In Artikel 15, am Ende vom 2. Absatz desselben Dekrets wird der Wortlaut "wird der Antragsgegenstand des Einspruchs als günstig angesehen." durch den Wortlaut "wird davon ausgegangen, dass die Regierung eine günstige Entscheidung getroffen hat."

Art. 22 - In Artikel 17 desselben Dekrets wird ein wie folgt verfasster Punkt 5° hinzugefügt:

«gegebenenfalls der Regierung Gutachten nach erhobenem Einspruch abzugeben.».

Art. 23 - Artikel 22 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Der Einleitungssatz des 1. Absatzes wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Die Gewährung eines Zuschusses unterliegt der Genehmigung eines Berichts, in dem die Einhaltung der folgenden Bedingungen durch die Beratungsagentur bescheinigt wird, durch die Verwaltung." ;

2° Punkt 2° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«2° einen Tätigkeitsbericht über die Quantität, die Qualität, den Fortbestand und die Anzahl der geschaffenen Arbeitsplätze der von der Beratungsagentur begleiteten sozialmarktwirtschaftlichen Unternehmen während des Jahres, das dem des Antrags auf Zuschuss durch die Beratungsagentur vorangeht, vorlegen.».

Art. 24 - Artikel 24, 3. Absatz desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die Regierung passt jedes Jahr den Betrag der Zuschüsse an unter Berücksichtigung der Entwicklung des Verbraucherpreisindex. Diese Indexierung ist jedoch auf das Wachstum des vom Wallonischen Regionalrat bestimmten allgemeinen Haushaltsplans der Primärausgaben begrenzt.» .

Art. 25 - Artikel 25 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1. Am Ende des ersten Absatzes wird der Wortlaut "wird der in Artikel 23 erwähnte zusätzliche Zuschuss auf höchstens 10.000 Euro festgelegt." durch den Wortlaut "gewährt die Regierung der Beratungsagentur einen zusätzlichen Zuschuss innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel." .

2. Absatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die Regierung passt jedes Jahr den Betrag der Zuschüsse an unter Berücksichtigung der Entwicklung des Verbraucherpreisindex. Diese Indexierung ist jedoch auf das Wachstum des vom Wallonischen Regionalrat bestimmten allgemeinen Haushaltsplans der Primärausgaben begrenzt.» .

Art. 26 - Die Artikel 27 und 29 desselben Dekrets werden aufgehoben.

Art. 27 - Artikel 30 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 30 - Der in Artikel 24 erwähnte Zuschuss wird zu 70% ab der Genehmigung des in Artikel 22 erwähnten Berichts und auf der Grundlage der Vorlage einer dem bestimmten Betrag entsprechenden Forderungsanmeldung durch die zugelassene Beratungsagentur ausgezahlt.

Der Restbetrag des in Artikel 24 erwähnten Zuschusses wird auf der Grundlage der Vorlage eines Finanzberichtes über die Verwendung der Zuschüsse und einer dem besagten Restbetrag entsprechenden Forderungsanmeldung durch die Beratungsagentur ausgezahlt.

Dieser Bericht muss der Verwaltung spätestens vier Monate nach dem Abschluss des betroffenen Kalenderjahres übermittelt werden. Die Verwaltung ist mit der Überprüfung der Übereinstimmung der vorgelegten Ausgaben und der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets beauftragt.

Diese Frist kann durch die Regierung auf der Grundlage eines von der Beratungsagentur bei der Verwaltung eingereichten Antrags um zwei Monate verlängert werden.

Der in Artikel 25 erwähnte zusätzliche Zuschuss wird sofort nach der Zustellung auf der Grundlage der Vorlage einer dem bestimmten Betrag entsprechenden Forderungsanmeldung durch die zugelassene Beratungsagentur ausgezahlt.».

KAPITEL III — *Steuerwesen**Abschnitt 1* — Erbschaftssteuern und Schenkungssteuern auf die Übertragung von Betrieben

Art. 28 - In Artikel 60*bis* des Erbschaftsteuergesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1997 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Dezember 1998, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. Im ersten Paragraphen:

A. der Wortlaut «auf 3 % des Nettoanteils in einem Unternehmen, das beim Landesamt für soziale Sicherheit registriertes Personal beschäftigt, festgelegt, soweit die Erbschaft oder die eheliche güterrechtliche Auseinandersetzung, die eine Folge des Sterbefalls ist:» durch den Wortlaut «auf den in § 1*bis* erwähnten ermäßigten Tarif herabgesetzt, die auf dem Nettoanteil an einem Betrieb,:

— in dem entweder Personal, das beim Landesamt für soziale Sicherheit registriert ist, beschäftigt ist;

— oder in dem der oder die Betreiber und deren Ehepartner, deren gesetzlich Zusammenwohnender, deren Verwandte im ersten Grad und deren Verschwägerter die einzigen im Betrieb beschäftigten Arbeitskräfte sind, bei einer in Artikel 20 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Organisierung des Sozialstatuts der Selbstständigen erwähnten Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind und ihre Beiträge im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen ordnungsgemäß entrichtet haben, soweit die Erbschaft oder die eheliche güterrechtliche Auseinandersetzung, die eine Folge des Sterbefalls ist“;

B. in Punkt 1°,

— wird der Wortlaut «sich auf Güter bezieht» durch den Wortlaut «sich auf ein dingliches Recht auf Güter bezieht“;

— wird der Wortlaut “anhand deren der Erblasser oder sein Ehepartner am Tage seines Sterbens eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit ausübte” durch den Wortlaut «anhand deren der Erblasser, sein Ehepartner oder sein gesetzlich Zusammenwohnender am Tage seines Sterbens eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf ausübte oder Inhaber eines Amtes oder eines öffentlichen Postens war“;

C. Punkt 2° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«2° sich auf ein dingliches Recht bezieht, das Folgendes betrifft:

a. Anteile:

— an einer Gesellschaft, deren effektiver Direktionssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegt und die eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf ausübt oder Inhaberin eines Amtes oder eines öffentlichen Postens ist;

— an einer in Artikel 16 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Gesellschaft, deren effektiver Direktionssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegt und deren Filialen eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf ausüben oder Inhaberinnen eines Amtes oder eines öffentlichen Postens sind.

Die Gesamtheit der übertragenen Anteile muss mindestens 10% der Stimmrechte bei der Generalversammlung entsprechen.

Falls die Gesamtheit der übertragenen Anteile weniger als 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung entspricht, muss außerdem ein Kapitalbeteiligungsvertrag abgeschlossen werden, der mindestens 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung betrifft. In diesem Kapitalbeteiligungsvertrag verpflichten sich die Parteien, die in § 3 des vorliegenden Artikels erwähnten Bedingungen einzuhalten;

b. Forderungen gegenüber einer oben unter a. erwähnten Gesellschaft.» .

2. Ein wie folgt verfasster § 1*bis* wird eingefügt:

«§ 1*bis*. Der in §1 erwähnte ermäßigte Tarif beträgt:

1° 0%, wenn folgenden Bedingungen genügt wird:

a. der Nettoanteil an dem in § 1 erwähnten Betrieb wird vollständig oder teilweise von einem Erben in direkter Linie, von dem überlebenden Ehepartner oder dem gesetzlich Zusammenwohnenden oder auch von Personen, die dem beim Landesamt für soziale Sicherheit registrierten Personal des Betriebs angehören, entgegengenommen, und dies im Verhältnis zu deren Nettoanteil;

b. der in § 1 erwähnte Nettoanteil betrifft einen Betrieb,:

1. in dem weniger als zweihundertfünfzig Personen beschäftigt sind;

2. und:

— entweder dessen Jahresumsatz 40 Millionen Euro nicht übersteigt.

— oder dessen Jahresbilanzsumme 27 Millionen Euro nicht übersteigt.

3. und der das Unabhängigkeitskriterium einhält; als unabhängig gilt der Betrieb, dessen Kapital oder Stimmrechte nicht zu mindestens 25% in den Händen von einem Betrieb oder mehreren Betrieben zusammen ist, die den beiden oben erwähnten Kriterien 1. und 2. nicht genügen. Dieser Schwellenwert kann in zwei Fällen überschritten werden:

— wenn der Betrieb in den Händen von öffentlichen Teilnehmungsunternehmen, Risikokapitalgesellschaften oder institutionellen Anlegern, einschließlich der regionalen Entwicklungsfonds oder der universitären Einrichtungen, ist, und unter der Bedingung, dass diese, einzeln oder zusammen, keine Kontrolle über den Betrieb ausüben;

— wenn die Streuung des Kapitals zur Folge hat, dass man unmöglich wissen kann, in wessen Händen es ist, und wenn der Betrieb erklärt, dass er auf legitime Weise vermuten kann, dass er nicht zu mindestens 25% in den Händen von einem Betrieb oder von mehreren Betrieben zusammen ist, die den oben erwähnten beiden Kriterien 1. und 2. nicht genügen.

Für die Berechnung der oben erwähnten Schwellenwerte werden die Angaben des im § 1 erwähnten Betriebs und aller Betriebe, an denen er direkt oder indirekt zu mindestens 25% des Kapitals oder der Stimmrechte beteiligt ist, addiert.

Die Anzahl der beschäftigten Personen entspricht dem Jahresdurchschnitt der Anzahl der ganztägig unter der Abhängigkeit eines Arbeitsvertrags in dem in § 1 erwähnten Betrieb beschäftigten Personen, was der Anzahl der Jahresarbeitseinheiten (JAE) entspricht.

Die für den Umsatz oder die Bilanzsumme in Betracht gezogenen Schwellenwerte sind diejenigen, die das letzte abgeschlossene Rechnungsjahr von zwölf Monaten vor dem Tod betreffen. Im Falle der Gründung eines Betriebs, dessen Jahresrechnung zum Zeitpunkt des Todes noch nicht abgeschlossen worden ist, sind die zu berücksichtigenden Schwellenwerte Gegenstand einer gutgläubigen Schätzung während des Geschäftsjahres;

2° 3%, wenn die unter 1° erwähnten Bedingungen nicht eingehalten werden.».

3. Ein wie folgt verfasster § 1ter wird eingefügt:

«§1ter. Unter "Anteile" versteht man:

a. die Aktien, Gewinnanteile, Zeichnungsrechte und Anteile einer Gesellschaft;

b. die Zertifikate, die sich auf unter a. erwähnte Anteile beziehen:

— wenn sie von juristischen Personen ausgegeben werden, die ihren Sitz in einem der Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraumes haben und die Eigentümer der Anteile sind, auf welche die Zertifikate sich beziehen;

— wenn der Emittent der Zertifikate alle mit den Anteilen, auf die sie sich beziehen, verbundenen Rechte ausübt, dies einschließlich des Stimmrechts;

— und wenn der Emittent der Zertifikate das Recht zum Vorteil seines Eigentümers feststellt, von dem Emittenten, der Eigentümer der Anteile ist, jeden Erlös und jeden Ertrag anzufordern, der mit den durch den Zertifizierungsvorgang betroffenen Anteilen verbunden ist.».

4. Ein wie folgt verfasster § 1quater wird eingefügt:

«§ 1quater. Unter "Forderungen" versteht man jedes Gelddarlehen, durch Anteile vertreten oder nicht, das vom Verstorbenen an eine Gesellschaft gewährt worden ist, von welcher er Aktien oder Anteile besitzt, wenn dieses Darlehen direkt mit den Bedürfnissen der industriellen, kaufmännischen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeit oder mit der mit einem freien Beruf, einem Amt oder einem öffentlichen Posten verbundenen Tätigkeit verbunden ist, ausgeübt entweder durch die Gesellschaft selbst im Falle einer in § 1, 2°, a, erster Strich erwähnten Gesellschaft oder durch die Gesellschaft selbst und ihre Filialen im Falle einer in § 1, 2°, a zweiter Strich erwähnten Gesellschaft.

Die vorerwähnten Forderungen sind jedoch ausgeschlossen, insofern der gesamte Nennbetrag der Forderungen den Teil des Gesellschaftskapitals, der tatsächlich eingezahlt worden ist und der nicht Gegenstand einer Verringerung oder einer Rückzahlung durch den Verstorbenen zum Zeitpunkt seines Todes gewesen ist, überschreitet. Die Gewinne, die keine verteilten und als solche besteuerten Gewinne sind und die dem Kapital hinzugefügt werden, werden nicht als eingezahltes Kapital betrachtet. » .

5. Im § 2 wird der Wortlaut "der gesamten, in § 1, 1° erwähnten Güter oder den Wert der in § 1 2° erwähnten Wertpapiere" durch den Wortlaut "der dinglichen Rechte auf die in § 1, 1° erwähnten Güter oder den Wert der dinglichen Rechte auf die in § 1, 2° erwähnten Wertpapiere und Forderungen" ersetzt.

6. In § 6:

a. unter 1° wird der Wortlaut «entweder seitens des Leiters des in § 1, 1° erwähnten Betriebs, oder seitens des Leiters der Gesellschaft selbst im Falle einer in § 1, 2°, a, erster Strich erwähnten Gesellschaft, oder auch seitens der Gesellschaft selbst und ihrer Filialen im Falle einer in § 1, 2°, a, zweiter Strich erwähnten Gesellschaft» nach dem Wortlaut «nach dem Todesfall weiterführt.» eingefügt;

b. Punkt 2° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«2° die Anzahl der Arbeitnehmer im Betrieb, wenn der Betrieb beim Landesamt für soziale Sicherheit registriertes Personal beschäftigt, oder die Anzahl der Selbstständigen, die hauptberuflich mit dem Betrieb verbunden sind und die ihre Beiträge im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen ordnungsgemäß entrichtet haben, wenn der oder die Betreiber und deren Ehepartner, deren gesetzlich Zusammenwohnender, deren Verwandte im ersten Grad und Verschwägerten die einzigen im Betrieb beschäftigten Arbeitskräfte sind, in Vollzeiteinheiten ausgedrückt, wenigstens zu 75 % erhalten wird, und zwar von Jahr zu Jahr während der ersten fünf Jahre nach dem Todesfall, entweder seitens des Leiters des in § 1, 1° erwähnten Betriebs oder seitens des Leiters der Gesellschaft selbst im Falle einer in § 1, 2°, a, erster Strich erwähnten Gesellschaft oder auch seitens der Gesellschaft selbst und ihrer Filialen im Falle einer in § 1, 2°, a, zweiter Strich erwähnten Gesellschaft;»;

c. in 3° wird der Wortlaut "in einem in § 1, 1° erwähnten Betrieb angelegte Vermögen" durch den Wortlaut "in einem Betrieb, einem freien Beruf oder einem öffentlichen Posten oder ein Amt, wie in § 1, 1° erwähnt, angelegte Vermögen" ersetzt;

d. in 4°:

— wird das Wort "Geschäftsnachfolger" durch das Wort "Fortsetzer" ersetzt;

— wird der Wortlaut "und die den anwendbaren ermäßigten Satz, gegebenenfalls je nach den Erben, Vermächtnisnehmern und Schenkungsempfängern, bestimmt" nach dem Wortlaut "dass die verlangten Bedingungen erfüllt sind" eingefügt;

e. in 5°, wird Wort "Geschäftsnachfolger" durch das Wort "Fortsetzer" ersetzt.

7. ein wie folgt verfasster § 4 wird eingefügt:

«§ 4. Außer in einem Fall höherer Gewalt, bei Nichteinhaltung der in § 3 erwähnten Bestimmungen, sind die Erbschaftssteuern gemäß den Artikeln 48 bis 60 geschuldet.»

Art. 29 - In Artikel 140bis des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, dessen jetziger Text den 1. Paragraphen bilden wird, werden folgende Abänderungen angebracht:

1. im 1. Paragraphen:

A. wird der Wortlaut «auf 3% reduziert für» durch den Wortlaut «auf den im 2. Paragraphen erwähnten ermäßigten Tarif für die Betriebsschenkungen herabgesetzt, wenn diese Schenkungen Folgendes zum Gegenstand haben:» ersetzt;

B. unter 1°,

— wird der Wortlaut «des Volleigentums einer Gesamtheit von Gütern oder einer" durch den Wortlaut «eines dinglichen Rechts auf eine Gesamtheit von Gütern oder eine" ersetzt;

— wird der Wortlaut «handwerkliche oder landwirtschaftliche" durch de Wortlaut «handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche" ersetzt;

C. Punkt 2° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«2° die durch eine authentische Urkunde festgestellten Vereinbarungen, deren Gegenstand die unentgeltliche Übertragung eines dinglichen Rechts auf Folgendes ist:

a. auf Aktien oder Anteile:

— einer Gesellschaft, deren effektiver Direktionssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegt und die eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit ausübt, eines freien Berufs oder eines öffentlichen Postens oder eines Amtes;

— einer in Artikel 16 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Gesellschaft, deren effektiver Direktionssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegt und deren Filialen eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit oder einen freien Beruf ausüben oder Inhaberinnen eines öffentlichen Postens oder eines Amtes sind;

b. auf Forderungen gegenüber einer im vorigen Punkt a. erwähnten Gesellschaft.».

2. ein wie folgt verfasster Paragraph 2 wird eingefügt:

«§ 2. Der in § 1 erwähnte ermäßigte Tarif beträgt:

1° 0%, wenn folgenden Bedingungen genügt wird:

a. der in § 1 erwähnte Betrieb wird vollständig oder teilweise einem Erben in direkter Linie, unter Ehepartnern oder gesetzlich Zusammenwohnenden oder auch Personen, die dem beim Landesamt für soziale Sicherheit registrierten Personal des Betriebs angehören, übertragen, und dies im Verhältnis zu deren Nettoanteil;

b. die in § 1 erwähnte Schenkung betrifft einen Betrieb:

— in dem entweder Personal, das beim Landesamt für soziale Sicherheit registriert ist, beschäftigt ist;

— oder in dem der oder die Betreiber und deren Ehepartner, deren gesetzlich Zusammenwohnender, deren Verwandte im ersten Grad und deren Verschwägerter die einzigen im Betrieb beschäftigten Arbeitskräfte sind, bei einer in Artikel 20 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Organisierung des Sozialstatuts der Selbstständigen erwähnten Sozialversicherungskasse für Selbständige beitragspflichtig sind und ihre Beiträge im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen ordnungsgemäß entrichtet haben;

c. die in § 1 erwähnte Schenkung betrifft einen Betrieb:

1. in dem weniger als zweihundertfünfzig Personen beschäftigt sind;

2. und:

— entweder dessen Jahresumsatz 40 Millionen Euro nicht übersteigt.

— oder dessen Jahresbilanzsumme 27 Millionen Euro nicht übersteigt;

3. und der das Unabhängigkeitskriterium einhält; als unabhängig gilt der Betrieb, dessen Kapital oder Stimmrechte nicht zu mindestens 25% in den Händen von einem Betrieb oder mehreren Betrieben zusammen ist, die den beiden oben erwähnten Kriterien 1. und 2. nicht genügen. Dieser Schwellenwert kann in zwei Fällen überschritten werden:

— wenn der Betrieb in den Händen von öffentlichen Teilnehmungsunternehmen, Risikokapitalgesellschaften oder institutionellen Anlegern, einschließlich der regionalen Entwicklungsfonds oder der universitären Einrichtungen, ist, und unter der Bedingung, dass diese, einzeln oder zusammen, keine Kontrolle über den Betrieb ausüben;

— wenn die Streuung des Kapitals zur Folge hat, dass man unmöglich wissen kann, in wessen Händen es ist, und wenn der Betrieb erklärt, dass er auf legitime Weise vermuten kann, dass er nicht zu mindestens 25% in den Händen von einem Betrieb oder von mehreren Betrieben zusammen ist, die den oben erwähnten beiden Kriterien 1. und 2. nicht genügen.

Für die Berechnung der oben erwähnten Schwellenwerte werden die Angaben des im § 1 erwähnten Betriebs und aller Betriebe, an denen er direkt oder indirekt zu mindestens 25% des Kapitals oder der Stimmrechte beteiligt ist, addiert.

Die Anzahl der beschäftigten Personen entspricht dem Jahresdurchschnitt der Anzahl der ganztägig unter der Abhängigkeit eines Arbeitsvertrags in dem in § 1 erwähnten Betrieb beschäftigten Personen, was der Anzahl der Jahresarbeitseinheiten (JAE) entspricht.

Die für den Umsatz oder die Bilanzsumme in Betracht gezogenen Schwellenwerte sind diejenigen, die das letzte abgeschlossene Rechnungsjahr von zwölf Monaten vor dem Datum der authentischen Urkunde der Schenkung betreffen. Im Falle der Gründung eines Betriebs, dessen Jahresrechnung zum Zeitpunkt der authentischen Urkunde der Schenkung noch nicht abgeschlossen worden ist, sind die zu berücksichtigenden Schwellenwerte Gegenstand einer gutgläubigen Schätzung während des Geschäftsjahres;

2° 3%, wenn die unter 1° erwähnten Bedingungen nicht eingehalten werden.».

3. ein wie folgt verfasster § 3 wird eingefügt:

«§ 3. Unter "Aktien und Anteile" versteht man:

a. die Aktien, Gewinnanteile, Zeichnungsrechte und Anteile einer Gesellschaft;

b. die Zertifikate, die sich auf unter a. erwähnte Anteile beziehen:

— wenn sie von juristischen Personen ausgegeben werden, die ihren Sitz in einem der Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraumes haben und die Eigentümer der Anteile sind, auf welche die Zertifikate sich beziehen;

— wenn der Emittent der Zertifikate alle mit den Anteilen, auf die sie sich beziehen, verbundenen Rechte ausübt, dies einschließlich des Stimmrechts;

— und wenn der Emittent der Zertifikate das Recht zum Vorteil seines Eigentümers feststellt, von dem Emittenten, der Eigentümer der Anteile ist, jeden Erlös und jeden Ertrag anzufordern, der mit den durch den Zertifizierungsvorgang betroffenen Anteilen verbunden ist.».

4. ein wie folgt verfasster § 4 wird eingefügt:

«§ 4 Unter "Forderungen" versteht man jedes Gelddarlehen, durch Anteile vertreten oder nicht, das vom Schenker an eine Gesellschaft gewährt worden ist, von welcher er Aktien oder Anteile besitzt, wenn dieses Darlehen direkt mit den Bedürfnissen der industriellen, kaufmännischen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeit oder mit der mit einem freien Beruf, einem Amt oder einem öffentlichen Posten verbundenen Tätigkeit

verbunden ist, ausgeübt entweder durch die Gesellschaft selbst im Falle einer in § 1, 2°, a, erster Strich erwähnten Gesellschaft oder durch die Gesellschaft selbst und ihre Filialen im Falle einer in § 1, 2°, a zweiter Strich erwähnten Gesellschaft.

Die vorerwähnten Forderungen sind jedoch ausgeschlossen, insofern der gesamte Nennbetrag der Forderungen den Teil des Gesellschaftskapitals, der tatsächlich eingezahlt worden ist und der nicht Gegenstand einer Verringerung oder einer Rückzahlung durch den Schenker zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde gewesen ist, überschreitet. Die Gewinne, die keine verteilten und als solche besteuerten Gewinne sind und die dem Kapital hinzugefügt werden, werden nicht als eingezahltes Kapital betrachtet.».

Art. 30 - In Artikel 140ter des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, werden folgende Abänderungen angebracht:

1. Unter 2°:

— der am ersten Strich unter a. stehende Wortlaut wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«a., dass die Schenkung ein dingliches Recht auf eine Gesamtheit von Gütern oder einen Tätigkeitszweig betrifft, mittels deren eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, ein freier Beruf, ein öffentlicher Posten oder ein Amt ausgeübt werden;»;

— ein dritter Strich mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«— falls die Anwendung des ermäßigten Satzes nach Artikel 140bis, § 2, 1° beantragt wird:

a. muss der Schenker eine von einem Notar, einem Betriebsrevisor oder einem Buchsachverständigen unterschriebene Bescheinigung vorlegen, in der bescheinigt wird, dass der übertragene Betrieb den in Artikel 140bis, § 2, 1°, b. und c. vorgeschriebenen Bedingungen genügt;

b. muss die Urkunde oder eine vom Schenker und vom Schenkungsempfänger am Fuße der Urkunde bescheinigte und unterschriebene Erklärung außerdem die Verbindung zwischen dem Schenker und dem Schenkungsempfänger, wie in Artikel 140bis, § 2, 1° a. vorgeschrieben, ausdrücklich erwähnen; im Falle einer falschen Angabe dieser Verbindung schulden diese gemeinschaftlich zusätzlich zur hinterzogenen Gebühr eine dem Betrag dieser Gebühr entsprechende Geldstrafe;”.

2. Unter 3°,

— wird der erste Strich durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«— der Schenkungsempfänger muss eine von einem Notar, einem Betriebsrevisor oder einem Buchsachverständigen unterschriebene Bescheinigung vorlegen, in der Folgendes bescheinigt wird:

a. die Schenkung betrifft eine Gesamtheit von Aktien oder Anteilen, die mindestens 10% der Stimmrechte bei der Generalversammlung vertreten;

b. der übertragene Betrieb entspricht den in Artikel 140bis, § 2, 1°, b. und c. vorgeschriebenen Bedingungen, falls die Anwendung des ermäßigten Satzes nach Artikel 140bis, § 2, 1° beantragt wird,

c. wenn die in Artikel 140bis, § 1, 2° erwähnten Aktien und Anteile aus Zertifikaten bestehen, die sich auf Aktien, Gewinnanteile, Zeichnungsrechte und Anteile des Betriebs beziehen, für den der in Artikel 140bis vorgesehene Vorteil beantragt wird, erfüllen diese Zertifikate die in Artikel 140bis, § 3, b. aufgelisteten Bedingungen;»:

— am zweiten Strich wird der Wortlaut „und dessen Modalitäten vom König festgesetzt werden“ durch folgenden Wortlaut ersetzt: „und den folgenden Bedingungen genügt:

— der Kapitalbeteiligungsvertrag muss für einen Zeitraum von mindestens fünf Jahren ab dem Datum der Urkunde der Schenkung abgeschlossen werden;

— die Unterzeichner des Kapitalbeteiligungsvertrags müssen sich verpflichten, den effektiven Direktionssitz der Gesellschaft während eines Zeitraums von fünf Jahren ab der Schenkungshandlung nicht in einen Staat, der kein Mitglied der Europäischen Union ist, zu verlegen;

— sie müssen sich verpflichten, mindestens die Hälfte der Stimmrechte bei der Generalversammlung während eines Zeitraums von fünf Jahren ab der Schenkungshandlung zu vertreten. » ;

— am dritten Strich, a. wird der Wortlaut «das Volleigentum an den Aktien“ durch den Wortlaut «das dingliche Recht, das er auf die Aktien besitzt“ ersetzt;

— am dritten Strich wird ein neuer wie folgt verfasster Punkt b. eingefügt, wobei aus dem vorigen Punkt b. Punkt c. wird:

«b. dass der Schenker sich im Falle der Anwendung des in Artikel 140bis, § 2, 1° erwähnten ermäßigten Satzes von 0% verpflichtet, eine Aktivität während eines ununterbrochenen Zeitraums ab dem Datum der authentischen Urkunde der Schenkung aufrechtzuerhalten, dies entweder seitens der Gesellschaft selbst im Falle einer in Artikel 140bis, § 1, 2°, a., erster Strich erwähnten Gesellschaft oder seitens der Gesellschaft selbst und ihrer Filialen im Falle einer in Artikel 140bis, § 1, 2°, a., zweiter Strich erwähnten Gesellschaft;»;

— am dritten Strich, im neuen Punkt c. wird der Wortlaut “des Volleigentums an den gegebenen Aktien oder Anteilen“ durch den Wortlaut “des dinglichen Rechts auf die gegebenen Aktien oder Anteile und eventuell der Erhaltung einer Aktivität;”:

— ein wie folgt verfasster vierter Strich wird hinzugefügt:

«— muss in der Urkunde oder einer vom Schenker und vom Schenkungsempfänger am Fuße der Urkunde bescheinigten und unterschriebenen Erklärung Folgendes ausdrücklich erwähnt werden:»:

a. dass die Schenkung ein dingliches Recht auf Aktien oder Anteile:

— einer Gesellschaft, die eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen öffentlichen Posten oder ein Amt ausübt;

— einer in Artikel 16 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Gesellschaft, deren effektiver Direktionssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegt und deren Filialen eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen öffentlichen Posten oder ein Amt ausüben, betrifft;

b. falls die Schenkung Forderungen enthält:

— der Nennbetrag dieser Forderungen;

— die Tatsache, dass diese direkt mit den Bedürfnissen der industriellen, kaufmännischen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeit, des freien Berufs oder des öffentlichen Posten oder des Amtes verbunden sind, die die Gesellschaft selbst im Falle einer in Artikel 140bis, § 1, 2°, a.; erster Strich erwähnten Gesellschaft oder die Gesellschaft selbst und ihre Filialen im Falle einer in Artikel 140bis, § 1, 2°, a.; zweiter Strich erwähnten Gesellschaft ausüben;

— der Betrag des Gesellschaftskapitals, der tatsächlich eingezahlt worden ist und der zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde nicht Gegenstand einer Verringerung oder einer Rückzahlung seitens des Schenkers gewesen ist;

c. falls die Anwendung des ermäßigten Satzes des Artikels 140bis, § 2, 1° beantragt wird, die Verbindung zwischen dem Schenker und dem Schenkungsempfänger, wie in Artikel 140bis, § 2, 1° a. vorgeschrieben; im Falle einer falschen Bezeichnung dieser Verbindung schulden diese gemeinschaftlich zusätzlich zur hinterzogenen Gebühr eine dem Betrag dieser Gebühr entsprechende Geldstrafe.».

Art. 31 - In Artikel 140quinquies des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, werden folgende Abänderungen angebracht:

A. unter b.

— wird der Wortlaut "sein dingliches Recht auf" zwischen den Wortlaut "völlig oder teilweise" und den Wortlaut «die Güter, mittels deren" eingefügt;

— der Wortlaut "handwerkliche oder landwirtschaftliche" wird durch den Wortlaut "handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche" ersetzt;

B. unter Punkt c. wird der Wortlaut "sein dingliches Recht auf" zwischen den Wortlaut "völlig oder teilweise" und den Wortlaut "die Aktien oder Anteile" eingefügt.

Art. 32 - In Artikel 140 sexes des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, wird der Wortlaut "das Volleigentum an den Aktien oder Anteilen erhalten werden muss" durch den Wortlaut "das dingliche Recht auf die Aktien oder Anteile erhalten werden muss" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 140 septies des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, werden folgende Abänderungen angebracht:

A. der Wortlaut "das Volleigentum an den Gütern" wird durch den Wortlaut "das dingliche Recht auf die Aktien oder Anteile" ersetzt;

B. der Wortlaut «das Volleigentum an den Aktien oder Anteilen erhalten werden muss" wird durch den Wortlaut «das dingliche Recht auf die Aktien oder Anteile erhalten werden muss" ersetzt.

Abschnitt 2. — Immobiliensteuervorabzug auf Material und Werkzeug

Art. 34 - In Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 sowie durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001, vom 22. Oktober 2003 und vom 18. Dezember 2003 werden folgende Abänderungen angebracht:

1. Ein wie folgt verfasster Punkt 3°bis wird eingefügt:

«3° bis. der neuen in Artikel 471, § 3 erwähnten Investitionen in Material und Werkzeug, die ab dem 1. Januar 2005 in neuwertigem Zustand erworben bzw. gebildet wurden, dies unter Berücksichtigung der folgenden Unterscheidung:

a. wenn diese neuen Investitionen in Material und Werkzeug in neuwertigem Zustand auf einer Katasterparzelle erworben oder gebildet werden, die am 31. Dezember 2004 kein Material oder Werkzeug enthielt, wird der nach dem 1. Januar 2005 festgesetzte Katasterertrag bezüglich dieses Materials und Werkzeugs vollständig von der Steuer befreit in Übereinstimmung mit den Artikeln 483 und 484;

b. wenn diese neuen Investitionen in Material und Werkzeug in neuwertigem Zustand auf einer Katasterparzelle erworben oder gebildet werden, die am 31. Dezember 2004 schon Material oder Werkzeug enthielt, wird die Erhöhung, nach dem 1. Januar 2005, des Katasterertrags bezüglich des Materials und des Werkzeugs dieser Parzelle im Vergleich zum Katasterertrag des Materials und Werkzeugs dieser Parzelle am 1. Januar 2005 gemäß den Artikeln 483 und 484 von der Steuer befreit.

Falls ab dem 1. Januar 2005 ein neuer Immobiliensteuervorabzugspflichtiger für das Material und das Werkzeug dieser Parzelle besteht, wird der Katasterertrag des Materials und des Werkzeugs dieser Parzelle am 1. Januar 2005 um den Katasterertrag des Materials und des Werkzeugs, die am 31. Dezember 2004 schon dort vorhanden waren, verringert, wenn dieses Material und dieses Werkzeug seitdem im Hinblick auf eine neue Zweckbestimmung der Parzelle völlig stillgelegt worden sind;».

2. Unter Punkt 4° wird der Wortlaut «nach Abzug des in Anwendung von 3° bis freigestellten Katasterertrags" zwischen den Wortlaut «in den Artikeln 483 und 484" und den Wortlaut «erreicht nicht" eingefügt.

KAPITEL IV — Die Schaffung und der Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Art. 35 - Artikel 5 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 – Die Regierung bestimmt und erhebt nach den von ihr festgelegten Modalitäten die mit der Nutzung der Flughäfen bzw. Flugplätze verbundenen Gebühren.

Wenn die Regierung die in Artikel 2 vorgesehene Möglichkeit der Erteilung einer Konzession in Anspruch genommen hat, legt der Konzessionär den Betrag der mit der Benutzung des Flughafens oder des Flugplatzes, für dessen Betrieb er eine Konzession von der Regierung erhalten hat, verbundenen Gebühren unter Einhaltung der im Konzessionsvertrag enthaltenen Richtlinien fest. Im Konzessionsvertrag ist ebenfalls der Veröffentlichungsmodus der Gebühren vorgesehen.

Ein Regulierungsausschuss, dessen Zusammensetzung und Betriebsregeln von der Regierung bestimmt werden, wird eingerichtet. Dieser Ausschuss wird damit beauftragt, ein vorheriges Gutachten über die Flughafen- bzw. Flugplatzgebühren abzugeben, wenn sie von einem Konzessionär festgelegt werden. Dieses Gutachten wird der Regierung und dem Konzessionär übermittelt.».

Art. 36 - Der Erlass vom 9. April 1998 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu erheben sind, und der Erlass vom 16. Juli 1998 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region

fallen, zu erheben sind, bleiben für jeden Flughafen bzw. Flugplatz bis zur Veröffentlichung der ersten Gebühren, die gemäß Absatz 2 des Artikels 5 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, festgelegt werden, in Kraft.

*KAPITEL IV bis — Die Rechtslage des öffentlichen Eigentums
in den unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen und Flugplätzen*

Art. 37 - Das vorliegende Kapitel regelt eine in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 38 - Ein wie folgt verfasster Artikel 4 bis wird in das Dekret vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, eingefügt:

«Art. 4 bis - § 1. Die Wallonische Region und gegebenenfalls die von der Region abhängende juristische Person öffentlichen Rechts, die mit der Finanzierung der Flughafeninfrastrukturen beauftragt wird, können in ihrer Eigenschaft als Eigentümer der Grundstücke, Infrastrukturen oder Gebäude, die dem öffentlichen Gebiet der Flughäfen und Flugplätze angehören, jedes dingliche Recht auf diese gewähren, um die Finanzierung der Flughafeninfrastrukturen zu erleichtern oder im Hinblick auf die Betreuung der Flughäfen und Flugplätze.

Die Bildung dieser dinglichen Rechte beeinträchtigt nicht die von der Region im Rahmen der in Artikel 2 erwähnten Konzessionen gewährten Exklusivrechte.

§ 2. Die Gesellschaften, denen die Betreuung der Flughäfen und Flugplätze im Rahmen eines Konzessionsvertrags gewährt worden ist, können ebenfalls die Gesamtheit oder einen Teil der dinglichen Rechte, die ihnen gewährt worden sind, gewähren oder veräußern.

§ 3. Die dinglichen Rechte, die gemäß dem vorliegenden Artikel entstanden sind, können die Dauer der gemäß Artikel 2 gewährten Konzession oder Konzessionen nicht überschreiten und enden mit diesen.»

KAPITEL V — Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, Dekret vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände, Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, Umweltgesetzbuch, Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und Wallonisches Wohnungsgesetzbuch

Abschnitt 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Art. 39 - Artikel 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

«Der in Absatz 1 erwähnte Bericht enthält die Überwachung der erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt infolge der Umsetzung der Schemen und Raumordnungspläne, die Gegenstand einer Umweltbewertung gewesen sind.

Der Bericht ist Gegenstand eines jährlichen, der Öffentlichkeit zugänglichen Veröffentlichung.»

Art. 40 - Artikel 3 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 3 - Die Regierung bezeichnet für den Gebietsteil, dem die Gemeinde angehört, die Beamten der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region, die von ihr zu den im vorliegenden Gesetzbuch festgelegten Zwecken bevollmächtigt werden; sie werden nachstehend "beauftragte Beamte" genannt.»

Art. 41 - Die Überschrift von Kapitel III von Titel I von Buch I desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«KAPITEL III — Information, Bekanntmachung, öffentliche Untersuchungen und Konsultierungen.»

Art. 42 - Artikel 4 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 4 - Die folgenden Grundsätze finden Anwendung auf die Information, die Bekanntmachung, die öffentlichen Untersuchungen und die Konsultierungen:

1° sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, hat die öffentliche Untersuchung eine Dauer von fünfzehn Tagen, wenn sie sich auf eine Genehmigung oder einen Städtebau- und Umweltbericht bezieht; sie dauert dreißig Tage, wenn sie sich auf ein kommunales Strukturschema oder einen kommunalen Raumordnungsplan bezieht, und fünfundvierzig Tage, wenn sie sich auf den Entwicklungsplan des regionalen Raums oder den Sektorenplan bezieht;

2° die für eine öffentliche Untersuchung oder für die Konsultierung der im vorliegenden Gesetzbuch erwähnten Dienststellen und Ausschüsse vorgeschriebene Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben;

3° sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, dauert die Konsultierung der Dienststellen und Ausschüsse dreißig Tage; nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig; die Regierung kann bestimmen, in welchen Fällen die Konsultierung der Dienststellen und Ausschüsse Pflicht ist;

4° während der öffentlichen Untersuchung sind die Unterlagen werktags im Rathaus zugänglich und dies an einem Tag der Woche bis zwanzig Uhr, oder an einem Samstagmorgen oder aber nach Verabredung;

5° jeder Drittbezogene hat ein Recht auf technische Erklärungen;

6° jeglicher Drittbezogene hat das Recht, seine Bemerkungen und Beschwerden entweder vor dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung schriftlich oder - bei Bedarf - bei dem Abschluss der betreffenden Untersuchung mündlich einzureichen;

7° sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, wird die öffentliche Untersuchung, wenn diese sich auf ein Schema, einen Plan oder einen Städtebau- und Umweltbericht bezieht, sowohl durch Anschlag in der Gemeinde angekündigt, als auch durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten von drei französischsprachigen oder gegebenenfalls deutschsprachigen Tageszeitungen; besteht ein kommunales Informationsblatt oder eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt werden, so wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht;

8° während der öffentlichen Untersuchung wird mindestens eine der Öffentlichkeit zugängliche Versammlung nach den von der Regierung oder der Gemeinde festgelegten Modalitäten organisiert;

9° die Entscheidungen werden durch Anschlag bekanntgemacht.

Die Regierung oder die Gemeinden kann über jede zusätzliche Form der Information, Bekanntmachung und Konsultierung entscheiden.

Die Aussetzung der in Anwendung von Absatz 1, 2° vorgeschriebenen Frist betrifft die im vorliegenden Gesetzbuch erwähnten Fristen für die Konsultierung, Verabschiedung, Genehmigung, Beschlussfassung und Anrufung.

Wenn die Gemeinde die vorgeschriebenen Bekanntmachungsmaßnahmen nicht eingeleitet hat, werden sie vom Provinzgouverneur auf Aufforderung der Regierung oder des Beauftragten Beamten unternommen.»

Art. 43 - Artikel 6 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

«Die Regierung zieht den Regionalausschuss zu Rate über jeglichen Entwurf eines Dekrets oder Erlasses von allgemeiner Tragweite im Bereich der Raumordnung und des Städtebaus.»

Art. 44 - Absatz 1 von Artikel 8 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Bei Strafe der Nichtigkeit muss jede Einsendung erlauben, dass ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Erhalt der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann.

Die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Methoden festlegen, durch die die Einsendung und der Erhalt mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können».

Art. 45 - In Artikel 12, Absatz 1, 1° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "oder eines in Artikel 33 erwähnten gemeindlichen Programms" gestrichen.

In 2° desselben Absatzes wird der Wortlaut «einer Umweltverträglichkeitsprüfung für» durch den Wortlaut «eines Umweltverträglichkeitsberichts für» ersetzt.

Nr. 6° desselben Absatzes wird wie folgt ersetzt:

«6° wenn eine oder mehrere angrenzende Gemeinden oder eine Gemeindevereinigung sie beantragen, um einen oder mehrere Raumordnungs- und Umweltberater jährlich einzustellen;».

In Absatz 3 desselben Artikels wird der Wortlaut "Raumordnungs- und Umweltberater" durch den Wortlaut "Raumordnungsberater" ersetzt.

Art. 46 - Artikel 13 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 13 - § 1. Der Entwicklungsplan des regionalen Raumes stellt die nachhaltigen Raumordnungs- und Entwicklungsmöglichkeiten für das gesamte Gebiet der wallonischen Region dar.

§ 2. Der Plan umfasst:

1° die Schätzung der sozialen, wirtschaftlichen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnisse, sowie die Analyse der Einschränkungen und des Potentials des wallonischen Regionalgebiets;

2° die allgemeinen Ziele, was Folgendes angeht: die Harmonisierung der Aktivitäten, die Mobilität, eine schonende Benutzung des Bodens, die Erhaltung und der weitere Ausbau des Erbes im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung, im Sinne des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung;

3° die zu treffenden Optionen und zu erreichenden sektoriellen Ziele, insbesondere in Sachen Mobilität, Ausrüstungen und Infrastrukturen von überregionalem und regionalem Interesse;

4° eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes des Entwicklungsplanes des regionalen Raums sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen und Programmen;

5° die relevanten Aspekte der Umweltlage sowie deren voraussichtliche Entwicklung im Falle einer Nichtdurchführung des Entwicklungsplanes des regionalen Raums;

6° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Entwicklungsplans in Betracht gezogen werden;

7° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

8° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

9° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 7° und 8° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

10° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

11° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Entwicklungsplans des regionalen Raums;

12° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

§ 3. Der Plan kann folgende Punkte vermerken:

1° die Festlegung von Raumordnungsflächen;

2° die einzusetzenden Mittel.».

Art. 47 - Artikel 14 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 14 - § 1. Der Entwicklungsplan des regionalen Raumes wird auf Initiative der Regierung erstellt.

Der Regionalausschuss und der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung werden über die Vorstudien unterrichtet und können jederzeit die Vorschläge formulieren, die sie für nützlich halten.

§ 2. Die Regierung nimmt den Entwurf des Entwicklungsplans provisorisch an und unterwirft ihn einer öffentlichen Untersuchung gemäß Artikel 4, sowie dem Gutachten des Regionalausschusses, des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung und der Personen und Organe, die zu konsultieren sie als notwendig erachtet.

Die Ankündigung der öffentlichen Untersuchung erfolgt durch Anschlag in jeder Gemeinde, durch eine Bekanntmachung in mindestens drei in der gesamten wallonischen Region verteilten Zeitungen, wovon eine in deutscher Sprache erscheint, sowie durch eine mindestens dreimalige Mitteilung durch die "R.T.B.F" und durch das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum deutscher Sprache.

Ab dem Zeitpunkt der Ankündigung der öffentlichen Untersuchung organisiert die Regierung eine Präsentation des Planentwurfs im Hauptort eines jeden Verwaltungsbezirks, sowie am Sitz der deutschsprachigen Gemeinschaft.

§ 3. Die Gemeinderäte, der Regionalausschuss, der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung sowie die in § 2 gemeinten Personen und Organe übermitteln der Regierung ihre Gutachten innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Ablauf der Frist für die öffentliche Untersuchung; mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

§ 4. Der Entwicklungsplan wird von der Regierung endgültig verabschiedet. Außerdem legt die Regierung eine Umwelterklärung vor, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Plan eingegliedert worden sind und die in Anwendung der Paragraphen 2 und 3 abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

Der Erlass der Regierung sowie die Umwelterklärung werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt werden den Gemeinden, dem Regionalausschuss und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung Ausfertigungen des Planes und der Umwelterklärung übermittelt.».

Art. 48 - Artikel 16 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 16 - Das kommunale Strukturschema ist ein Dokument zur Orientierung, Bewertung, Verwaltung und Programmierung der Entwicklung des gesamten Gemeindegebietes.

Das Schema vermerkt für das gesamte Gemeindegebiet:

1° die Ziele der geplanten Raumordnung den Prioritäten zufolge, sowie die kartographische Abbildung der daraus hervorgehenden raumbedeutsamen Maßnahmen;

2° den Standort der Ausrüstungen und Infrastrukturen;

3° die allgemeinen Leitlinien zur Harmonisierung und zur Integration der Verkehrsströme;

4° die Ausführungsmodalitäten der Raumordnungsmaßnahmen;

5° eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes des kommunalen Strukturschemas sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen und Programmen;

6° die relevanten Aspekte der Umweltlage sowie deren voraussichtliche Entwicklung im Falle einer Nichtdurchführung des kommunalen Strukturschemas;

7° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Schemas in Betracht gezogen werden;

8° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

9° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

10° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 8° und 9° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

11° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

12° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des kommunalen Strukturschemas;

13° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Das kommunale Strukturschema kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer umweltbezogener Bewertungen, und insbesondere anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans oder eines kommunalen Raumordnungsplans gesammelt wurden.

Die Regierung kann den Inhalt der Akte des kommunalen Strukturschemas festlegen.».

Art. 49 - Artikel 17 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 17 - § 1. Aufgrund einer Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage wird das kommunale Strukturschema auf Initiative des Gemeinderates aufgestellt. Unter den Personen, die gemäß Artikel 11 zugelassen sind, bezeichnet dieser die natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen, die er mit der Erstellung des Schemenentwurfs beauftragt.

Der Kommunalausschuss und der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung werden über die Vorstudien unterrichtet und können jederzeit die Vorschläge formulieren, die sie für nützlich halten.

Der Gemeinderat nimmt den Schemenentwurf provisorisch an.

§ 2. Der Schemenentwurf wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gemäß Artikel 4 einer öffentlichen Untersuchung unterworfen.

Gleichzeitig legt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem beauftragten Beamten den Schemenentwurf zur Begutachtung vor. Sein Gutachten wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums übermittelt; eine fehlende Stellungnahme wird als Zustimmung betrachtet.

§ 3. Der Schemenentwurf, sowie eventuelle Beschwerden und Bemerkungen werden anschließend dem Kommunalausschuss und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zur Begutachtung vorgelegt. Das Gutachten wird innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach der Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums übermittelt; eine fehlende Stellungnahme wird als Zustimmung betrachtet.

§ 4. Der Gemeinderat nimmt das Schema endgültig an, dem eine Umwelterklärung beigefügt wird, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in das Schema eingegliedert worden sind und die in Anwendung der Paragraphen 2 und 3 abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind. Er sendet das Schema zusammen mit der Akte an die Regierung. Diese kann den Beschluss des Gemeinderates durch einen begründeten Erlass für nichtig erklären, welcher innerhalb von sechzig Tagen nach dem Eingang der Gesamtkte versandt werden muss.

Es ist der Öffentlichkeit gestattet, das Schema sowie die Umwelterklärung oder ggf. den Beschluss des Gemeinderats im Gemeindehaus einzusehen. Gemäß den in Artikel 112 des neuen Gemeindegesetzes erwähnten Modalitäten wird die Öffentlichkeit über diese Möglichkeit informiert.

Das Schema und die Umwelterklärung werden dem Kommunalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und ggf. den anderen zu Rate gezogenen Personen und Organen übermittelt.»

Art. 50 - In Artikel 23, Absatz 1, 2° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird nach dem Wortlaut "die bereits bestehende und geplante Trasse" der Wortlaut "oder der sie ersetzende Reserveumkreis" eingefügt.

In denselben Absatz 4 wird ein 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° die Schutzbereiche der unterirdischen Netzwerke für den Transport von Flüssigkeiten und Energie, in denen nur gemeinnützige oder mit diesen Netzwerken verbundenen Handlungen und Arbeiten zugelassen werden können; die Regierung kann die Eigenschaften dieser Bereiche sowie die Bedingungen bestimmen, denen diese Handlungen und Arbeiten genügen müssen;»

Nr. 2° von Absatz 2 desselben Artikels wird wie folgt ersetzt:

«2° ergänzende städtebauliche oder plantechnische Vorschriften, die insbesondere auf die folgenden Elemente beruhen können:

- a. eine zusammenfassende Studie der Einschränkungen und des Potentials;
- b. die Definition der allgemeinen Ziele der Verwertung des Gebiets;
- c. die Definition der raumordnerischen Zielsetzungen für jeden der folgenden Aspekte:
 - Eingliederung in die Umgebung und deren menschlichen Merkmale;
 - Mobilität der Güter und Personen;
 - technische Ausrüstungen und Netzwerke, insbesondere im Hinblick auf die Geologie, Hydrogeologie und Orohydrologie;
 - Städtebau und Architektur;
 - Landschaft;
- d. Maßnahmen bezüglich der Förderung der erneuerbaren Energien und ggf. das Programm der allmählichen Belegung des Gebiets.»

Art. 51 - In Artikel 25 desselben Gesetzbuches wird Nr. 8° gestrichen.

Nr. 9° desselben Absatzes wird die Nr. 8°.

In denselben Artikel wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung ist für jegliche in den Absätzen 2 und 3 erwähnte Zweckverwendung bestimmt, mit Ausnahme des industriellen Gewerbegebiets und des Abbaugebiets.»

Art. 52 - Artikel 31bis desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Dezember 2002 abgeänderten Fassung, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 53 - Absatz 3 von Artikel 32 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 54 - Artikel 33 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird wie folgt ersetzt:

«Art. 33 - § 1. Die Festlegung der Zweckbestimmung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung erfolgt unter Berücksichtigung des Standorts, der Nachbarschaft, der Nähe von in Artikel 174 erwähnten bevorzugten Initiativgebieten und von in dem Wallonischen Wohnungsgesetz erwähnten Wohnkernen, der Leistungsfähigkeit der Kommunikations- und Verteilungsnetze, der durch die kurz-, mittel und langfristige Verstädterung verursachten Kosten sowie der Bedürfnisse der Gemeinde und der Zweckbestimmung, die jeglichem auf dem betreffenden Gemeindegebiet und auf den angrenzenden Gemeindegebieten gelegenen Gebiet für konzertierte Raumplanung oder jeglichem Teil eines solchen Gebiets gegeben wird, wenn ein solches Gebiet vorhanden ist.

§ 2. Wenn die Verwertung eines Gebiets oder des Teils eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung eine oder mehrere in Artikel 25, Absatz 2 erwähnten Zweckbestimmungen betrifft, unterliegt sie der Annahme durch den Gemeinderat eines Städtebau- und Umweltberichts mit folgendem Inhalt:

a. die raumordnerischen Zielsetzungen bezüglich der Infrastrukturen und technischen Netzwerke, der Landschaft, des Städtebaus, der Architektur und den Grünanlagen;

b. die Einschätzung der möglichen Auswirkungen der Verwertung des Gebiets oder des Teils eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung auf die Umwelt, einschließlich auf die biologische Vielfalt, auf den Menschen und seine Aktivitäten, auf die Fauna, die Flora, den Boden, den Untergrund, das Wasser, die Luft, das Klima und die Landschaft, das Kulturerbe, sowie die Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren; die Prüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden und zu verringern, die Darstellung von möglichen Alternativen und ihre Rechtfertigung sowie die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Städtebau- und Umweltberichts;

c. eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Der Städtebau- und Umweltbericht kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer umweltbezogener Bewertungen gesammelt wurden.

Der Städtebau- und Umweltbericht ist ein Orientierungsdokument, in dem die nachhaltigen Raumordnungs- und Entwicklungsmöglichkeiten für ein ganzes oder ein Teil von einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung dargestellt werden.

Die Regierung kann den Inhalt des Städtebau- und Umweltberichts festlegen.

§ 3. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium unterwirft den Städtebau- und Umweltbericht einer öffentlichen Untersuchung gemäß Artikel 4, sowie dem Gutachten des Kommunalausschusses oder, mangels dessen des Regionalausschusses, des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung und der Personen und Organe, die zu konsultieren sie als notwendig erachtet.

§ 4. Der Gemeinderat nimmt den Städtebau- und Umweltbericht an, dem eine Umwelterklärung beigefügt wird, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Bericht eingegliedert worden sind und die in Anwendung vom Paragraphen 3 abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

Der Gemeinderat sendet dem Beauftragten Beamten den Bericht zusammen mit der Akte. Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Berichts übermittelt der Beauftragte Beamte ihn der Regierung. Die Regierung überprüft, ob der Städtebau- und Umweltbericht in Übereinstimmung mit den in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Bestimmungen steht. Gegebenenfalls kann die Regierung den Beschluss des Gemeinderates durch einen begründeten Erlass für nichtig erklären, welcher innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang der Akte beim beauftragten Beamten versandt werden muss. Nach Ablauf dieser Frist gilt der Städtebau- und Umweltbericht als genehmigt.

Es ist der Öffentlichkeit gestattet, den Städtebau- und Umweltbericht sowie die Umwelterklärung im Gemeindehaus einzusehen. Gemäß den in Artikel 112 des neuen Gemeindegesetzes erwähnten Modalitäten wird die Öffentlichkeit über diese Möglichkeit informiert.

Der Bericht und die Umwelterklärung werden dem Kommunalausschuss, oder mangels dessen dem Regionalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und ggf. den anderen zu Rate gezogenen Personen und Organen übermittelt.

§ 5. Die Artikel 110 bis 112 finden Anwendung auf alle Gebiete bzw. Teile eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung, die gemäß den Paragraphen 2, 3 und 4 verwertet werden, deren Verwertung in Anwendung derselben Paragraphen noch nicht bestimmt worden ist, oder wenn das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung eine oder mehrere in Artikel 25, Absatz 3 erwähnten Zweckbestimmungen betrifft.

§ 6. Regelmäßig legt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Gemeinderat einen Bericht über die Überwachung der bedeutsamen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt der Verwertung der Gebiete oder Teile von Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung vor.

Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel 112 des neuen Gemeindegesetzes vorgesehenen Modalitäten darüber informiert.

§ 7. Die für die Ausarbeitung des Städtebau- und Umweltbericht geltenden Bestimmungen sind auch für seine Revision anwendbar.»

Art. 55 - Artikel 34 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 34 - Das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter ist für die in Artikel 30 und in Artikel 31 genannten Aktivitäten bestimmt, mit Ausnahme der bürgernahen agrar-wirtschaftlichen Aktivitäten und der Großvertriebsaktivitäten.

Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in diesem Gebiet gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.

Die Verwertung des Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter wird unter Berücksichtigung des Standorts des Gebiets, dessen Nachbarschaft, der Kosten und Bedürfnisse für die betroffene Gegend, der bestehenden Verkehrsinfrastrukturen bestimmt, wobei für die Entwicklung der Potentialitäten in Bezug auf die Multimodalität sowie von Synergien mit den angrenzenden Gebieten gesorgt wird.

Art. 56 - In Absatz 4 von Artikel 35 desselben Gesetzbuches wird nach dem Wortlaut "Anglerunterkünfte" der Wortlaut "und Tierhütten" eingefügt.

Art. 57 - In Absatz 3 von Artikel 39 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Die Regierung beschließt die Liste der Handlungen und Arbeiten" durch den Wortlaut "Die Regierung kann die Liste der Handlungen und Arbeiten beschließen" ersetzt.

Art. 58 - Artikel 39bis desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 59 - In Artikel 46, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird Nr. 3° wie folgt ersetzt:

«Die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets wird ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung.»

Nr. 4° desselben Absatzes wird außer Kraft gesetzt.

Art. 60 - Artikel 50 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 50 - § 1. Unter den gemäß Artikel 11 zugelassenen Personen bezeichnet der Gemeinderat eine natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person, die er mit der Ausarbeitung des Vorentwurfs zum kommunalen Raumordnungsplan beauftragt.

§ 2. Der Gemeinderat beschließt die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans und nimmt dessen Vorentwurf an, welcher aufgrund einer Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage, insbesondere der im vorliegenden Gesetzbuch oder in anderen Gesetzgebungen erwähnten Schutzgebiete ausgearbeitet wird. Er erstellt einen Umweltverträglichkeitsbericht, dessen Umfang und Genauigkeit der Informationen er bestimmt, und die das Folgende beinhaltet:

1° eine Zusammenfassung des Inhalts, eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes des Planes sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen oder Programmen;

2° die Rechtfertigung des Vorentwurfes zum Plan, was die Bestimmungen von Artikel 1 § 1 betrifft;

3° die Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt, und dessen Potentialitäten sowie die voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage im Falle einer Nichtdurchführung des Planes;

4° die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten;

5° die mit dem Vorentwurf des kommunalen Raumordnungsplans verbundenen umweltbezogenen Probleme bezüglich der Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete;

6° die umweltbezogenen Probleme bezüglich Gebiete, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn der Vorentwurf zum Plan die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht;

7° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Planes in Betracht gezogen werden;

8° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

9° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

10° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 8° und 9° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

11° die Darstellung von möglichen Alternativen und deren Rechtfertigung, was die Bestimmungen der Punkte 1° bis 10° betrifft;

12° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

13° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des kommunalen Raumordnungsplans;

14° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Der Gemeinderat unterbreitet den Entwurf bezüglich des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts und den Vorentwurf des Planes dem Kommunalausschuss oder mangels dessen dem Regionalausschuss, sowie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Personen und Organen, die zu befragen er als notwendig erachtet, zur Begutachtung, und ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn der Vorentwurf des Planes Gebiete umfasst, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die im Bericht enthalten sein müssen.

Wenn der Gemeinderat angesichts der Eigenschaften der Projekte oder Aktivitäten, deren Ausarbeitung und Revision den Rahmen bilden, und unter Berücksichtigung der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, feststellt, dass der geplante kommunale Raumordnungsplan keine bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, oder wenn er die Benutzung eines kleinen Gebiets auf lokaler Ebene bestimmt, beschließt er nach Begutachtung durch den Kommunalausschuss, oder, mangels dessen, den Regionalausschuss, sowie nach Begutachtung durch den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, dass kein Umweltverträglichkeitsbericht über den Plan erforderlich ist.

Man geht davon aus, dass ein geplanter kommunaler Raumordnungsplan bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn er ein gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmtes Gebiet umfasst, oder wenn er dazu bestimmt ist, die Verwirklichung eines einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekts zu erlauben, oder aber wenn er Gebiete betrifft, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht.

Der Bericht kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer umweltbezogener Bewertungen gesammelt wurden.

§ 3. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium informiert regelmäßig den Kommunalausschuss, insofern dieser besteht, über den Ablauf der Vorstudien und übermittelt ihm deren Ergebnisse. Der Kommunalausschuss kann jederzeit die Vorschläge machen, die er für nützlich hält.».

Art. 61 - Artikel 51 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 51 - § 1. Auf der Grundlage einer Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage und nach Begutachtung durch den beauftragten Beamten verabschiedet der Gemeinderat provisorisch den Entwurf zum kommunalen Raumordnungsplan, dem der Umweltverträglichkeitsbericht gegebenenfalls beigefügt wird, und beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium damit, ihn gemäß Artikel 4 einer öffentlichen Untersuchung zu unterwerfen.

Gegebenenfalls macht der Gemeinderat den abweichenden Charakter des Entwurfs zum kommunalen Raumordnungsplan hinsichtlich des Sektorenplans bekannt und zeigt an, inwiefern der genannte Entwurf von den Bestimmungen des Sektorenplans abweicht.

§ 2. Wenn die durch den Planentwurf vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, wird der Planentwurf mit dem in Paragraph 1 erwähnten Bericht und den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;

2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;

3° nach welchen Modalitäten der Plan, die Umwelterklärung und die in § 3 erwähnten abgegebenen Gutachten den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 3. Innerhalb von acht Tagen nach Ablauf der öffentlichen Untersuchung legt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zwecks Begutachtung dem Kommunalausschuss, oder, mangels dessen, dem Regionalausschuss, sowie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den anderen Personen und Organen, die zu befragen es als notwendig erachtet, und ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn diese in Anwendung von Artikel 50, § 2 zu Rate gezogen worden ist, die Akte mit dem Planentwurf vor, zusammen mit dem in § 1 erwähnten Bericht, sowie mit den Beschwerden, Bemerkungen, Protokollen und Gutachten.

Die Gutachten werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums übermittelt. Mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

§ 4. Innerhalb der folgenden fünfundvierzig Tage nimmt der Gemeinderat die gesamte Akte zur Kenntnis. Er kann entweder den kommunalen Raumordnungsplan endgültig verabschieden oder beschließen, diesen abzuändern. In letzterem Fall muss eine neue öffentliche Untersuchung gemäß Artikel 4 vorgenommen werden, außer wenn die beschlossene Abänderung geringfügig ist.

Außerdem legt der Gemeinderat eine Umwelterklärung vor, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Plan eingegliedert worden sind, und wie der in § 1 erwähnte Bericht, die in Anwendung der Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Artikels abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen die Entscheidungen des angenommenen Planes getroffen worden sind.

Wenn der kommunale Raumordnungsplan keinem Umweltverträglichkeitsbericht unterworfen ist, wird der in Artikel 50, § 2, Absatz 3 erwähnte Beschluss und dessen Begründung in der Umwelterklärung angeführt.»

Art. 62 - In Artikel 54 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird:

1. die Nr. 3° außer Kraft gesetzt;
2. die Nr. 4° wie folgt ersetzt:
« 3° die Ausarbeitung oder Revision eines kommunalen Plans, der von dem Sektorenplan abweicht;»;
3. die Nr. 5° außer Kraft gesetzt;
4. die Nr. 6° zur Nr. 4°;
5. die Nr. 7° zur Nr. 5°.

Art. 63 - In Artikel 56, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "und unter den Personen, die kraft des vorliegenden Gesetzbuches und der Gesetzgebung über die Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt zugelassen sind, die Personen, die gegebenenfalls mit der in Artikel 50, § 2 genannten Umweltverträglichkeitsprüfung, beauftragt werden" durch den Wortlaut "und erstellt den in Artikel 50 § 2 erwähnten Umweltverträglichkeitsbericht" ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 57*bis* desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird nach dem Wortlaut "kommunalen Raumordnungspläne" der Wortlaut ", die Gegenstand eines vorherigen Umweltverträglichkeitsberichts gewesen sind," eingefügt.

Art. 65 - In Artikel 58 desselben Gesetzbuches wird Absatz 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Alle zur Durchführung der Vorschriften bzw. zur Verwertung der Sektorenpläne, der kommunalen Raumordnungspläne und der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung erforderlichen Immobilienerwerbe können mittels Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken getätigt werden.»

In Artikel 58, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird zwischen den Wortlaut "autonomen Gemeinderegionen" und "und die öffentlichen Einrichtungen" der Wortlaut ", die Interkommunalen, zu deren Gesellschaftszweck die Raumordnung oder das Wohnungswesen gehört," eingefügt.

Art. 66 - In Artikel 84, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung:

1. wird die Nr. 5° bis zur Nr. 6°;
2. wird die Nr. 6° zur Nr. 7°;
3. wird die Nr. 7° zur Nr. 8°;
4. wird die Nr. 8° wie folgt ersetzt:
«9° bewalden oder abholzen; jedoch ist keine Genehmigung erforderlich für die Forstwissenschaft im Forstgebiet; 9° b. Weihnachtsbäumen anbauen;».

In Paragraph 2 desselben Artikels wird Absatz 2 wie folgt ersetzt:

«Die Regierung verabschiedet die Liste der Handlungen und Arbeiten, für welche aufgrund ihrer geringen Bedeutung:

- 1° keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist;
- 2° die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist;
- 3° keine vorherige Genehmigung des beauftragten Beamten erforderlich ist;

4° keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist und eine vorherige städtebauliche Erklärung, deren Modalitäten und Inhalt von der Regierung festgelegt wird, an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium per Einsendung gerichtet werden muss.»

Art. 67 - In Artikel 85 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird Paragraph 3 außer Kraft gesetzt.

Art. 68 - Artikel 88, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird mit einer Nr. 3° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«3° für Projekte bezüglich zeitweiliger und versuchsweise eingerichteter Betriebe im Sinne des Dekrets über die Umweltgenehmigung.».

Absatz 3 desselben Artikels wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt:

«Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, der beauftragte Beamte oder die Regierung kann verlangen, dass die notwendigen Garantien zur Erfüllung der Verpflichtungen bezüglich der Versetzung des Ortes in den ursprünglichen Zustand aufgebracht werden.».

Art. 69 - In Artikel 89 § 1 desselben Gesetzbuches wird Absatz 2 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Unter "parzellieren" versteht man die Aufteilung eines Gutes durch Schaffung von mindestens zwei unbebauten Losen mit dem Ziel, zumindest eins dieser Lose zu verkaufen, für mehr als neun Jahre zu vermieten, als Erbpacht oder Baurecht abzutreten, zwecks des Baus einer Wohnung oder der Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen, zur Bewohnung geeigneten Einrichtung.».

Art. 70 - In Artikel 107 § 3 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "spricht das Bürgermeister- und Schöffenkollegium sich nach eingeholtem Gutachten des Kommunalausschusses aus" durch den Wortlaut "kann das Bürgermeister- und Schöffenkollegium das Gutachten des Kommunalausschusses beantragen" ersetzt, und wird Paragraph 4 außer Kraft gesetzt.

Art. 71 - Artikel 108 § 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird wie folgt ersetzt:

«§ 1. Der beauftragte Beamte überprüft, ob das Verfahren ordnungsgemäß verlaufen ist, ob die Genehmigung mit Gründen versehen ist und den folgenden Vorschriften entspricht:

1° dem Sektorenplan, wenn weder ein kommunaler Raumordnungsplan noch eine Parzellierungsgenehmigung besteht;

2° dem kommunalen Strukturschema, dem kommunalen Raumordnungsplan, der Parzellierungsgenehmigung oder dem in Artikel 33 erwähnten Städtebau- und Umweltbericht;

3° einer regionalen Städtebauordnung oder der kommunalen Städtebauordnung;

4° dem Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, und den Parzellierungsplänen, die durch die Regierung in Anwendung von Artikel 6 dieses Gesetzes bewilligt worden sind;

5° der in Anwendung von Artikel 110 bis 113 bewilligten Abweichung.

Mangels dessen setzt der beauftragte Beamte den Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums aus.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang des Beschlusses des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums stellt der Beamte die Aussetzung dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium und der Regierung per Einsendung zu. Der beauftragte Beamte erklärt die Art der Regelwidrigkeit in dem Verfahren, den Mangel in der Begründung oder die Bestimmung, der die Genehmigung nicht entspricht.

In der Sendung an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ersucht der beauftragte Beamte das Kollegium, seinen Beschluss zurückzuziehen.

In Ermangelung der Zurückziehung des Beschlusses kann die Regierung die Aussetzung aufheben oder die Genehmigung für nichtig erklären.

Innerhalb von vierzig Tagen nach Empfang der Aussetzung stellt die Regierung die Aufhebung der Aussetzung oder die Nichtigkeitserklärung der Genehmigung dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium und dem beauftragten Beamten per Einsendung zu.

Erfolgt keine Zustellung innerhalb der Frist, so wird die Genehmigung für nichtig erklärt.

In Absatz 1 von § 2 wird der Wortlaut "ebenfalls" gestrichen.

Art. 72 - Artikel 110 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 110 - Außerhalb der Gebiete, die ihnen insbesondere vorbehalten sind, können die Bauten und Ausrüstungen öffentlicher oder gemeinschaftlicher Dienststellen in dem Maße zugelassen werden, in dem sie die Hauptzüge der Landschaft entweder berücksichtigen, strukturieren oder neu gestalten.».

Art. 73 - In Artikel 111 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "Gebäude, die der Zweckbestimmung eines Gebietes nicht entsprechen" außer Kraft gesetzt.

In Absatz 1 desselben Artikels wird der Wortlaut "Die am Tag der Einreichung eines Genehmigungsantrags bestehenden Gebäude oder Einrichtungen im Sinne von Artikel 84, § 1, 1°" durch den Wortlaut "Die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestehenden Bauten, Einrichtungen oder Gebäude" ersetzt.

In Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut "die am Tag des Antrags auf eine Genehmigung bestehenden Gebäude oder Einrichtungen im Sinne von Artikel 84, § 1, 1°" durch den Wortlaut "die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestehenden Gebäude" ersetzt.

In Absatz 3 desselben Artikels wird der Wortlaut "Das umgebaute, vergrößerte oder wiederaufgebaute Gebäude muss" durch den Wortlaut "Nach Umbau, Vergrößerung oder Wiederaufbau muss die Konstruktion, die Einrichtung oder das Gebäude" ersetzt.

Art. 74 - In Artikel 112, § 1, 3° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "die Gebäude" durch den Wortlaut "die Bauten, Umbauten, Vergrößerungen und Wiederaufbauten" ersetzt.

Art. 75 - In Artikel 114, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "sowie dem Gutachten des Kommunalausschusses, falls dieser besteht, und er Gegenstand eines begründeten Vorschlags des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums ausmacht" gestrichen und wird zwischen den Wortlaut "Bekanntmachungsmaßnahmen" und den Wortlaut "unterworfen wird" der Wortlaut "sowie der in Artikel 4, Absatz 1, 3° erwähnten Konsultierung" eingefügt.

Absatz 2 desselben Artikels wird außer Kraft gesetzt.

Art. 76 - In Artikel 115, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "der Gemeinde entweder mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens mit Empfangsbestätigung" durch den Wortlaut "entweder an die Gemeinde per Einsendung gerichtet" ersetzt.

Art. 77 - In Artikel 116, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "per bei der Post aufgegebenes Einschreiben" gestrichen.

In Paragraph 6, Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut "unterwirft" durch den Wortlaut "kann" und der Wortlaut "und holt das Gutachten des Kommunalausschusses und der in § 1 genannten Dienststellen und Ausschüsse ein" durch den Wortlaut "und dem Gutachten des Kommunalausschusses und der in § 1 genannten Dienststellen und Ausschüsse unterwerfen" ersetzt.

Derselbe Paragraph wird wie folgt ergänzt:

«Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium benachrichtigt den Antragsteller.»

Art. 78 - In Artikel 117, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "per Einschreiben" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

In Absatz 3 von Artikel 39 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Empfangsbescheinigung des Postamts oder der in Artikel 115 genannten Abnahmebescheinigung" durch den Wortlaut "Absendebestätigung oder Abnahmebescheinigung im Sinne von Artikel 115" ersetzt.

Art. 79 - In Artikel 118, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

In Paragraph 2, Absatz 1 desselben Artikels wird der Wortlaut "mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

Die Absätze 2, 3 und 4 desselben Paragraphen werden wie folgt ersetzt:

«Gegebenenfalls führt der beauftragte Beamte, durch Miteinschaltung der Gemeinde, die besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus oder kann das Gutachten des Kommunalausschusses einholen; in diesem Fall wird die in Absatz 1 erwähnte Frist um vierzig Tage verlängert.»

Art. 80 - In Artikel 119, § 1, Absatz 1, 3° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "ab Absenden seines in Artikel 118, Absatz 1 erwähnten, bei der Post aufgegebenen Einschreibens" durch den Wortlaut "ab der in Artikel 118, Absatz 1 erwähnten Einsendung" ersetzt.

In Paragraph 2, Absatz 1, 2° desselben Artikels wird der Wortlaut "nach Absenden des in Artikel 118, Absatz 1, erwähnten Einschreibens des Antragstellers" durch den Wortlaut "nach der in Artikel 118, Absatz 1, erwähnten Einsendung durch den Antragsteller" ersetzt.

In Absatz 2 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "bei der Regierung eingereicht" durch den Wortlaut "an die Regierung gesandt" ersetzt.

In Absatz 3 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "Er wird gleichzeitig dem Antragsteller und gegebenenfalls dem beauftragten Beamten oder dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt" durch den Wortlaut "Sie werden gleichzeitig an den Antragsteller und gegebenenfalls an den beauftragten Beamten oder an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium per Einsendung gerichtet" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 120, Absatz 1, 1° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "die in Absatz 4 erwähnte Anhörung abgehalten wird" durch den Wortlaut "die in Absatz 4 erwähnte Anhörung abgehalten wird" ersetzt.

Absatz 4 desselben Artikels wird wie folgt ersetzt:

«Die Regierung beantragt das Gutachten des Ausschusses und innerhalb von vierzig Tagen nach Empfang des Einspruchs ersucht sie den Antragsteller, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, den beauftragten Beamten oder deren Vertreter sowie den Ausschuss, zur Anhörung zu erscheinen.

Innerhalb derselben Frist übermittelt der Ausschuss sein Gutachten. Ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.»

Absatz 6 desselben Artikels wird außer Kraft gesetzt.

Art. 82 - In Art. 121, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "übermittelt die Regierung dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, sowie dem beauftragten Beamten ihre Entscheidung" durch den Wortlaut "stellt die Regierung dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, sowie dem beauftragten Beamten ihre Entscheidung per Einsendung zu" ersetzt. »

In Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut "eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens und" gestrichen.

In Absatz 3 von Artikel 39 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Erinnerungseinschreibebriefes" durch den Wortlaut "Erinnerungsschreibens" ersetzt.

Art. 83 - In Artikel 122, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

In Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut "zugestellt" durch den Wortlaut "per Einsendung zugestellt" ersetzt.

Im selben Artikel wird der Wortlaut "des bei der Post aufgegebenen Einschreibens" durch den Wortlaut "der Sendung" ersetzt.

Art. 84 - Die Absätze 2, 3 und 4 von Artikel 123 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, werden gestrichen.

Art. 85 - Artikel 124 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird wie folgt ersetzt:

«Art. 124 - Die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Genehmigungsantrags kann die Gesamtheit oder einen Teil der Daten und Ergebnisse enthalten, die bei jeglicher früher durchgeführten Umweltbewertung gesammelt worden sind.»

Art. 86 - In Artikel 125 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Konzertierungsversammlung" durch den Wortlaut "Versammlung mit Einbeziehung der Bevölkerung" ersetzt.

Art. 87 - In Artikel 127, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 und durch das Dekret vom 1. April 2004 abgeänderten Fassung, wird die durch das Dekret vom 1. April 2004 eingefügte Nr. 4° wie folgt ersetzt:

«4° wenn sie Handlungen und Arbeiten in dem in Artikel 28 erwähnten Gebiet betrifft;»

Derselbe Absatz wird wie folgt ergänzt:

«5° wenn sie Handlungen und Arbeiten in den in Artikel 168, § 1, Absatz 1, und 182 erwähnten Umkreisen betrifft;»

6° wenn sie Handlungen und Arbeiten in dem in Artikel 1, 5° des Dekrets über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten erwähnten Umkreis betrifft. »

Absatz 2, 3° desselben Paragraphen wird wie folgt ersetzt:

«3° die Liste der Handlungen und Arbeiten, die gemeinnützig sind oder deren regionales Interesse sie anerkennt, für welche keine Vollmacht erteilt wird.»

In Paragraph 2 desselben Artikels wird Absatz 1 wie folgt ersetzt:

«Der Genehmigungsantrag wird an den beauftragten Beamten per Einsendung gerichtet.»

In Absatz 3 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "per bei der Post aufgegebenes Einschreiben" gestrichen.

In Absatz 4 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "per bei der Post aufgegebenes Einschreiben" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

Paragraph 3 desselben Artikels wird wie folgt ersetzt:

«§ 3. Wenn es sich um Handlungen und Arbeiten im Sinne von § 1, Absatz 1, 1°, 2°, 4° und 5° handelt, kann die Genehmigung aufgrund von Artikel 110 oder in Abweichung eines kommunalen Raumordnungsplans, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines Fluchtlinienplans erteilt werden.»

In Paragraph 4, Absatz 1 desselben Artikels wird der Wortlaut "per Einschreiben" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

In Absatz 2 desselben Paragraphen wird der Wortlaut "der Empfangsbescheinigung des Postamts" durch den Wortlaut "der Absendebestätigung".

In Absatz 5 desselben Artikels wird der Wortlaut "per Einschreiben" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

Paragraph 6, Absatz 2 desselben Artikels wird wie folgt ersetzt:

«Innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach Eingang des Einspruchs stellt die Regierung dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, sowie dem beauftragten Beamten ihre Entscheidung per Einsendung zu.

Bei Nicht-Zustellung dieser Entscheidung kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben an die Regierung senden.

Bei Nicht-Zustellung der Entscheidung der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens, gilt die Entscheidung, gegen die Einspruch erhoben war, als bestätigt.»

In Paragraph 7, Absatz 2 desselben Artikels wird der Wortlaut "des Kommunalausschusses und" gestrichen.

Art. 88 - Die Überschrift von Abschnitt 10 von Kapitel III von Titel V von Buch I desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Abschnitt 10 - Besondere Bestimmungen in bezug auf die Parzellierungs- und Städtebaugenehmigungen, sowie auf die Handlungen und Arbeiten, die eine Abänderung des kommunalen Wegenetzes oder der damit verbundenen Netzwerke mit sich bringen».

Art. 89 - Absatz 1 von Artikel 128 desselben Gesetzbuches wird mit dem Wortlaut "sowie die Handlungen und Arbeiten bezüglich der Kommunikationsnetze, der Entwässerungsnetze und der Übertragungs- und Verteilungsnetze von Flüssigkeiten und Energie, die sich auf das Straßennetz beziehen. » ergänzt.

Art. 90 - In Artikel 129 desselben Gesetzbuches wird ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 3. Außer bei durch einen Zwischenfall technischer Art begründeter höherer Gewalt darf keiner auf öffentlichem Eigentum ein oder mehrere Netze, die dort eingefügt, verankert sind oder sich darauf stützen oder darüber ragen, anlegen, verlegen, verändern oder verlängern, ohne vorher eine Erklärung abgegeben zu haben.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ist befugt, über die Erklärungen zu erkennen.

Die Erklärung wird an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gesandt oder bei ihm gegen eine Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung abgegeben. Wenn die in Absatz 1 erwähnten Handlungen und Arbeiten mehrere Gemeinden betreffen, wird eine Erklärung an jedes Bürgermeister- und Schöffenkollegium gerichtet.

Die Erklärung ist unzulässig:

1° wenn sie in Übertretung des vorliegenden Paragraphen gesandt oder abgegeben worden ist;

2° wenn sie die Lokalisierung, den Plan, die Höhequoten und die Durchführungsbedingungen der Handlungen und Arbeiten, die Gegenstand der Erklärung sind, nicht enthält.

Wenn die Erklärung unzulässig ist, benachrichtigt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Erklärer innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen.

Innerhalb derselben Frist benachrichtigt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium:

— die Verwalter des Straßen- und Wegenetzes und der anderen Netze;

— den Erklärer, wenn Durchführungsbedingungen zusätzlich zu denjenigen, die in Absatz 3 erwähnt sind, erforderlich sind.

Bei Nicht-Zustellung innerhalb der Frist von fünfzehn Tagen wird betrachtet, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium von den zusätzlichen Durchführungsbedingungen der Handlungen und Arbeiten, die Gegenstand der Erklärung sind, befreit.

Der Erklärer kann die Durchführung der Handlungen und Arbeiten beginnen:

1° entweder zwanzig Tage nach Abgabe der Erklärung und sofern sie nicht Gegenstand der in Absatz 3 erwähnten Unzulässigkeit gewesen ist;

2° oder dreißig Tage nach Abgabe der Erklärung, wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium in Anwendung von Absatz 5 zusätzliche Durchführungsbedingungen vorschreibt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium hält zur Verfügung der Drittbezogenen eine kartographische Darstellung der in Artikel 128 erwähnten Netze sowie ein Erklärungsregister, die sie einsehen können. Diese Bestimmung tritt an einem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Die Regierung kann die Form und den Inhalt der Erklärung, die Anzahl der einzureichenden Ausfertigungen sowie die Durchführungsbedingungen der in Absatz 1 erwähnten Handlungen und Arbeiten bestimmen, die die Gefahren, Belastungen oder Nachteile, die solche Handlungen und Arbeiten dem Wege- und Straßennetz und dessen Benutzer sowie den anliegenden Anwesen und deren Bewohnern verursachen kann, verringern können.

Die Regierung kann die Erstellungs- und Aktualisierungsbedingungen der kartographischen Darstellung der Netze und des Erklärungsregisters im Sinne von Artikel 8 sowie der Modalitäten für deren Einsichtnahme durch Drittbezogene festlegen.».

Art. 91 - In Artikel 132*bis*, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 18. Juli 2002, wird zwischen den Wortlaut "Abschnitt 2" und den Wortlaut "des vorliegenden Kapitels" der Wortlaut "und von Abschnitt 9" eingefügt.

Art. 92 - Absatz 2 von Artikel 137 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Vor dem Anfang der Arbeiten bezüglich der Neubauten, einschließlich der Vergrößerung der Grundfläche von bestehenden Bauten, muss der Standort vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium an Ort und Stelle bezeichnet werden.

Es wird ein Protokoll über die Bezeichnung aufgenommen.

Art. 93 - Artikel 139 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 139 – Nach den Bestimmungen, die von der Regierung festgelegt werden können, wird innerhalb der Frist von sechzig Tagen ab der Klage, die von dem Genehmigungsinhaber oder dem Eigentümer des Gutes gleichzeitig an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und an den beauftragten Beamten gerichtet wird, eine Erklärung aufgenommen, zur Bescheinigung, dass:

1° die Arbeiten nach Ablauf der Frist, innerhalb welcher sie beendet sein sollten, beendet oder nicht beendet sind;

2° die Arbeiten gemäß oder nicht gemäß den Vorschriften der erteilten Genehmigung ausgeführt worden sind.

Wenn die Arbeiten nach Ablauf der Frist noch nicht beendet sind oder nicht den Vorschriften der erteilten Genehmigung entsprechen, so muss die Erklärung - je nach Fall - die Liste der Arbeiten, die noch nicht ausgeführt worden sind, enthalten oder andeuten, in welchen Punkten die Vorschriften nicht eingehalten worden sind.».

Art. 94 - In Artikel 140 desselben Gesetzbuches wird nach dem Wortlaut "darf" der Wortlaut "außer bei in der Liste der von der Regierung bestimmten Handlungen und Arbeiten" hinzugefügt.

Im selben Artikel wird zwischen den Worten "mit ländlichem Charakter" und "oder" der Wortlaut ", in Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung" eingefügt.

Art. 95 - In Artikel 150*bis*, § 1, Absatz 2, 3° desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "und des Entwicklungsplans des regionalen Raums" gestrichen.

In Nr. 4° desselben Absatzes wird nach den Worten "oder hinsichtlich" der Wortlaut "eines Städtebau- und Umweltberichts im Sinne von Artikel 33 oder aber hinsichtlich" eingefügt.

In Paragraph 2, Absatz 4 desselben Artikels wird nach den Worten "den beauftragten Beamten" der Wortlaut " oder seinen Vertreter" eingefügt.

Art. 96 - Artikel 154, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird eine Nr. 6° und eine Nr. 7° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«6° die in Artikel 84, § 2, Absatz 2, 4° erwähnten Handlungen und Arbeiten ohne vorherige städtebauliche Erklärung durchführen oder fortführen lassen»;

«7° die in Artikel 129, § 3 erwähnten Handlungen und Arbeiten ohne vorherige städtebauliche Erklärung durchführen oder fortführen lassen, oder wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium die im selben Paragraphen erwähnten höhere Gewalt für unbegründet erachtet.».

Art. 97 - In Artikel 158, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut " nicht der erteilten Genehmigung entsprechen oder ohne Genehmigung ausgeführt werden " durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«1° entweder der erteilten Genehmigung nicht entsprechen;

«2° oder ohne Genehmigung ausgeführt werden;

«3° oder ohne die in Artikel 84, § 2, Absatz 2, 4° erwähnte vorherige städtebauliche Erklärung ausgeführt werden;

«4° oder ohne die in Artikel 129, § 3 erwähnte vorherige Erklärung ausgeführt werden.»

Abschnitt 2 — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen bezüglich des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Art. 98 - Die Artikel 5, 6, 7, 28, 29, 58, 68, 69*bis*, 77 und 79 Dekrets vom 18. Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden außer Kraft gesetzt.

Art. 99 - Die Artikel 3, 8, 22, 23, 24, 25 – insofern dieser einen Paragraphen 2 in Artikel 46 desselben Gesetzbuches -, 28, 29, 30, 32 und 58 des Dekrets vom 18. Juli 2002 treten am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets in Kraft.

Art. 100 - In den geltenden Sektorenplänen finden Artikel 25, Absatz 4 und Artikel 33 Anwendung auf das Wohnervartungsgebiet und das Wohnervartungsgebiet mit ländlichem Charakter im Sinne von Artikel 6, § 1, 3° des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

Art. 101 - Im Falle der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch die Regierung auf Gutachten des Regionalausschusses vorläufig angenommenen Revision eines Sektorenplanes wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt.

Die Bestimmungen von Artikel 46, § 1, in seiner durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung, sind am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets anwendbar.

Art. 102 - Die Revision oder die Aufstellung eines kommunalen Strukturschemas, eines kommunalen Raumordnungsplans oder eines gemeindlichen Programms zur Bestimmung der Vorrangreihenfolge für die Verwertung der Bauerwartungsgebiete, das bzw. der vom Gemeinderat vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets angenommen worden ist, kann gemäß dem vor diesem Datum geltenden Verfahren weitergeführt werden.

Die betroffenen Gemeinden behalten den Anspruch auf die Gewährung und die Auszahlung des in Artikel 12 erwähnten Zuschusses.

Die Erstellung eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets beschlossenen Städtebau- und Umweltlastenhefts wird nach den vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weitergeführt.

Art. 103 - Der Antrag auf eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung, dessen Empfangsbescheinigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist, wird nach dem vor diesem Datum geltenden Verfahren weiterhin untersucht.

Abschnitt 3 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 2004
über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände

Art. 104 - Artikel 15 des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände wird außer Kraft gesetzt und wie folgt ersetzt:

«Art. 15 - In Titel II von Buch II desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel III mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL III - Landschafts- und Umweltsanierungsgelände

Art. 182 - § 1. Die Regierung legt die Liste der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände fest, deren Sanierung auf Landschafts- und Umweltebene vorrangig ist.

In Abweichung von Kapitel I von Titel I des vorliegenden Buches und für jeden dieser Standorte erläßt die Regierung, dass das betreffende Gelände stillgelegt ist und auf Landschafts- und Umweltebene saniert werden muss, legt dessen Umkreis fest und kann dessen gemeinnützige Enteignung im Sinne von Artikel 181 erlassen.

Sie übernimmt ggf. seinen Erwerb sowie die Gesamtheit oder einen Teil der in Artikel 167, 2° erwähnten Studien und Arbeiten.

§ 2. Jeder Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Immobilienrechts mit Bezug auf Güter in dem stillgelegten Gewerbebetriebsgelände ist verpflichtet, die Studien und Arbeiten durchzuführen, die sowohl auf Landschafts- als auch auf Umweltebene eine Wiederherstellung der Ortsansicht bewirken.

Bei Nicht-Beachtung der in Abschnitt 1 genannten Bestimmungen kann der Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts durch das zuständige Gericht auf Anfrage der Region, der Gesellschaft, einer Interkommunale, zu deren Gesellschaftszweck die Raumordnung gehört, oder der Gemeinde dazu verpflichtet werden.

Bei Nicht-Ausführung der in Abschnitt 1 genannten Arbeiten innerhalb der durch das Gericht vorgeschriebenen Frist, werden diese auf Veranlassung der Region, der Gesellschaft, der betroffenen Interkommunale oder der Gemeinde und zu Lasten des Eigentümers oder Inhabers eines dinglichen Immobilienrechts ausgeführt.

Bei der Nicht-rückerstattung der Kosten bei erstem Andringen, kann die Region für Rechnung der Gesellschaft, der betroffenen Interkommunale oder der Gemeinde zur Enteignung der Güter übergehen oder übergehen lassen; in diesem Fall wird dem durch die bereits ausgeführten Arbeiten entstandenen Mehrwert keine Rechnung getragen.

§ 3. Der für die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Erwerbe berücksichtigte Wert wird aufgrund der Kosten der in denselben Paragraphen genannten Studien und Arbeiten und derjenigen, die noch auszuführen sind, geschätzt.

§ 4. Die in § 1 genannten oder in Anwendung von § 2, Absatz 2 durch Richterspruch befohlenen Arbeiten werden ausgeführt, ohne dass eine Genehmigung erforderlich ist.».

Art. 105 - Artikel 17 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt:

«Art. 17 - In Artikel 184, 2° desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Renovierung und" gestrichen.

Art. 106 - Dasselbe Dekret wird mit einem Artikel 32 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Art. 32 - Die am 16. Juni 2004 geltenden Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe finden Anwendung auf den Vorschlag oder die Initiative, die in Artikel 168, § 1 des vorerwähnten, durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Gesetzbuches genannt sind.

Dieser Artikel wird ab dem 17. Juni 2004 wirksam.».

Art. 107 - Die Regierung wird zur Koordinierung des vorliegenden Dekrets mit dem Dekret vom 27. November 1997, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Juli 1998, vom 11. März 1999, vom 1. April 1999, vom 6. Mai 1999, vom 4. Juli 2002, vom 18. Juli 2002 und vom 19. September 2002 berechtigt.

Abschnitt 4 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004
über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten

Art. 108 - In Artikel 1, 5° des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird der Wortlaut "die auf Grundstücken oder an Immobiliengütern durchgeführten Handlungen und Arbeiten" durch den Wortlaut "die auf dem Straßennetz oder auf Grundstücken, die zur Eingliederung in das Straßennetz bestimmt sind, sowie an innerhalb eines von der Regierung anerkannten Umkreises gelegenen Immobiliengütern durchgeführten Handlungen und Arbeiten" ersetzt.

Abschnitt 5 — Abänderungsbestimmung des Umweltgesetzbuches

Art. 109 - In Kapitel V des Titels V des Teils II des Buches II des Umweltgesetzbuches wird der Absatz 3 des Artikels 53 außer Kraft gesetzt.

Abschnitt 6 — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999
über die Umweltgenehmigung

Art. 110 - Artikel 81, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Der beauftragte Beamte und der technische Beamte sind ausschließlich dafür zuständig, gemeinsam über die Anträge auf eine Globalgenehmigung bezüglich der in Artikel 127, § 1, Absatz 1, 1°, 2°, 4°, 5° und 6° des "CWATUP" erwähnten Handlungen und Arbeiten zu befinden.»

Art. 111 - Artikel 82, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Genehmigungsantrag wird an die Gemeinde gesandt, auf deren Gebiet der Betrieb geplant ist.»

In Absatz 2 desselben Artikels entfallen die Wörter "per Einschreiben gegen Aufgabebescheinigung bei der Post oder ausgehändigtes Schreiben gegen Empfangsbescheinigung".

Art. 112 - In Artikel 84, Absatz 2 desselben Dekrets:

1° wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "ingesandt" ersetzt;

2° werden die Wörter "indem er an diesen per Einschreiben bei der Post eine Abschrift richtet, die er als demjenigen Antrag gleichlautend bestätigt," durch die Wörter "indem er an diesen eine Abschrift des Antrags sendet," ersetzt.

Art. 113 - In Artikel 85, Absatz 2 desselben Dekrets entfällt der Punkt 3°.

Art. 114 - Artikel 86 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 86 - § 1. Der technische Beamte und der beauftragte Beamte senden innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem der technische Beamte den Antrag in Anwendung des Artikels 84 erhalten hat, den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, senden der technische Beamte und der beauftragte Beamte die Liste der fehlenden Unterlagen an den Antragsteller und teilen ihm mit, dass das Verfahren ab deren Erhalt durch die Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht wurde, wieder aufgenommen wird. An demselben Tag richten sie eine Abschrift dieser Einsendung an die Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht wurde.

§ 2. Der Antragsteller sendet die geforderten ergänzenden Unterlagen an die Gemeinde. Die ergänzenden Unterlagen werden in der Anzahl Ausfertigungen vorgelegt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält.

Die Gemeindeverwaltung sendet die geforderten ergänzenden Unterlagen innerhalb einer Frist von drei Werktagen ab dem Tag des Erhalts der ergänzenden Unterlagen an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten. Die Gemeindeverwaltung bewahrt eine Ausfertigung der ergänzenden Unterlagen.

Die Gemeindeverwaltung setzt den Antragsteller schriftlich von dem Datum in Kenntnis, an dem der technische Beamte die ergänzenden Unterlagen erhalten hat.

Wenn die Gemeindeverwaltung die ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Frist eingesandt hat, kann der Antragsteller diese als Abschrift unmittelbar an den technischen Beamten senden. In diesem Fall übermittelt der technische Beamte dem beauftragten Beamten unverzüglich eine Abschrift der erhaltenen ergänzenden Unterlagen.

§ 3. Innerhalb von zwanzig Tagen, nachdem der technische Beamte die ergänzenden Unterlagen erhalten hat, senden er und der beauftragte Beamte den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller.

Wenn die Beamten den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachten, erklären sie diesen für unzulässig.

§ 4. Wenn der Antrag unzulässig ist, setzen der technische Beamte und der beauftragte Beamte den Antragsteller unter Einhaltung der in Paragraph 1, Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Paragraph 3 vorgesehenen Frist, von den Gründen der Unzulässigkeit in Kenntnis.

§ 5. In Abweichung von Paragraph 1, Absatz 2 und wenn in Anwendung des Artikels 8, § 4, Absatz 2 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region oder des Artikels 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt werden muss, ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Antrag unter Beifügung der Umweltverträglichkeitsprüfung vorzulegen. In diesem Fall ist der Artikel 177, Absatz 1 und Absatz 2, 1° und 2° nicht anwendbar.»

Art. 115 - Artikel 87, Absatz 2 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«An demselben Tag senden sie eine Abschrift des Beschlusses, in dem der Antrag für vollständig und zulässig erklärt wird, an die Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht wurde.»

Art. 116 - Artikel 88 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 88 - Wenn der technische Beamte und der beauftragte Beamte dem Antragsteller den in Artikel 86, § 1, Absatz 1 oder in Artikel 86, § 3 erwähnten Beschluss nicht zugesandt haben, wird der Antrag nach dem durch diese Bestimmungen vorgesehenen Fristablauf als zulässig betrachtet. Das Verfahren wird fortgesetzt.»

Art. 117 - In Artikel 90 desselben Dekrets wird der Absatz 4 folgendermaßen ergänzt:

«Innerhalb der in Artikel 28 erwähnten Frist wird dem beauftragten Beamten von dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung vorgenommen wurde, ebenfalls eine Abschrift der in den Artikeln 27 und 28 erwähnten Unterlagen und Gutachten zugesandt.»

Art. 118 - In Artikel 91, Absatz 1 desselben Dekrets

1. werden die Wörter "zuständige Behörde" durch die Wörter "die Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht wurde" ersetzt;

2. wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt;

3. werden die Wörter "sowie gegebenenfalls dessen ergänzenden Unterlagen" zwischen die Wörter "Akte des Antrags" und "den verschiedenen" eingefügt;

4. entfallen die Wörter "oder händigen dieses gegen eine Empfangsbescheinigung aus".

In Artikel 91, Absatz 2 desselben Dekrets entfallen die Wörter "oder einer Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung".

Art. 119 - In Artikel 92, § 1 desselben Dekrets wird das Wort "gemeinsamen" zwischen das Wort "begründeten" und das Wort "Vorschlag" eingefügt.

Art. 120 - Artikel 92, § 3, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3. Der zusammenfassende Bericht und der vollständige Antrag werden der zuständigen Behörde zugesandt, und zwar innerhalb von:

1. siebenzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;
2. hundertzehn Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft. » .

In Absatz 2 desselben Paragraphen wird das Wort "übermitteln" durch das Wort "zusenden" ersetzt.

Art. 121 - In Artikel 92, § 5 desselben Dekrets werden die Wörter "in Artikel 93, § 1" durch die Wörter "in Paragraph 3" ersetzt.

Derselbe Paragraph wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«In den in Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten Fällen können die in Artikel 93, § 1, Absatz 1 erwähnten Fristen durch gemeinsamen Beschluss des technischen Beamten und des beauftragten Beamten verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Dieser Beschluss wird dem Antragsteller innerhalb der in Artikel 93, § 1, Absatz 1 erwähnten Frist zugesandt.

Derselbe Artikel wird durch einen Paragraphen 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 7. In den in Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten Fällen sind die Paragraphen 3, 4 und 6 des vorliegenden Artikels nicht anwendbar.».

Art. 122 - Artikel 93 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 93 - § 1. Die zuständige Behörde sendet ihren Beschluss an den Antragsteller, den technischen Beamten und den beauftragten Beamten, sowie durch gewöhnliches Schreiben an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, und zwar innerhalb von:

1. neunzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;
2. hundertvierzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

Wenn der zusammenfassende Bericht vor Ablauf der in Artikel 92, § 3 erwähnten Frist eingesandt wird, sendet die zuständige Behörde ihren Beschluss an den Antragsteller, an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten, sowie durch gewöhnliches Schreiben an jede zu Rate gezogene Behörde und Verwaltung, und zwar innerhalb von:

1. zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Artikel 92, § 3 den zusammenfassenden Bericht der Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 2 betrifft;
2. dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Artikel 92, § 3 den zusammenfassenden Bericht der Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 1 betrifft.

In den in Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten Fällen ist lediglich der Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen anwendbar. Der Beschluss des beauftragten Beamten oder der Regierung zur Gewährung oder Ablehnung der in Artikel 114 des CWATUP erwähnten Abweichung ist fester Bestandteil des in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Beschlusses.

§ 2. Im Falle des Artikels 92, § 5 wird die der zuständigen Behörde für die Einsendung ihres Beschlusses zugestandene Frist um einen Zeitraum verlängert, der mit der von dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten festgelegten Frist übereinstimmt.

§ 3. Innerhalb der in Paragraph 1, Absatz 2 erwähnten Frist oder, in dem in Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten Fall, innerhalb der in Paragraph 1, Absatz 1 erwähnten Frist kann der Antragsteller vor dem Beschluss der zuständigen Behörde und vorbehaltlich der Zustimmung der Behörde oder auf deren Anfrage Abänderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorlegen. In diesem Fall werden die in Paragraph 1 erwähnten Fristen ausgesetzt.

Der Antragsteller sendet die Abänderungspläne unter Beifügung eines entsprechenden Nachtrags zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung an die zuständige Behörde. Diese Unterlagen werden in der Anzahl Ausfertigungen vorgelegt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält.

Innerhalb einer Frist von drei Werktagen ab dem Erhalt der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Unterlagen sendet die zuständige Behörde diese an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten. Die zuständige Behörde bewahrt eine Ausfertigung der Abänderungspläne und des entsprechenden Nachtrags zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung.

Die zuständige Behörde setzt den Antragsteller schriftlich von dem Datum in Kenntnis, an dem der technische Beamte die ergänzenden Unterlagen erhalten hat.

Wenn die zuständige Behörde die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung nicht innerhalb der in Absatz 3 erwähnten Frist eingesandt hat, kann der Antragsteller diese als Abschrift unmittelbar an den technischen Beamten senden. In diesem Fall übermittelt der technische Beamte dem beauftragten Beamten unverzüglich die erhaltenen ergänzenden Unterlagen.

Nachdem der technische Beamte die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung erhalten hat, wird das Verfahren gemäß den in Artikel 86, § 3, Absatz 1 erwähnten Modalitäten wieder aufgenommen. In ihrem in Anwendung des Artikels 87 gefassten Beschluss geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte an, dass der Antrag Gegenstand von Abänderungsplänen ist. Dies gilt ebenfalls bei der Anrufung der in Artikel 91 erwähnten Instanzen. Die gemäß dem Artikel 90 vorgenommene öffentliche Untersuchung bezieht sich auf die Akte des ursprünglichen Genehmigungsantrags, gegebenenfalls auf dessen ergänzenden Unterlagen, sowie auf die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung.

In den in Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten Fällen kann der Antragsteller in Abweichung von den Absätzen 2 bis 6 die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung an den technischen Beamten und an den beauftragten Beamten senden. Diese Unterlagen werden in der Anzahl Ausfertigungen vorgelegt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält.

In derartigen Fällen wird das Verfahren gemäß den in Artikel 86, § 3, Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten wieder aufgenommen, nachdem der technische Beamte die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung erhalten hat. In ihrem in Anwendung des Artikels 87 gefassten Beschluss geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte an, dass der Antrag Gegenstand von Abänderungsplänen ist. Dies gilt ebenfalls bei der Anrufung der in Artikel 91 erwähnten Instanzen. Die gemäß dem Artikel 90 vorgenommene öffentliche Untersuchung bezieht sich auf die Akte des ursprünglichen Genehmigungsantrags, gegebenenfalls auf dessen ergänzenden Unterlagen, sowie auf die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung.

Der vorliegende Paragraph kann lediglich einmal für denselben Antrag eingesetzt werden.

§ 4. Die Artikel 36 und 38 des vorliegenden Dekrets sind auf den von der zuständigen Behörde aufgrund des vorliegenden Abschnitts gefassten Beschluss anwendbar.».

Art. 123 - Artikel 94 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 94 - Wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Frist und der zusammenfassende Bericht gemäß dem Artikel 92 eingesandt wurde, und dieser ein günstiges Gutachten des technischen Beamten und des beauftragten Beamten enthält, gilt der Beschluss zu den in Artikel 5 vorgesehenen allgemeinen und sektoralen Bedingungen und zu den gegebenenfalls in dem zusammenfassenden Bericht vorgebrachten Sonderbedingungen als gefasst.

Wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Frist und der zusammenfassende Bericht nicht gemäß dem Artikel 92 eingesandt wurde, und wenn dieser ein ungünstiges Gutachten des technischen Beamten und des beauftragten Beamten enthält, gilt die Genehmigung als abgelehnt.

In den in Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten Fällen, gilt die Genehmigung als abgelehnt, wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 93 erwähnten Frist eingesandt wurde.».

Art. 124 - Artikel 95 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 95 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse nachzuweisen vermag, sowie der technische Beamte und der beauftragte Beamte, können gegen die Beschlüsse der in Artikel 81 erwähnten Behörden bezüglich der Erteilung der Globalgenehmigungen und gegen das Fehlen eines Beschlusses seitens dieser Behörden nach Ablauf der in Artikel 93 erwähnten Fristen bei der Regierung Einspruch erheben.

Das Fehlen eines Beschlusses seitens der in Artikel 81 erwähnten Behörden bezüglich der Erteilung oder Ablehnung einer Globalgenehmigung führt dazu, dass es für die Behörden unmöglich ist, Einspruch zu erheben.

§ 2. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch der Umweltverwaltung zugesandt, und zwar innerhalb von zwanzig Tagen:

1. entweder, was den Antragsteller, den technischen Beamten und den beauftragten Beamten betrifft, ab dem Erhalt des von der zuständigen Behörde geäußerten Beschlusses, wenn dieser innerhalb der in Artikel 93 erwähnten Frist eingesandt wurde, oder ab dem Erhalt des zusammenfassenden Berichts, der den Beschluss ersetzt und in Anwendung des Artikels 94, Absatz 1 an den Antragsteller gesandt wird;

2. oder, was den Antragsteller, den technischen Beamten und den beauftragten Beamten betrifft, nach Ablauf der in Artikel 93 erwähnten Fristen;

3. oder, was die Personen betrifft, die nicht in Punkt 1° erwähnt werden, ab dem ersten Tag der Bekanntmachung des Beschlusses oder der den Beschluss ersetzenden Unterlage gemäß dem Artikel 93.

Wird der Beschluss in mehreren Gemeinden ausgehängt, so wird die Frist verlängert, und zwar bis zu dem zwanzigsten Tag, der auf den ersten Tag folgt, an dem die Bekanntmachung als letzte in einer der Gemeinden ausgehängt wurde.

Falls in Anwendung des Artikels 93, § 3 ordnungsgemäß Abänderungspläne an die zuständige Behörde gerichtet wurden, kann der Antragsteller seinem Einspruch eine Abschrift der Abänderungspläne und des entsprechenden Nachtrags zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung beifügen.

Innerhalb von fünf Tagen übermittelt die in Absatz 1 erwähnte Verwaltung der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung eine Abschrift des Einspruchs.

§ 3. Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten, wird gemeinsam von der Umweltverwaltung und der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung ein zusammenfassender Bericht abgefasst.

Der zusammenfassende Bericht wird an die Regierung gesandt, und zwar innerhalb von:

1. fünfzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2. siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

An dem Tag, an dem die in Absatz 1 erwähnten Verwaltungen den zusammenfassenden Bericht einsenden, setzen diese den Antragsteller schriftlich davon in Kenntnis.

§ 4. Die in Paragraph 3 erwähnten Fristen können durch gemeinsamen Beschluss der Umweltverwaltung und der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Dieser Beschluss wird innerhalb der in Paragraph 3, Absatz 2 erwähnten Frist an die Regierung, den Antragsteller und den Einsprucherheber gesandt.

§ 5. Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluss, es sei denn er wird von den in Paragraph 1 erwähnten Beamten eingelegt.

§ 6. Die Regierung bestimmt:

1. die Informationen, die der Einspruch beinhalten muss, dessen Form, sowie die Anzahl der Ausfertigungen, die eingereicht werden müssen;
2. die Modalitäten, nach denen der Einspruch der Öffentlichkeit mitgeteilt wird;
3. die Modalitäten für die Untersuchung des Einspruchs, für die Abfassung des zusammenfassenden Berichts, die zu konsultierenden Instanzen, und die Fristen, innerhalb deren die Gutachten abzugeben sind; falls innerhalb der vorgesehenen Fristen kein Gutachten eingesandt wurde, wird das Gutachten als günstig betrachtet.

§ 7. Die Regierung richtet ihren Beschluss an den Einsprucherheber, und zwar innerhalb von:

1. siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;
2. hundert Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse betrifft.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

Bei Einsendung des zusammenfassenden Berichts vor Ablauf der in Paragraph 3 erwähnten Frist sendet die Regierung ihren Beschluss innerhalb von:

1. zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Paragraph 3 den zusammenfassenden Bericht bezüglich der Betriebe der Klasse 2 erhält;
2. dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Paragraph 3 den zusammenfassenden Bericht bezüglich der Betriebe der Klasse 1 erhält.

Im Falle des Paragraphen 4 wird die der Regierung für die Einsendung ihres Beschlusses zugestandene Frist um einen Zeitraum verlängert, der mit der von der Umweltverwaltung und der Raumordnungs- und Städtebauverwaltung festgelegten Frist übereinstimmt.

§ 8. Falls der Beschluss nicht innerhalb der in Paragraph 7 erwähnten Frist eingesandt wurde:

1. wird der in erster Instanz gefasste Beschluss bestätigt;
2. falls der in erster Instanz gefasste Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Frist eingesandt wurde, gilt der Beschluss als gefasst, und zwar nach den Bedingungen des zusammenfassenden Berichts, wenn der zusammenfassende Bericht gemäß dem Paragraphen 3 eingesandt wurde. Der zusammenfassende Bericht wird von dem technischen Beamten an den Antragsteller gesandt.

§ 9. Falls die Ablehnung der Genehmigung sich aus dem Fehlen eines Beschlusses in erster Instanz oder im Anschluss an einen Einspruch ergibt und kein zusammenfassender Bericht innerhalb der vorgesehenen Fristen eingesandt wurde, ist eine dem zwanzigfachen Betrag der in Artikel 177, Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Bearbeitungsgebühren entsprechende Entschädigung zu Lasten der Region zu entrichten.

Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig.».

Art. 125 - In Artikel 96, § 1 desselben Dekrets wird der Absatz 3 außer Kraft gesetzt.

Art. 126 - Artikel 97, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch die Wörter "mit Ausnahme der Artikel 48, § 1, 1°, und 53" ergänzt.

In Absatz 3, dritter Strich, desselben Dekrets wird das Wort "123" durch die Wörter "123, letzter Absatz" und die Wörter "84 bis 86" durch die Wörter "84, 85, 86, 88" ersetzt. Unter demselben Strich werden die Wörter "134 bis 136, 138, 139" durch die Wörter "134 bis 139" ersetzt.

Derselbe Artikel wird folgendermaßen ergänzt:

«Wenn innerhalb von zwei Jahren ab der Einsendung der Globalgenehmigung oder des zusammenfassenden Berichts, der den Beschluss ersetzt und der dem Betreiber in Anwendung des Artikels 94, Absatz 1 zugesandt wird, die Arbeiten noch nicht eindeutig begonnen haben, verfällt die Genehmigung.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen. Auf Antrag des Betreibers werden die Genehmigung oder der zusammenfassende Bericht, die in dem vorhergehenden Absatz erwähnt werden, jedoch für einen Zeitraum von einem Jahr verlängert. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Ablauf der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Verfallsfrist eingereicht.

Die Verlängerung wird von der für die Ausstellung in erster Instanz der Genehmigung zuständigen Behörde gewährt.».

Art. 127 - Artikel 176, Absatz 1 desselben Dekrets wird folgendermaßen ersetzt:

«Sofern es keine anderslautende Bestimmung vorliegt, erfolgt jede in den Kapiteln II, III, IV, IX und XI erwähnte Einsendung:

1. entweder per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;
2. mittels jeden ähnlichen Verfahrens, durch das ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Erhalt der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann;
3. oder per Aushändigung der Urkunde gegen Aufgabebescheinigung.

Die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Methoden festlegen, durch die die Einsendung und der Erhalt mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.».

Zwischen die Absätze 1 und 2 desselben Artikels wird folgender Absatz eingefügt:

«Die Einsendung muss spätestens am Tag des Fälligkeitsdatums erfolgen.».

Art. 128 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge auf eine Globalgenehmigung, sowie die sich auf diese beziehenden verwaltungsrechtlichen Einsprüche werden nach den am Tag der Einreichung des Antrags rechtskräftigen Regeln bearbeitet.

Art. 129 - Artikel 8 sub 170 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003, wird folgendermaßen abgeändert:

- Punkt 2° des Paragraphen 3 wird außer Kraft gesetzt.
- Paragraph 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4. In der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Genehmigungsantrags können alle oder ein Teil der im Laufe einer jeden vorher durchgeführten Umweltbewertung erhaltenen Angaben oder Ergebnisse angegeben werden.»

Abschnitt 7 — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches

Art. 130 - In Artikel 48 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird zwischen den Wortlaut "Beihilfe" und den Wortlaut "unter Berücksichtigung" der Wortlaut ", die die Form eines beitreibbaren Vorschusses haben kann," eingefügt.

Derselbe Artikel wird wie folgt ergänzt:

Die Regierung bestimmt die Form der Beihilfe unter Berücksichtigung der Zweckbestimmung des Grundstücks, der Natur der abgetretenen Rechte oder der empfangsberechtigten Personen.

KAPITEL VI — *Energie*

Abschnitt 1 — Abänderungen des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts

Art. 131 - Artikel 30, § 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird wie folgt abgeändert:

1. Ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut wird in limine eingefügt:

«Es gibt drei Kategorien von Versorgungslizenzen:

1° die allgemeine Lizenz;

2° die begrenzte Lizenz:

— für eine begrenzte Leistung;

— und/oder für die Lieferung innerhalb eines beschränkten und gut abgegrenzten geographischen Gebiets;

— und/oder für eine begrenzte Anzahl Kunden. Dies umfasst die Möglichkeit für einen Endverbraucher, seinen eigenen Stromversorger zu sein;

3° die örtliche Lizenz für die Lieferung ab dezentralen Stromerzeugungsanlagen ohne Benutzung eines Verteilernetzes oder eines lokalen Stromübertragungsnetzes.

Die Regierung bestimmt die Merkmale der drei oben angeführten Kategorien.»

2.° Der 1. Absatz wird durch den folgenden Satz ersetzt:

«Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung für jede Kategorie von Lizenzen und unter Einhaltung der im vorliegenden Paragraphen angeführten Bedingungen die Kriterien zur Gewährung, zur Revision oder zum Entzug sowie die Gültigkeitsdauer der Lizenz.»

Art. 132 - Artikel 42, §§ 1 und 2 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 42 – § 1. Die Erzeugung von Grünstrom unterliegt der Gewährung einer Bescheinigung zur Herkunftsgarantie, die pro Erzeugungsstandort ausgestellt wird.

Die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie gibt an, dass die durch den betreffenden Erzeugungsstandort erzeugten Mengen Grünstrom deutlich identifiziert und gemessen werden können, dass dieser Strom mit dem Gütezeichen "Grünstrom mit Herkunftsgarantie" bezeichnet und verkauft werden kann, und dass dieser Strom auf die Gewährung von grünen Bescheinigungen Anspruch gibt.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Kriterien und das Verfahren für die Gewährung, die Revision und den Entzug der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie. Diese Kriterien betreffen insbesondere die Fähigkeit, die tatsächlich erzeugte Strommenge zu kontrollieren. Anlagen mit einer kleineren Leistung können einem vereinfachten Verfahren unterworfen werden. Die Regierung bestimmt die Leistungsschwelle, unterhalb deren das vereinfachte Verfahren angewandt wird.

In der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie werden die Energiequelle, aus der der Strom erzeugt wurde, die Leistung der Anlage, die angewandte Technologie und die Erzeugungsorte erwähnt.

Das Gütezeichen zur "Herkunftsgarantie", mit dem der aus erneuerbaren Energiequellen und/oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung erzeugte Strom versehen wird, gibt die Energiequelle, aus der der Strom erzeugt wurde, die erzeugten Mengen sowie die Erzeugungsdaten und -orte an».

Abschnitt 2 — Abänderungen des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts

Art. 133 - Der durch das Urteil Nr. 147/2004 des Schiedshofs für nichtig erklärte § 3 vom Artikel 10 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3. Falls der Netzbetreiber von einer Gemeinde, die auf ihrem Gebiet Eigentümer eines Teils des Netzes ist, oder von einer umschlossenen Gemeinde vorgeschlagen wird, kann die Regierung die Gemeinde ermächtigen, auf ihre Kosten die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken des auf ihrem Gebiet gelegenen und zur Durchführung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers notwendigen Verteilernetzes vorzunehmen.

Als umschlossene Gemeinde versteht man die Gemeinde, deren auf ihrem Gebiet befindliches Verteilernetz von einem anderen Betreiber als dem Netzbetreiber aller angrenzenden Gemeinden verwaltet wird.

Das durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken und der Konzessionen für den Bau von Autobahnen eingeführte Dringlichkeitsverfahren ist auf die in § 3, 1. Absatz erwähnten Enteignungen anwendbar.

In Abweichung von Artikel 9 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunale kann eine an einer mit dem Betrieb des Verteilernetzes beauftragten Interkommunale beteiligte Gemeinde sich über die in den in Artikel 9 erwähnten Fällen hinaus vor dem Ablauf der Interkommunale zurückziehen, wenn sie die in § 3, 1. Absatz erwähnten Bedingungen erfüllt. In diesem Fall ist ungeachtet jeglicher satzungsmäßigen Bestimmung keine Abstimmung erforderlich. Die Gemeinde ist verpflichtet, für den nach der Abschätzung der Sachverständigen berechneten Schaden, den ihre Zurückziehung bei den anderen Beteiligten und der Interkommunale verursacht, aufzukommen».

Art. 134 - Der durch das Urteil Nr. 147/2004 des Schiedshofs für nichtig erklärte Artikel 52 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 52 - Artikel 10 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird mit folgendem Paragraphen ergänzt:

« § 3. Falls der Netzbetreiber von einer Gemeinde, die auf ihrem Gebiet Eigentümer eines Teils des Netzes ist, oder von einer umschlossenen Gemeinde vorgeschlagen wird, kann die Regierung die Gemeinde ermächtigen, auf ihre Kosten die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken des auf ihrem Gebiet gelegenen und zur Durchführung der Aufgaben des von ihr vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers notwendigen Verteilernetzes vorzunehmen.

Als umschlossene Gemeinde versteht man die Gemeinde, deren auf ihrem Gebiet befindliches Verteilernetz von einem anderen Betreiber als dem Netzbetreiber aller angrenzenden Gemeinden verwaltet wird.

Das durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken und der Konzessionen für den Bau von Autobahnen eingeführte Dringlichkeitsverfahren ist auf die in § 3, 1. Absatz erwähnten Enteignungen anwendbar.

In Abweichung von Artikel 9 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunale kann eine an einer mit dem Betrieb des Verteilernetzes beauftragten Interkommunale beteiligte Gemeinde sich über die in den in Artikel 9 erwähnten Fällen hinaus vor dem Ablauf der Interkommunale zurückziehen, wenn sie die in § 3, 1. Absatz erwähnten Bedingungen erfüllt. In diesem Fall ist ungeachtet jeglicher satzungsmäßigen Bestimmung keine Abstimmung erforderlich. Die Gemeinde ist verpflichtet, für den nach der Abschätzung der Sachverständigen berechneten Schaden, den ihre Zurückziehung bei den anderen Beteiligten und der Interkommunale verursacht, aufzukommen.».

Art. 135 - In Artikel 30, § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird der Wortlaut "für einen unbegrenzten Zeitraum" gestrichen.

Art. 136 - Artikel 30, § 3, 1. Absatz desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1. Ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut wird in limine eingefügt:

«Es gibt drei Kategorien von Versorgungslizenzen:

1° die allgemeine Lizenz;

2° die begrenzte Lizenz:

— für eine begrenzte Energiemenge;

— und/oder für die Lieferung innerhalb eines beschränkten und gut abgegrenzten geographischen Gebiets;

— und/oder für eine begrenzte Anzahl Kunden. Dies umfasst die Möglichkeit für einen Endverbraucher, seinen eigenen Versorger zu sein;

3° die örtliche Lizenz für die Lieferung ab örtlichen Gaserzeugungsanlagen ohne Benutzung eines Gasversorgungsnetzes.

Die Regierung bestimmt die Merkmale der drei oben angeführten Kategorien.».

2° Im 1. Absatz wird der erste Satz durch den nächsten Satz ersetzt:

«Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt die Wallonische Regierung für jede Kategorie von Lizenzen und unter Einhaltung der im vorliegenden Paragraphen angeführten Bedingungen die Kriterien zur Gewährung, zur Revision oder zum Entzug sowie die Gültigkeitsdauer der Lizenz.»

Abschnitt 3 — Bestimmungen zur Freistellung vom föderalen Beitrag zum Ausgleich des Einkommensausfalls, den die Gemeinden wegen der Liberalisierung des Elektrizitätsmarkts erleiden

Art. 137 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2004 zur Freistellung vom föderalen Beitrag zum Ausgleich des Einkommensausfalls, den die Gemeinden wegen der Liberalisierung des Elektrizitätsmarkts erleiden, wird in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Sondergesetzes vom 13. September 2004 zur Abänderung von Art. 6, § 1, VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen bestätigt.

KAPITEL VII — Die Umweltgenehmigung

Art. 138 - In Art. 3, 2. Absatz des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird der Wortlaut "verordnet hat" durch den Wortlaut "verordnen kann" ersetzt.

Art. 139 - In Art. 14, § 5, 1. Absatz desselben Dekrets wird der Wortlaut "Wenn die integralen Bedingungen" durch den Wortlaut "Wenn die integralen Bedingungen nicht vorgeschrieben sind, und die vom Betreiber kraft Art. 58, § 2, 1° des Dekrets getroffenen Maßnahmen" ersetzt.

Art. 140 - In Art. 16, 1. Absatz desselben Dekrets wird der Wortlaut "per Einschreiben gegen Aufgabebescheinigung bei der Post oder ausgehändigtes Schreiben gegen Empfangsbescheinigung" gestrichen.

In Art. 16, 2. Absatz desselben Dekrets wird der Wortlaut "gegen Aufgabebescheinigung zu senden oder bei ihr gegen Empfangsbescheinigung abzugeben" durch den Wortlaut "zu senden" ersetzt.

Art. 141 - In Art. 18, 2. Absatz desselben Dekrets:

1° wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "gesandt" ersetzt;

2° wird der Wortlaut "per Einschreiben bei der Post eine Abschrift richtet, die er als demjenigen Antrag gleichlautend bestätigt," durch den Wortlaut "eine Abschrift des Antrags richtet," ersetzt.

Art. 142 - In Art. 19, 2. Absatz desselben Dekrets wird der Punkt 3° gestrichen.

Art. 143 - Art. 20 desselben Dekrets wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Art. 20 – § 1. Der technische Beamte richtet innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags in Übereinstimmung mit Artikel 18 seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, schickt der technische Beamte dem Antragsteller die Liste mit den fehlenden Unterlagen zu, wobei er ihm mitteilt, dass das Verfahren ab dem Eingang dieser Unterlagen bei der Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht worden ist, wiederanfängt. Am selben Tag richtet er eine Abschrift dieses Schreibens an die Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht worden ist.

§ 2. Der Antragsteller schickt der Gemeinde die beantragten ergänzenden Unterlagen zu. Die ergänzenden Unterlagen werden in so vielen Ausfertigungen übermittelt wie in dem ursprünglichen Genehmigungsantrag vorhanden.

Die Gemeindeverwaltung schickt die beantragten ergänzenden Unterlagen dem technischen Beamten innerhalb einer Frist von drei Werktagen ab dem Tag des Eingangs dieser ergänzenden Unterlagen zu. Die Gemeindeverwaltung behält eine Ausfertigung der ergänzenden Unterlagen.

Die Gemeindeverwaltung informiert den Antragsteller schriftlich über das Datum, an dem der technische Beamte die ergänzenden Unterlagen erhält.

Wenn die Gemeindeverwaltung die ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der im 2. Absatz bestimmten Frist gesandt hat, kann der Antragsteller direkt eine Abschrift davon an den technischen Beamten senden.

§ 3. Der technische Beamte richtet innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Tag des Erhalts der ergänzenden Unterlagen seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller.

Ist der technische Beamte für ein zweites Mal der Ansicht, dass der Antrag nicht vollständig ist, erklärt er ihn für unzulässig.

§ 4. Wenn der Antrag unzulässig ist, gibt der technische Beamte dem Antragsteller unter Einhaltung der in § 1, 1. Absatz vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in § 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit an.

§ 5. Wenn in Abweichung von § 1, 2. Absatz eine Umweltverträglichkeitsprüfung in Anwendung von Art. 8, § 4, 2. Absatz des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region oder von Art. 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle abgegeben werden muss, ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Antrag einzureichen, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung beigefügt wird. In diesem Fall ist Artikel 177, 1. Absatz und 2. Absatz, 1° und 2°, nicht anwendbar.».

Art. 144 - Art. 21, 2. Absatz desselben Dekrets wird durch den nachstehenden Absatz ersetzt:

«Am selben Tag sendet er eine Abschrift des Beschlusses, durch den der Antrag für vollständig und zulässig erklärt wird, an die Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht worden ist.».

Art. 145 - Art. 22 desselben Dekrets wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Art. 22 - Wenn der technische Beamte dem Antragsteller den in Art. 20, § 1, 1. Absatz oder in Art. 20, § 3 erwähnten Beschluss nicht zugesandt hat, gilt der Antrag am Ablauf der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig. Das Verfahren wird weitergeführt.».

Art. 146 - In Art. 30, 1. Absatz desselben Dekrets:

1. wird der Wortlaut "zuständige Behörde" durch den Wortlaut "Gemeinde, bei der der Antrag eingereicht worden ist" ersetzt;

2. wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt;

3. wird der Wortlaut "Artikel 20, Absatz 1 und 3" durch den Wortlaut "Artikel 20" ersetzt.

4° wird der Wortlaut "und ggf. die ergänzenden Unterlagen" zwischen die Wörter "Antrags" und "den" eingefügt.

In Art. 30, 2. Absatz desselben Dekrets wird der Wortlaut "oder händigen dieses gegen eine Empfangsbescheinigung aus, und zwar " gestrichen.

In Art. 30, 3. Absatz desselben Dekrets wird der Wortlaut "oder einer Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung" gestrichen.

Art. 147 - Art. 32, § 1, 2. Absatz desselben Dekrets wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Der zusammenfassende Bericht und der vollständige Antrag werden der zuständigen Behörde zugesandt, und zwar innerhalb von:

1° siebzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundertzehn Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft. » .

Im 3. Absatz desselben Paragraphen wird das Wort "übermittelt" durch das Wort "sendet" ersetzt.

In Art. 32, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 wird folgender Absatz hinzugefügt:

«In den in Art. 13, 2. Absatz erwähnten Fällen können die in Art. 35, § 1, 1. Absatz erwähnten Fristen durch Beschluss des technischen Beamten verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Dieser Beschluss wird dem Antragsteller innerhalb der in Art. 35, § 1, 1. Absatz erwähnten Frist zugesandt.».

Art. 148 - Art. 32 desselben Dekrets wird mit einem Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3. In dem in Art. 13, 2. Absatz erwähnten Fall, sind der § 1, 2. Absatz des vorliegenden Artikels und Art. 34 nicht anwendbar.».

Art. 149 - Art. 35 desselben Dekrets wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Art. 35 - § 1. Die zuständige Behörde richtet ihren Beschluss an den Antragsteller und an den technischen Beamten sowie, durch gewöhnliches Schreiben, an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, und zwar innerhalb von:

1° neunzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundertvierzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

Wenn der zusammenfassende Bericht vor Ablauf der in Artikel 32, § 1, 2. Absatz erwähnten Frist übermittelt wird, richtet die zuständige Behörde ihren Beschluss an den Antragsteller und an den technischen Beamten, sowie durch ein gewöhnliches Schreiben an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, und zwar innerhalb von:

1° zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Artikel 32, § 1, 2. Absatz den zusammenfassenden Bericht des technischen Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 2 betrifft;

2° dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß Artikel 32, § 1, 2. Absatz den zusammenfassenden Bericht des technischen Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 1 betrifft.

Wenn die zuständige Behörde vom zusammenfassenden Bericht abweicht, gibt sie die Gründe dafür an.

In dem in Art. 13, 2. Absatz erwähnten Fall, ist nur der 1. Absatz des vorliegenden Paragraphen anwendbar.

§ 2. In der in Artikel 32, § 2 erwähnten Annahme wird die der zuständigen Behörde für die Einsendung ihres Beschlusses zugestandene Frist um einen Zeitraum verlängert, der mit der von dem technischen Beamten festgelegten Frist übereinstimmt.».

Art. 150 - Art. 40 desselben Dekrets wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Art. 40 – § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse nachzuweisen vermag, sowie der technische Beamte können gegen die Beschlüsse der in Artikel 13, Absätze 1 und 2 erwähnten Behörden bezüglich der Erteilung von Umweltgenehmigungen für andere als zeitweilige Betriebe und gegen das Fehlen eines Beschlusses seitens dieser Behörden nach Ablauf der in Artikel 35 erwähnten Fristen bei der Regierung Einspruch erheben.

Das Fehlen eines Beschlusses seitens der in Artikel 13 erwähnten Behörden bezüglich der Erteilung oder der Verweigerung der Umweltgenehmigungen, mit Ausnahme der zeitweiligen Umweltgenehmigungen, führt dazu, dass es für die Behörden unmöglich ist, Einspruch zu erheben.

§ 2. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch an den für den Einspruch zuständigen technischen Beamten gerichtet, und zwar innerhalb von zwanzig Tagen:

1° entweder, was den Antragsteller und den technischen Beamten betrifft, ab dem Erhalt des von der zuständigen Behörde stammenden Beschlusses, wenn dieser innerhalb der in Artikel 35 erwähnten Fristen gesandt wurde, oder des diesen Beschluss ersetzenden Dokuments;

2° oder, was den Antragsteller und den technischen Beamten betrifft, ab dem Ablauf der in Art. 35 erwähnten Fristen;

3° oder, was die Personen betrifft, die nicht in Punkt 1 erwähnt sind, ab dem ersten Tag der Bekanntmachung des Beschlusses gemäß Artikel 35, oder des diesen Beschluss ersetzenden Dokuments.

Wird der Beschluss in mehreren Gemeinden ausgehängt, so wird die Frist verlängert, und zwar bis zu dem zwanzigsten Tag, der auf den ersten Tag folgt, an dem die Bekanntmachung als letzte in einer der Gemeinden ausgehängt wurde.

§ 3. Insbesondere auf der Grundlage der eingeholten Gutachten, wird von dem technischen Beamten ein zusammenfassender Bericht abgefasst. Dieser Bericht beinhaltet die in Artikel 32 erwähnten Elemente.

Der zusammenfassende Bericht wird an die Regierung gerichtet, und zwar innerhalb von:

1° fünfzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

An dem Tag, an dem der technische Beamte den zusammenfassenden Bericht sendet, setzt dieser den Antragsteller davon in Kenntnis.

§ 4. Die in § 3 erwähnten Fristen können durch einen Beschluss des technischen Beamten verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Dieser Beschluss wird innerhalb der in § 3, 2. Absatz erwähnten Frist an die Regierung und den Antragsteller, sowie an den Einsprucherheber gerichtet.

§ 5. Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluss, außer wenn er vom technischen Beamten erhoben wird.

§ 6. Die Regierung bestimmt:

1° die Informationen, die der Einspruch beinhalten muss, dessen Form, sowie die Anzahl der Ausfertigungen, die eingereicht werden müssen;

2° die Modalitäten, nach denen der Einspruch der Öffentlichkeit mitgeteilt wird;

3° die Modalitäten zur Untersuchung des Einspruchs, zur Verfassung des zusammenfassenden Berichts, die zu konsultierenden Instanzen, und die Fristen, innerhalb deren die Gutachten abzugeben sind. Falls innerhalb der vorgesehenen Fristen kein Gutachten eingesendet wurde, wird das Gutachten als günstig betrachtet.

§ 7. Die Regierung sendet ihren Beschluss an den Einsprucherheber innerhalb einer Frist von:

2° siebzig Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundertzehn Tagen, wenn der Einspruch einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

Wenn der zusammenfassende Bericht vor Ablauf der in § 3 erwähnten Frist übermittelt wird, richtet die Regierung ihren Beschluss innerhalb von:

1° zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß § 3 den zusammenfassenden Bericht des technischen Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 2 betrifft;

2° dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie gemäß § 3 den zusammenfassenden Bericht des technischen Beamten erhält, was die Betriebe der Klasse 1 betrifft.

In der in § 4 erwähnten Annahme wird die der Regierung für die Einsendung ihres Beschlusses zugestandene Frist um einen Zeitraum verlängert, der mit der von dem technischen Beamten festgelegten Frist übereinstimmt.

§ 8. Falls der Beschluss nicht innerhalb der in § 7 vorgesehenen Frist übermittelt wird:

1° wird der in erster Instanz gefasste Beschluss bestätigt;

2° falls die Einsendung des in erster Instanz getroffenen Beschlusses nicht innerhalb der in Art. 35 vorgesehenen Frist stattgefunden hat, gilt der Beschluss als in Übereinstimmung mit den im zusammenfassenden Bericht festgelegten Schlussfolgerungen gefasst, wenn der zusammenfassende Bericht in Übereinstimmung mit § 3 gesandt wurde. Der zusammenfassende Bericht wird vom technischen Beamten an den Antragsteller gesandt.

§ 9. Falls die Ablehnung der Genehmigung sich aus dem Fehlen eines Beschlusses in erster Instanz oder im Anschluss an einen Einspruch ergibt und kein zusammenfassender Bericht innerhalb der vorgesehenen Fristen übermittelt wurde, ist eine dem zwanzigfachen Betrag der in Artikel 177, 2. Absatz, 1° und 2° erwähnten Bearbeitungsgebühren entsprechende Entschädigung zu Lasten der Region zu entrichten.

Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig. » .

Art. 151 - In Art. 46, 1. Absatz desselben Dekrets:

1.° wird der Wortlaut "40, §2" durch den Wortlaut "40, § 5" ersetzt;

2.° wird der Wortlaut "40, § 1" durch den Wortlaut "40, § 2" ersetzt.

Art. 152 - Ein Artikel 183 bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 183bis - Die vor dem Inkrafttreten des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung eingereichten Anträge auf eine Umweltgenehmigung oder eine Globalgenehmigung sowie die betreffenden administrativen Beschwerden werden nach den am Tag der Einreichung des Antrags gültigen Regeln behandelt. » .

KAPITEL VIIbis — Dekret vom 15. April 1999
über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau"
(Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)

Art. 153 - In Artikel 16, § 3 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" wird ein 2. Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Spätestens für den 31. März teilt jeder Wasserversorger ihm den durchschnittlichen Ertrag seines Netzes im vorhergehenden Jahr mit. Die Modalitäten für die Berechnung des durchschnittlichen Ertrags werden von der Regierung festgelegt.».

Art. 154 - In Art. 44 desselben Dekrets wird die Zahl "2004" durch die Zahl "2009"ersetzt.

KAPITEL VIII — Schlussbestimmung

Art. 155 - Das vorliegende Dekret tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft, mit Ausnahme des Kapitels III, das am 1. Januar 2005 in Kraft tritt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Februar 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
Fußnoten

(1) Sitzung 2004-2005.

Dokumente des Rates 74 (2004-2005) Nr. 1 bis 53.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 1. Februar 2005. Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 2. Februar 2005. Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 562

[C — 2005/27144]

3 FEBRUARI 2005. — Programmadecreet betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging(1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Transversale maatregelen*

Artikel 1. De Regering wordt er bij besluit toe gemachtigd de bestaande decreten op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen om de verhoudingen tussen de gebruikers en het bestuur te vergemakkelijken.

Daartoe kan zij :

- de lijst en de wijze van overlegging van de vereiste bewijsstukken herzien aan de hand van een overeenkomstig een decreet ingediende aanvraag;
- de regels betreffende de termijnen die van toepassing zijn op de uitvoering van de bij een decreet georganiseerde procedures herzien;
- de regels betreffende de bij een decreet ingestelde termijnen van inzage herzien en met name voorzien in de mogelijkheid van dringende raadplegingen die het voorwerp van een bijzondere motivering moeten uitmaken;
- de betalingsmodaliteiten herzien die van kracht zijn in procedures ingesteld bij een decreet;
- de bij een decreet ingestelde wijzen van overmaking van documenten herzien.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde besluiten moeten binnen achttien maanden na de inwerkingtreding van dit decreet goedgekeurd worden.

De besluiten vergezeld in voorkomend geval van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State en van de teksten van de ontwerpen die onderworpen werden aan het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State worden vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* medegedeeld aan de voorzitter van de Waalse Gewestraad.

Als ze niet bij decreet binnen achttien maanden na hun inwerkingtreding bekrachtigd zijn, worden deze besluiten van rechtswege opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Economie en tewerkstelling**Afdeling 1. — Economie*

Art. 3. § 1. De "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort "SOWALFIN" wordt belast met een gemachtigde opdracht om een opvangstructuur genoemd "Uitwisselingsbeurs voor ondernemingen" op de door de Regering bepaalde wijze op touw te zetten ten einde de ontmoeting van de kandidaat-verkopers en de kandidaat-kopers van ondernemingen zoals bepaald in artikel 4 van het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises".

De "Sowalfin" wordt belast met een bijstandsofdracht om vraag en aanbod zo goed mogelijk op elkaar te laten inspelen. De "Sowalfin" zorgt er als adviseur voor om de verschillende actoren die in een mechanisme voor de overdracht van ondernemingen tussenkomen, te verenigen.

§ 2. De "SOWALFIN" wordt belast met een gemachtigde opdracht om een bijzondere regeling voor gedeeltelijke en aanvullende waarborg met het oog op de bevordering van het microkrediet, met name via het netwerk van de maatschappijen voor onderlinge borgstelling, op de door de Regering bepaalde wijze op touw te zetten.

In het kader van deze gemachtigde opdracht kan de "Sowalfin" de contragarantie waarborgen ten belope van 75 % van de borgstellingen uitgegeven op de microkredieten die toegekend zijn aan de zeer kleine bedrijven en aan de kleine en middelgrote ondernemingen door de kredietinstellingen en de financiële instellingen erkend door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen.

Onder microkrediet wordt verstaan in het kader van de toepassing van deze gemachtigde opdracht, het krediet toegekend door een kredietinstelling of een door de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen erkende financiële instelling, waarvan het bedrag kleiner dan of gelijk is aan 25.000 euro en waarvan de begunstigde voldoet aan de definitie van micro-onderneming zoals bedoeld in artikel 4, § 1, vijfde lid, van bovenvermeld decreet.

Art. 4. Artikel 16 van het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" wordt gewijzigd als volgt :

1. in § 1 wordt het cijfer "drie" vervangen door het cijfer "twee";
2. in § 5 worden de woorden "zijn collega's" vervangen door de woorden "zijn collega".
3. In § 6 worden de woorden "minstens twee commissarissen van de Regering" vervangen door de woorden "de commissarissen van de Regering".

Art. 5. Het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen wordt gewijzigd als volgt :

1. in artikel 2 wordt de eerste zin van het tweede lid vervangen als volgt :

« Zij worden toegewezen krachtens een eenzijdige beslissing die getroffen wordt na onderhandeling tussen de Regering en de grote onderneming, en in voorkomend geval, na advies van het technisch comité bedoeld in artikel 19, § 1, van dit decreet. »;

2. het opschrift van hoofdstuk IV wordt vervangen als volgt : "Het technisch comité en de opvolgingscommissie";

3. artikel 19 wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. Er wordt een technisch comité opgericht dat ermee belast wordt een gemotiveerd advies aan de Regering uit te brengen over het voorstel van de premietoekenning binnen een termijn van tien dagen te rekenen van het tijdstip waarop de aangelegenheid door de Minister van economie aanhangig wordt gemaakt op grond van de volgende criteria :

- 1° het al dan niet noodzakelijk karakter van de toekenning van de incentives;
- 2° de positieve elementen van het dossier betreffende de aanvraag van de incentives;
- 3° de negatieve elementen of de zwakke punten van het dossier betreffende de aanvraag van de incentives.

Wanneer het bestuur zijn voorstel van beslissing tot toekenning van de premie aan de Minister van Economie zendt, stelt het bij aangetekend schrijven de onderneming in kennis van zijn voorstel en van de mogelijkheid waarover ze beschikt om binnen vijf dagen de Minister er als voorafgaand advies om te verzoeken de aangelegenheid bij het technisch comité aanhangig te maken.

Na deze termijn kan de Minister van Economie op eigen initiatief de zaak bij het technisch comité aanhangig maken alvorens een beslissing tot toekenning of weigering van de premie te nemen.

Het technisch comité bestaat uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister van Economie die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° vier leden uit de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);
- 3° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De Regering wijst de gewone en de plaatsvervangende leden van dit comité aan. De leden bedoeld in 2° van het vorige lid worden door de Regering aangewezen op grond van een dubbellijst voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région Wallonne".

Het in 3° van het vierde lid van deze paragraaf bedoelde lid neemt het secretariaat van het technisch comité waar.

Het technisch comité kan een beroep doen op deskundigen of technici al naargelang van de dossiers die het voorgelegd krijgt en op voorstel van één van zijn leden.

§ 2. Binnen de door de Regering aangewezen dienst wordt een opvolgingscommissie opgericht om de impact van de beslissingen betreffende de toekenning van premies aan de grote ondernemingen te onderzoeken. Ze wordt ermee belast een jaarlijks activiteitenverslag op te stellen dat ze meedeelt aan de Regering, aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" en aan het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek).

De opvolgingscommissie bestaat uit :

- 1° vier leden uit de "Conseil économique et social de la Région wallonne";
- 2° een lid uit de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling);
- 3° drie vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 4° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 5° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De Regering wijst de gewone en de plaatsvervangende leden van deze opvolgingscommissie aan. De leden bedoeld in het tweede lid, 1°, van deze paragraaf worden door de Regering aangewezen op grond van een lijst van twaalf personen voorgedragen door de instelling die ze vertegenwoordigen. De leden bedoeld in het tweede lid, 2° tot 5°, van deze paragraaf worden op voorstel van de bevoegde Minister door de Regering aangewezen.

§ 3. De leden van het technisch comité en van de opvolgingscommissie worden voor een verlengbare termijn van vier jaar benoemd.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen vóór verstrijken ervan wordt vervangen door zijn plaatsvervanger voor de overblijvende periode.

De leden van het technisch comité en van de opvolgingscommissie, evenals de deskundigen of de technici waarop een beroep wordt gedaan, zijn ertoe verplicht de feiten, handelingen of inlichtingen waarvan ze kennis hebben gehad in de uitoefening van hun ambt, geheim te houden zowel tijdens de duur van hun mandaat als na verstrijken ervan. Elke overtreding van die regel wordt bestraft met één van de straffen bepaald bij artikel 458 van het Strafwetboek.

Het technisch comité en de opvolgingscommissie stellen hun huishoudelijk reglement vast, dat ze binnen zes maanden na hun installatie aan de Minister van Economie mededelen".

Afdeling 2. — Onderzoek

Art. 6. Artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor Industriële Vernieuwing, vervangen bij het decreet van 7 december 1989, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In hoofde van de dotatie bedoeld in 3° van het vorige lid wordt een maximumbedrag van vijf miljoen euro jaarlijks voor de financiering van het F.I.V. opgenomen van het Fonds voor de financiering van de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het Onderzoek en de Technologieën, zoals opgericht bij artikel 5 van het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën. »

*Afdeling 3. — Tewerkstelling**Onderafdeling 1. — Tewerkstelling*

Wijzigingen van het decreet van april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector

Art. 7. In artikel 7 van het decreet van april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt een punt 12° toegevoegd, luidend als volgt :

« 12° de deeltijds tewerkgestelde werkzoekenden. »

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De betrekkingen bedoeld bij dit decreet kunnen eveneens bekleed worden door :

1° de werkzoekenden die gedurende minstens zes maanden tijdens de laatste twaalf maanden een door het Waalse Gewest erkende opleiding hebben genoten;

2° de werkzoekenden die de begeleiding van een reconversiecel hebben genoten, zoals bedoeld in het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen ».

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt een lid in fine toegevoegd, luidend als volgt :

« De betrekkingen bedoeld bij dit decreet kunnen eveneens bekleed worden door niet-werkende werkzoekenden die gedurende minstens zes maanden tijdens de laatste twaalf maanden een door het Waalse Gewest erkende opleiding hebben genoten. ».

Art. 10. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de punten 8°, 9°, 10° en 11° ingevoegd, luidend als volgt :

« 8° de periodes waarin de werkzoekende de vergoedingen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering geniet;

9° de periodes van tewerkstelling in het kader van het programma "Plan Opleiding-inschakeling), zoals bedoeld in het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

10° de periodes van gevangenzetting in een penitentiaire instelling of een instelling tot de bescherming van de maatschappij;

11° de periodes van tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst Activa of SINA, gesloten krachtens het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen».

Art. 11. In artikel 15, § 3, eerste lid, 1° en 2° van hetzelfde decreet worden de woorden "te rekenen van de datum waarop de beslissingen bedoeld in artikel 23 worden bekendgemaakt" vervangen door de woorden "te rekenen van 31 december 2003".

Art. 12. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. In paragraaf 1 worden het derde en het vierde lid vervangen als volgt :

« De gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen de punten die hen werden toegekend, afstaan aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, indien deze overheden vertegenwoordigd zijn in de raad van bestuur van bedoelde werkgevers. ».

2. In paragraaf 2 worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

« De provincies kunnen de punten die hen werden toegekend afstaan aan, enerzijds, de verenigingen van gemeenten en de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvan ze lid zijn, indien deze overheden vertegenwoordigd zijn in de raad van bestuur van bedoelde werkgevers ».

3. een paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De verenigingen van gemeenten kunnen de punten die hen werden toegekend afstaan aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°.

De verenigingen van gemeenten kunnen de punten die hen werden toegekend, afstaan aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, indien deze overheden vertegenwoordigd zijn in de raad van bestuur van bedoelde werkgevers. »

1. een paragraaf 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provincies en de verenigingen van gemeenten moeten volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten het overlegcomité in kennis stellen van het afstaan van punten aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1° ».

Art. 13. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. In het tweede lid, in fine, worden de woorden "rekening houdend met de hierna vermelde modaliteiten" opgeheven.

2. De leden 3 tot 7 worden opgeheven.

Onderafdeling 2. — Wijziging van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma

Art. 14. In artikel 2 van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. De in dit decreet bedoelde arbeidsplaatsen kunnen worden voorbehouden aan werkzoekenden bedoeld in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord gesloten op 4 maart 1997 tussen de federale Staat en de Gewesten betreffende het doorstromingsprogramma ».

Art. 15. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De bepalingen van dit decreet kunnen op de werkgever toegepast worden tijdens de in artikel 9 van dit decreet bepaalde periode van het arbeidscontract ».

Art. 16. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid gewijzigd als volgt :

1. in 1° worden de volgende littera's toegevoegd :

« f. zich verbinden de werknemer in kennis te stellen van het voorlopige karakter van het stelsel en van de begeleidings- en opleidingsinstrumenten die door de "Forem" ter beschikking worden gesteld;

g. zich verbinden het dienstrooster indien nodig aan te passen zodat de werknemer kan deelnemen aan opleidingen en, gedurende de zes laatste maanden van zijn contract, zijn doorstroming kan uitwerken in samenwerking met de diensten van de "Forem".

2. in 2° in fine worden de woorden "en die inspelen op een sociale voorrangsbepaald door de in artikel 7, § 2, van dit decreet bedoelde commissie" toegevoegd.

Art. 17. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. De Regering bepaalt de procedure voor de indiening, de behandeling, de controle en de evaluatie van de aanvragen.

De Regering kan, in de gevallen en onder de voorwaarden die ze bepaalt, een einde maken aan de tegemoetkoming van het Gewest en eisen dat de werkgever ze geheel of gedeeltelijk terugbetaalt.

§ 2. Een adviescommissie waarvan de samenstelling door de Regering wordt bepaald, wordt opgericht. De commissie wordt ermee belast de Regering adviezen of aanbevelingen op eigen initiatief of op verzoek uit te brengen over :

1° de werking van het stelsel;

2° de sociale voorrangsbepaalden in het kader van dit decreet ».

*Afdeling 4. — Sociale economie – Wijzigingen van het decreet van 27 mei 2004
betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie*

Art. 18. In artikel 5 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering kan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid van dit artikel nader bepalen. »

Art. 19. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden "door de in artikel 16 bedoelde commissie" toegevoegd tussen de woorden "De aanvrager kan vragen om" en de woorden "gehoord te worden".

Art. 20. De eerste zin van artikel 14 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt : "In voorkomend geval en na advies van de in artikel 16 bedoelde commissie spreekt de Regering zich uit over het beroep en stuurt haar beslissing naar de aanvrager binnen een termijn van vier maanden, met ingang van de datum van de verzending door de administratie van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 12. »

Art. 21. In artikel 15, tweede lid, in fine, van hetzelfde decreet worden de woorden "wordt het voorwerp van het verzoek om beroep geacht gunstig te zijn" vervangen door de woorden "wordt de Regering geacht gunstig beslist te hebben".

Art. 22. In artikel 17 van hetzelfde decreet wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° ze brengt in voorkomend geval adviezen op beroep aan de Regering uit. ».

Art. 23. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° De inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen door de woorden "Er wordt een basissubsidie verleend op voorwaarde dat het bestuur een verslag goedkeurt, waaruit blijkt dat het adviesverlenend agentschap de volgende voorwaarden vervult. »;

2° Punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° een activiteitenverslag overleggen over de hoeveelheid, de kwaliteit en de duurzaamheid en het aantal gecreëerde banen van de projecten betreffende de bedrijven voor sociale handelseconomie begeleid door het adviesverlenende agentschap gedurende het jaar voor het jaar in de loop waarvan het de subsidie aanvraagt; ».

Art. 24. Artikel 24, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de subsidie wordt jaarlijks door de Regering aangepast op grond van de evolutie van de index der consumptieprijs. Deze indexering is evenwel beperkt tot de door de Waalse Gewestraad bepaalde groei van de algemene begroting van de primaire uitgaven. »

Art. 25. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. in het eerste lid, in fine, worden de woorden "wordt de bijkomende subsidie bedoeld in artikel 23 op maximum 10.000 euro vastgelegd" vervangen door de woorden "kent de Regering binnen de perken van de begrotingskredieten een bijkomende toelage toe aan het adviesverlenende agentschap".

2. Het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de toelagen wordt jaarlijks door de Regering aangepast naar gelang van de evolutie van de index der consumptieprijs. Deze indexering is evenwel beperkt tot de door de Waalse Gewestraad bepaalde groei van de algemene begroting van de primaire uitgaven. »

Art. 26. De artikelen 27 en 29 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 27. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. De in artikel 24 bedoelde subsidie kan naar rato van 70 % uitbetaald worden vanaf de goedkeuring van het in artikel 22 bedoelde verslag en op grond van het overleggen door het erkende adviesverlenende agentschap van een aangifte van schuldvorderingen overeenstemmend met het bepaalde bedrag.

Het saldo van de in artikel 24 bedoelde subsidie wordt betaald na overlegging door het adviesverlenende agentschap van een financieel verslag over het gebruik van de toelagen en van een aangifte van schuldvordering overeenstemmend met het saldo.

Dit verslag moet binnen vier maanden na de afsluiting van het betrokken boekjaar aan het bestuur medegegeeld worden. Het bestuur wordt ermee belast de overeenstemming van de voorgelegde uitgaven en de naleving van de bepalingen van dit decreet te verifiëren. Deze termijn kan door de Regering met twee maanden verlengd worden op grond van een gerechtvaardigde aanvraag die door het adviesverlenende agentschap bij het bestuur wordt ingediend.

De in artikel 25 bijkomende toelage wordt vanaf de kennisgeving geheel uitbetaald op grond van het overleggen door het erkende adviesverlenende agentschap van een aangifte van schuldvorderingen overeenstemmend met het bepaalde bedrag. ».

HOOFDSTUK III. — *Fiscaliteit*

Afdeling 1. — Successierechten en schenkingsrechten op de overdrachten van ondernemingen

Art. 28. Artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997 en gewijzigd bij het decreet van 16 december 1998 wordt gewijzigd als volgt :

1. in § 1 :

A. worden de woorden "vastgesteld op 3 % van het netto-aandeel in een onderneming die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven personeelsleden tewerkstelt, voor zover de nalatenschap of de vereffening van het huwelijksvermogensstelsel ten gevolge van een overlijden betrekking heeft op" vervangen als volgt "teruggebracht tot het in § 1*bis* bedoelde verminderde tarief van het netto-aandeel in een onderneming :

— die ofwel bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven personeelsleden tewerkstelt;

— waarin de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, aangesloten zijn bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, voor zover de nalatenschap of de vereffening van het huwelijksvermogensstelsel ten gevolge van een overlijden betrekking heeft op";

B. in 1° worden de

— woorden "goederen" vervangen door de woorden "een zakelijk recht op goederen"

— woorden "waarmee de de cujus of zijn echtgenoot tot de dag van zijn overlijden een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaatte" vervangen door de woorden "waarmee de cujus of zijn wettelijk samenwonende tot de dag van zijn overlijden een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaatte of een vrij beroep of een last of post uitoefende;"

C. punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° een zakelijk recht op :

a. effecten :

— van een vennootschap waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een Lidstaat van de Europese Unie en die een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefent;

— van een vennootschap bedoeld in artikel 16 van het Wetboek der vennootschappen waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een Lidstaat van de Europese Unie en die een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefent;

Het geheel van de overgedragen effecten moet ten minste 10 % van de stemrechten in de algemene vergadering bedragen.

Als het geheel van de overgedragen effecten minder bedraagt dan 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering moet bovendien een aandeelhouderschapsovereenkomst gesloten worden voor ten minste 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering. Door het sluiten van deze overeenkomst verplichten de partijen zich ertoe de in paragraaf 3 van dit artikel bedoelde voorwaarden in acht te nemen.

b. schuldvorderingen op een in a. bedoelde vennootschap".

2. Er wordt een § 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1*bis*. Het in § 1 bedoelde verminderde tarief bedraagt :

1° 0 % wanneer de volgende voorwaarden worden vervuld :

a. het netto-aandeel van de in § 1 bedoelde vennootschap geheel of gedeeltelijk geërfd wordt door een erfgenaam in rechte linie, door de overlevende echtgenote of door de overlevende wettelijk samenwonende of door personen die deel uitmaken van het personeel van de ondernemingen en die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en dit, ten belope van hun netto-aandeel;

b. het in § 1 bedoelde netto-aandeel heeft betrekking op een onderneming :

1. die minder dan 250 personen tewerkstelt;

2. en waarvan :

— de jaarlijkse omzet niet hoger is dan 40 miljoen euro;

— het totaal van de jaarlijkse balans niet hoger is dan 27 miljoen euro;

2. die het onafhankelijkheidscriterium naleeft; onafhankelijk is, de onderneming waarvan het kapitaal of de stemrechten ten belope van 25 % of meer niet in handen is van een onderneming of verschillende ondernemingen die niet overeenstemmen met bovenbedoelde criteria 1 en 2. Deze drempel mag in beide gevallen overschreden worden :

— als de onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, maatschappijen met risicodragend kapitaal of institutionele investeerders met inbegrip van gewestelijke ontwikkelingsfondsen of universitaire instellingen en op voorwaarde dat deze individueel of gezamenlijk geen controle uitoefenen op de onderneming;

— als uit de kapitaalverspreiding voortvloeit dat het onmogelijk is te weten wie dit kapitaal in handen heeft en dat de onderneming verklaart dat ze legitiem kan aannemen dat ze niet tegen 25 % of meer in handen is van een onderneming of verschillende ondernemingen die niet overeenstemmen met bovenbedoelde criteria 1 en 2.

Voor de berekening van hierbovenvermelde drempels worden de gegevens van de in § 1 bedoelde onderneming en van alle ondernemingen waarvan ze al dan niet rechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van de stemrecht bezit, bij elkaar opgeteld.

Het aantal tewerkgestelde personen stemt overeen met het jaarlijkse gemiddelde van het aantal personen die in het kader van een arbeidsovereenkomst voltijds worden tewerkgesteld in de in § 1 bedoelde onderneming, dat gelijk is aan het aantal werkeenheden per jaar.

De voor de omzet of voor het totaalbalans overgewogen drempels zijn de drempels m.b.t. het laatst afgesloten boekjaar van twaalf maanden vóór het overlijden. In geval van een oprichting van een onderneming waarvan de rekeningen op de datum van het overlijden nog niet afgesloten zijn, maken de te overwegen drempels het voorwerp uit van een schatting te goeder trouw in de loop van het boekjaar;

2° 3 % wanneer de in 1° bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn”.

3. Er wordt een § 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1ter. Onder effecten wordt verstaan :

a. de aandelen, winstaandelen, intekeningsrechten en aandelen van een vennootschap;

b. de certificaten m.b.t. de in a. bedoelde effecten :

— wanneer ze worden uitgegeven door rechtspersonen die gevestigd zijn in één van de lidstaten van de Europese economische ruimte en die houder zijn van de effecten waarop de certificaten betrekking hebben;

— wanneer de uitgever van de certificaten alle rechten gebonden aan de effecten waarop ze betrekking hebben, met inbegrip van het stemrecht, uitoefent;

— wanneer dit certificaat bepaalt dat zijn titularis elk product of inkomen gebonden aan de effecten onderworpen aan de certificering van de uitgever van de effecten kan eisen”.

1. Er wordt een § 1quater ingevoegd, luidend als volgt :

§ 1 quater. Onder schuldvorderingen wordt verstaan elk geldlening al dan niet in de vorm van effecten, gegeven door de overledene aan de vennootschap waarvan hij aandelen of deelbewijzen bezit, wanneer deze lening rechtstreeks is gebonden aan de behoeften van de industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, van het vrij beroep of van het ambt of post uitgeoefend ofwel door de vennootschap zelf in het geval van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., eerste streepje, ofwel door de vennootschap zelf en haar dochtervennootschappen en in het kader van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., tweede streepje.

De bovenvermelde schuldvorderingen worden nochtans uitgesloten voor zover het totale nominale bedrag van de schuldvorderingen hoger is dan het deel van het sociaal kapitaal dat werkelijk volstort wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de overledene op datum van diens overlijden. De andere winsten dan de verdeelde en als dusdanig belaste winsten die in het kapitaal worden ingelijfd, worden niet beschouwd als volstort kapitaal. ».

5. in § 2 worden de woorden “van de in paragraaf 1, 1°, bedoelde goederen, of de waarde van de in paragraaf 1, 2°, bedoelde effecten” vervangen door de woorden “van de zakelijke rechten op de in paragraaf 1, 1° bedoelde goederen of de waarden van de zakelijke rechten op de effecten en schuldvorderingen bedoeld in paragraaf 1, 2°,”.

6. in § 3 :

a. in 1° worden de woorden “ofwel in hoofde van de in § 1, 1° bedoelde onderneming, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf in het kader van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., eerste streepje, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf en van haar dochtervennootschappen in het kader van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., tweede streepje”, ingevoegd na de woorden “de onderneming gedurende minstens vijf jaar na het overlijden een activiteit voortzet”;

b. punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° het aantal werknemers in de onderneming, wanneer de onderneming personeelsleden ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid tewerkstelt, of het aantal zelfstandigen die in hoofdberoep gebonden zijn aan de onderneming en die hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, wanneer de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, uitgedrukt in voltijdse eenheden, tijdens de eerste vijf jaar na het overlijden gelijk blijft aan ten minste 75 %, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf in het kader van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., eerste streepje, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf en van haar dochtervennootschappen in het kader van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., tweede streepje;

c. in 3° worden de woorden “dat geïnvesteerd is in een in paragraaf 1, 1°, bedoelde onderneming” vervangen door de woorden “dat geïnvesteerd is in een in paragraaf 1, 1°, bedoelde onderneming, vrij beroep, ambt of post,”;

d. in 4° :

— wordt het woord “erfgenamen” vervangen door het woord “opvolgers”;

— worden de woorden “en dat het toepasselijke verminderde tarief volgens de erfgenamen, legatarissen en begiftigden bepaalt” ingevoegd na de woorden “dat ze aan de vereisten voldoen”;

e. in 5° worden de woorden “erfgenamen” vervangen door de woorden “opvolgers”.

7. Er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Behalve in geval van overmacht zijn de successierechten overeenkomstig de artikelen 48 tot 60 verschuldigd als de in § 3 bedoelde bepalingen niet worden nageleefd. » .

Art. 29. Artikel 140bis van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, waarvan de actuele tekst paragraaf 1 vormt, wordt gewijzigd als volgt :

1. In § 1 :

A. worden de woorden “verlaagd tot 3 pct. Voor” vervangen door de woorden “teruggebracht tot het in § 2 bedoelde verminderde tarief” voor de schenkingen van ondernemingen, wanneer deze schenkingen betrekking hebben op”;

B. in 1°

— worden de woorden “van de volle eigendom van een universaliteit van goederen of ” vervangen door de woorden “van een zakelijk recht op een universaliteit van goederen of een”;

— worden de woorden “ambachts- of landbouwactiviteit” vervangen door de woorden “ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit”;

C. wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° de bij authentieke akte vastgestelde overeenkomsten die de overdracht ten kosteloze titel vaststellen van een zakelijk recht op :

a. aandelen of deelbewijzen :

— van een vennootschap waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een Lidstaat van de Europese Unie en die een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefent;

— van een vennootschap bedoeld in artikel 16 van het Wetboek der vennootschappen waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een Lidstaat van de Europese Unie en waarvan de dochtervennootschappen een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaten of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefenen;

b. schuldvorderingen op een in a. bedoelde vennootschap”.

2. Er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Het in § 1 bedoelde verminderde tarief bedraagt :

1° 0 % wanneer de volgende voorwaarden vervuld worden :

a. de in § 1 bedoelde onderneming wordt geheel of gedeeltelijk in rechte lijn overgedragen tussen echtgenoten of wettelijk samenwonenden of nog aan personen die deel uitmaken van het personeel van de onderneming en die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en dit, ten belope van hun netto-aandeel;

b. de in § 1 bedoelde schenking heeft betrekking op een onderneming :

— die personeelsleden ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid tewerkstelt;

— waarin de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige werknemers van de onderneming zijn, aangesloten zijn bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald;

c. de in § 1 bedoelde schenking heeft betrekking op een onderneming :

1. die minder dan 250 personen tewerkstelt;

2. en waarvan :

— de jaarlijkse omzet niet hoger is dan 40 miljoen euro;

— het totaal van de jaarlijkse balans niet hoger is dan 27 miljoen euro;

3. die het onafhankelijkheidscriterium naleeft; onafhankelijk is, de onderneming waarvan het kapitaal of de stemrechten ten belope van 25 % of meer niet in handen is van een onderneming of verschillende ondernemingen die niet overeenstemmen met bovenbedoelde criteria 1 en 2. Deze drempel mag in beide gevallen overschreden worden :

— als de onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, maatschappijen met risicodragend kapitaal of institutionele investeerders met inbegrip van gewestelijke ontwikkelingsfondsen of universitaire instellingen en op voorwaarde dat deze individueel of gezamenlijk geen controle uitoefenen op de onderneming;

— als uit de kapitaalspreiding voortvloeit dat het onmogelijk is te weten wie dit kapitaal bezit en dat de onderneming verklaart dat ze legitiem kan aannemen dat ze niet tegen 25 % of meer in handen is van een onderneming of verschillende ondernemingen die niet overeenstemmen met bovenbedoelde criteria 1 en 2.

Voor de berekening van hierbovenvermelde drempels worden de gegevens van de in § 1 bedoelde onderneming en van alle ondernemingen waarvan ze al dan niet rechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van de stemrecht bezit, bij elkaar opgeteld.

Het aantal tewerkgestelde personen stemt overeen met het jaarlijkse gemiddelde van het aantal personen die in het kader van een arbeidsovereenkomst voltijds worden tewerkgesteld in de in § 1 bedoelde onderneming, dat gelijk is aan het aantal werkeenheden per jaar.

De voor de omzet of voor het totaalbalans overgewogen drempels zijn de drempels m.b.t. het laatste afgesloten boekjaar van twaalf maanden vóór de authentieke akte van de schenking. In geval van een oprichting van een onderneming waarvan de rekeningen op de datum van de authentieke akte van de schenking nog niet afgesloten zijn, maken de te overwegen drempels het voorwerp uit van een schatting te goeder trouw in de loop van het boekjaar;

2° 3 % wanneer de in 1° bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn”.

1. Er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Onder “aandelen en deelbewijzen” wordt verstaan :

a. de aandelen, winstaandelen, intekeningsrechten en aandelen van een vennootschap;

b. de certificaten m.b.t. de in a. bedoelde effecten :

— wanneer ze worden uitgegeven door rechtspersonen die gevestigd zijn in één van de lidstaten van de Europese economische ruimte en die houder zijn van de effecten waarop de certificaten betrekking hebben;

— wanneer de uitgever van de certificaten alle rechten gebonden aan de effecten waarop ze betrekking hebben, met inbegrip van het stemrecht, uitoefent;

— wanneer dit certificaat bepaalt dat zijn titularis elk product of inkomen gebonden aan de effecten onderworpen aan de certificering van de uitgever van de effecten kan eisen ».

2. Er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Onder “schuldvorderingen” wordt verstaan elk geldlening al dan niet in de vorm van effecten, gegeven door de schenker aan de vennootschap waarvan hij aandelen of deelbewijzen bezit, wanneer deze lening rechtstreeks is gebonden aan de behoeften van de industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, van het vrij beroep of van het ambt of post uitgeoefend ofwel door de vennootschap zelf in het geval van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., eerste streepje, ofwel door de vennootschap zelf en haar dochtervennootschappen en in het kader van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, a., tweede streepje.

De bovenvermelde schuldvorderingen worden nochtans uitgesloten voor zover het totale nominale bedrag van de schuldvorderingen hoger is dan het deel van het sociaal kapitaal dat werkelijk vrijgemaakt wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de schenker op de datum van de authentieke akte van schenking. De andere winsten dan de verdeelde en als dusdanig belaste winsten die in het kapitaal worden ingelijfd, worden niet beschouwd als vrijgemaakt kapitaal. ».

Art. 30. Artikel 140^{ter} van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, waarvan de actuele tekst paragraaf 1 vormt, wordt gewijzigd als volgt :

1. in 2°

— eerste streepje wordt littera a. vervangen als volgt :

« a. dat de schenking betrekking heeft op een zakelijk recht op een universaliteit van goederen of van een bedrijfstak, waarmee een nijverheids-, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt of post wordt uitgeoefend;»;

— wordt een derde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - indien de toepassing van het verminderde tarief bedoeld in artikel 140^{bis}, § 2, 1° wordt aangevraagd :

a. moet de begiftigde een aangifte overleggen dat getekend is door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant en waaruit blijkt dat de overgedragen onderneming de voorwaarden van artikel 140^{bis}, § 2, 1°, b. en c. vervult;

b. moet de akte of een door de schenker en de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte de in artikel 140^{bis}, § 2, 1°, a. bedoelde band tussen de schenker en de begiftigde bovendien uitdrukkelijk vermelden; Benevens het ontdoken recht zijn de schenker en begiftigde een ondeelbare boete, gelijk aan dat recht verschuldigd bij een onjuiste opgave van deze band ».

2. in 3°,

— wordt het eerste streepje vervangen als volgt :

« - moet de begiftigde een door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant ondertekend attest afleveren dat bevestigt dat :

a. de schenking betrekking heeft op een geheel van aandelen of deelbewijzen, dat minstens 10 pct. Van de stemrechten in de algemene vergadering vertegenwoordigt;

b. indien de toepassing van het verminderde tarief bedoeld in artikel 140^{bis}, § 2, 1° wordt aangevraagd, de overgedragen onderneming de voorwaarden van artikel 140^{bis}, § 2, 1°, b. en c. vervult;

c. wanneer de in artikel 140^{bis}, § 1, 2°, bedoelde aandelen en deelbewijzen certificaten zijn die betrekking hebben op aandelen, winstaandelen, intekeningsrechten en deelbewijzen van de onderneming waarvoor het in artikel 140^{bis} bedoelde voordeel wordt aangevraagd, deze certificaten de in artikel 140^{bis}, § 3, b. bedoelde voorwaarden vervullen;»;

— tweede streepje worden de woorden "waarvan de modaliteiten door de Koning worden vastgesteld" vervangen door de woorden "en die de volgende voorwaarden vervult :

— de aandeelhouderschapsovereenkomst moet voor minstens vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking gesloten worden;

— de ondertekenaars van de aandeelhouderschapsovereenkomst moeten er zich toe verbinden gedurende vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking de directiezetel van de vennootschap in een Staat die geen lid is van de Europese Unie, niet over te dragen;

— ze moeten er zich toe verbinden gedurende vijf jaar te rekenen van de akte van schenking minstens de helft van de stemrechten in de algemene vergadering te vertegenwoordigen;

— derde streepje, a. worden de woorden "de volle eigendom van de" vervangen door de woorden "het zakelijk recht waarvan hij houder is op";

— derde streepje, wordt in plaats van b. die nieuw punt c. wordt, een nieuw punt b. ingevoegd, luidend als volgt :

« b. in geval van toepassing van het verminderde tarief van 0 % bedoeld in artikel 140^{bis}, § 2, 1°, dat de begiftigde zich er toe verbindt een activiteit gedurende en ononderbroken periode van vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking wordt voortgezet ofwel door de vennootschap zelf in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 140^{bis}, § 1, 2°, a. eerste streepje, ofwel door de vennootschap zelf of haar dochtvennootschappen in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 140^{bis}, § 1, 2°, a. tweede streepje;»;

— derde streepje, nieuw c. worden de woorden "de volle eigendom van de geschonken aandelen of deelbewijzen" vervangen door de woorden "het zakelijk recht op de geschonken aandelen of deelbewijzen of een activiteit";

— wordt een vierde streepje ingevoegd, luidend als volgt :

« de akte of een door de schenker en de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte moet uitdrukkelijk vermelden dat :

a. de schenking betrekking heeft op een zakelijk recht op aandelen of deelbewijzen :

— van een vennootschap die een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep of een last of post uitoefent;

— van een vennootschap bedoeld in artikel 16 van het Wetboek der vennootschappen waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een Lidstaat van de Europese Unie en die een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefent;

b. indien de schenking schuldvorderingen omvat :

— het nominale bedrag van deze schulvorderingen;

— het feit dat deze schuldvorderingen een rechtstreekse band hebben met de behoeften van de industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, het vrij beroep, het ambt of de post, uitgeoefend ofwel door de vennootschap zelf in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 140^{bis}, § 1, 2°, a., eerste streepje, ofwel door de vennootschap zelf en door haar dochtervennootschappen in geval van een vennootschap bedoeld in artikel 140^{bis}, § 1, 2°, a., tweede streepje;

— het bedrag van het sociaal kapitaal dat werkelijk vrijgemaakt wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de schenker op de datum van de authentieke akte van schenking;

a. indien de toepassing van het verminderde tarief bedoeld in artikel 140*bis*, § 2, 1^o, wordt aangevraagd, de in artikel 140*bis*, § 2, 1^o, a. bedoelde band tussen de schenker en de begiftigde; benevens het ontdoken recht zijn de schenker en begiftigde een ondeelbare boete, gelijk aan dat recht verschuldigd bij een onjuiste opgave van deze band.”.

Art. 31. Artikel 140*quinquies* van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 wordt gewijzigd als volgt :

A. in b.,

— worden de woorden “zijn zakelijk recht op” ingevoegd tussen de woorden “de goederen” en de woorden “die dienen”;

— worden de woorden “ambachts- of landbouwactiviteit” vervangen door de woorden “ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit”;

B. in c worden de woorden “zijn zakelijk recht op” ingevoegd tussen de woorden de aandelen of deelbewijzen en de woorden “geheel of gedeeltelijk”.

Art. 32. In artikel 140*sexies* van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, worden de woorden “of de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen behouden moet blijven” vervangen door de woorden “of het zakelijk recht op de aandelen of deelbewijzen behouden moet blijven”.

Art. 33. Artikel 140*septies* van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, wordt gewijzigd als volgt :

A. de woorden “de volle eigendom van ” worden vervangen door de woorden “het zakelijk recht op”;

B. de woorden “de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen moet behouden blijven” worden vervangen door de woorden “het zakelijk recht op de aandelen of deelbewijzen moet behouden blijven”.

Afdeling 2. — Onroerende voorheffing op het materiaal en het gereedschap

Art. 34. Artikel 253 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, alsmede bij de decreten van 6 december 2001, 22 oktober 2003 en 18 december 2003 wordt gewijzigd als volgt :

1. er wordt een punt 3*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 3^o *bis*. Nieuwe investeringen van materiaal en gereedschap bedoeld in artikel 471, § 3, verkregen of in nieuwe staat tot stand gebracht vanaf 1 januari 2005, volgens het volgende verschil :

a. als deze nieuwe investeringen in materiaal en gereedschap verkregen worden of in nieuwe staat tot stand worden gebracht op een kadastraal perceel dat op 31 december 2004 geen materiaal en gereedschap bevatte, wordt het op 1 januari 2005 bepaalde kadastraal inkomen volledig vrijgesteld van dit materiaal en gereedschap en dit overeenkomstig de artikelen 483 en 484;

b. als deze nieuwe investeringen in materiaal en gereedschap verkregen worden of in nieuwe staat tot stand worden gebracht op een kadastraal perceel dat op 31 december 2004 reeds materiaal en gereedschap bevatte, wordt de na 1 januari 2005 toegepaste verhoging van het kadastraal inkomen betreffende het materiaal en het gereedschap van dit perceel overeenkomstig de artikelen 483 en 484 vrijgesteld ten opzichte van het kadastraal inkomen betreffende het materiaal en het gereedschap van dit perceel op 1 januari 2005.

In geval van verandering van belastingplichtige van de onroerende voorheffing voor het materiaal en het gereedschap van dit perceel vanaf 1 januari 2005 wordt het kadastraal inkomen van het materiaal en van het gereedschap van dit perceel op 1 januari 2005 verminderd met het kadastraal inkomen van het materiaal en het gereedschap dat op 31 december 2004 bestond, wanneer dit materiaal en gereedschap sindsdien volledig buiten gebruik is gesteld met het oog op een herbesteding van het perceel ».

in 4^o worden de woorden “na aftrek van het overeenkomstig 3^o *bis* vrijgesteld kadastraal inkomen” ingevoegd tussen de woorden “overeenkomstig de artikelen 483 en 484” en de woorden “niet hoger is”.

HOOFDSTUK IV. — De oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden

Art. 35. Artikel 5 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De Regering wordt ertoe gemachtigd de heffingen voor het gebruik van de luchthavens of vliegvelden vast te stellen en te innen onder de door haar vastgestelde voorwaarden.

Indien de Regering gebruik maakt van de in artikel 2 bedoelde concessie, bepaalt de concessiehouder het bedrag van de heffingen voor het gebruik van de luchthavens of vliegvelden waarvan de uitbating hem door de Regering werd toevertrouwd conform de richtlijnen opgenomen in de concessieovereenkomst. De concessieovereenkomst bepaalt ook de manier waarop de heffingen worden bekendgemaakt.

Een reguleringscomité wordt opgericht waarvan de samenstelling en de werkingsregels worden bepaald door de Regering. Dit comité geeft een voorafgaandelijk advies i.v.m. de heffingen betreffende de luchthavens en de vliegvelden als deze door de concessiehouder worden bepaald.

Dit advies wordt aan de Regering en aan de concessiehouder overgemaakt ».

Art. 36. De besluiten van 9 april 1998 tot vaststelling van de bijdragen voor het gebruik van de vliegvelden die onder het Waalse Gewest ressorteren en van 16 juli 1998 tot vaststelling van de heffingen voor het gebruik van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren blijven van toepassing op elk betrokken vliegveld of luchthaven tot de bekendmaking van de eerste heffingen overeenkomstig lid 2 van artikel 5 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden.

HOOFDSTUK IVbis. — *Het openbaar domaniaal zijn van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden*

Art. 37. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 38. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden :

« Art. 4bis. - § 1. Het Waals gewest en, desgevallend, de publiekrechtelijke rechtspersoon die van het Gewest afhangt en bevoegd is voor de financiering van de luchthaveninfrastructuur als eigenaar van de gronden, infrastructuur of gebouwen die onder het openbaar domein ressorteren van de luchthavens en vliegvelden, kunnen hiervoor zakelijke rechten verlenen om de financiering van de luchthaveninfrastructuur te vergemakkelijken of voor de uitbating van de luchthavens of vliegvelden.

Deze zakelijke rechten doen geen afbreuk aan de exclusieve rechten verleend door het Gewest in het kader van de concessies bedoeld in artikel 2.

§ 2. De vennootschappen die de uitbating van de luchthavens of vliegvelden in concessie gekregen hebben, kunnen op hun beurt de hen toevertrouwde zakelijke rechten geheel of gedeeltelijk verlenen of afstaan.

§ 3. De krachtens dit artikel gestelde rechten mogen de duur van de overeenkomstig artikel 2 toegekende concessie of concessies niet overschrijden en worden hiermee beëindigd ».

HOOFDSTUK V. — *Het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten, het decreet van 11 maart 2004, het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, het Milieuwetboek, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de Huisvestingscode*

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

Art. 39. Artikel 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt aangevuld als volgt :

« Het rapport bedoeld in het eerste lid bevat de opvolging van de aanzienlijke milieueffecten van de tenuitvoerlegging van de ruimtelijke plannen en de plannen van aanleg die aan een milieuevaluatie onderworpen zijn.

Het rapport maakt het voorwerp uit van een jaarlijkse voor het publiek toegankelijke publicatie. ».

Art. 40. Artikel 3 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen door de volgende tekst :

« Art. 3. De Regering, voor het deel van het grondgebied waartoe de gemeente behoort, wijst ambtenaren van het Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest aan om de in dit Wetboek bedoelde opdrachten te vervullen. Deze ambtenaren worden hierna "gemachtigde ambtenaren" genoemd ».

Art. 41. De titel van hoofdstuk III van titel I van boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — Informatie, openbaarmaking, openbaar onderzoek en terinzagelegging ».

Art. 42. Artikel 4 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Volgende regels zijn van toepassing op de informatie, openbaarmaking, openbaar onderzoek en terinzagelegging :

1° tenzij anders bepaald, duurt het openbaar onderzoek vijftien dagen als het gaat om een vergunning of een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag; het bedraagt dertig dagen als het gaat om een gemeentelijk structuurplan of een gemeentelijk plan van aanleg, en vijfenveertig dagen als het gaat om het ontwikkelingsplan van de gewestelijke ruimte of het gewestplan;

2° de voorgeschreven termijn voor een openbaar onderzoek of voor de raadpleging van de diensten en commissies bedoeld in dit Wetboek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus;

3° tenzij anders bepaald, duurt de raadpleging van de diensten en commissies dertig dagen; na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn; De Regering kan de gevallen bepalen die de raadpleging van diensten en commissies verplichtend maken;

4° tijdens het openbaar onderzoek liggen de dossiers ter inzage in het gemeentehuis op werkdagen en één keer in de week tot 20 uur, of op zaterdagmorgen, of na afspraak;

5° technische uitleg kan door elke belanghebbende derde verkregen worden;

6° elke belanghebbende derde kan opmerkingen en bezwaren per schrijven indienen vóór de einddatum van het openbaar onderzoek of, desnoods, mondeling meedelen op de laatste dag van het onderzoek;

7° tenzij anders bepaald, als het gaat om een plan of een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag wordt de openbare oproep gedaan zowel door aanplakking als d.m.v. een bericht op de pagina's voor plaatselijk nieuws van drie Frans- of Duitstalige dagbladen, al naar gelang het geval; het bericht kan ook bekendgemaakt worden in gemeentelijke informatiebladen of in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld;

8° minstens één vergadering toegankelijk voor het publiek vindt plaats tijdens het openbaar onderzoek volgens de modaliteiten vastgelegd door de Regering of de gemeente;

9° de besluiten worden door aanplakking bekendgemaakt.

De Regering of de gemeente mag over elke andere vorm van informatie, bekendmaking of raadpleging beslissen.

De opschorting van de voorgeschreven termijn overeenkomstig het eerste lid, 2° wordt uitgebreid tot de termijnen inzake raadpleging, aanneming, goedkeuring, beslissing en aanhangigmaking bedoeld in dit Wetboek.

Als de gemeente niet gestart is met de voorgeschreven maatregelen inzake bekendmaking, worden zij overgenomen door de provinciegouverneur op uitnodiging van de Regering of de gemachtigde ambtenaar ».

Art. 43. Artikel 6 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« De gewestelijke commissie wordt door de Regering geraadpleegd voor elk ontwerp van decreet of besluit van algemene draagwijdte die onder Ruimtelijke Ordening of Stedenbouw ressorteert ».

Art. 44. Het eerste lid van artikel 8 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Op straffe van nietigheid moet elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte gebeuren, welke uitreikingsdienst er ook gebruikt wordt.

De Regering kan een lijst opstellen van de verzendingsprocédés die zij aanvaardt om een vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst te verzekeren ».

Art. 45. In artikel 12, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, worden de woorden "of van een gemeentelijk programma bedoeld in artikel 33" opgeheven.

Onder 2° van hetzelfde lid, worden de woorden "voor een effectenonderzoek i.v.m. » vervangen door "voor een milieueffectenrapport i.v.m. ».

Punt 6° in hetzelfde lid wordt vervangen als volgt :

« 6° voor de jaarlijkse indienstneming, op verzoek van een gemeente of verschillende aangrenzende gemeenten of vereniging van gemeenten, van één of verschillende adviseurs ter zake van ruimtelijke ordening en stedenbouw ».

In het derde lid van hetzelfde artikel, worden de woorden "en milieuzaken" opgeheven.

Art. 46. Artikel 13 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 13.- § 1. Het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan biedt inrichtings- en duurzame ontwikkelingsmogelijkheden voor het hele grondgebied van het Waalse Gewest ».

§ 2. Het plan bevat :

1° de evaluatie van de sociale, economische, patrimoniale en milieubehoefte, alsmede een analyse van de eisen en mogelijkheden van het grondgebied van het Waalse Gewest;

2° de algemene doelstellingen inzake harmonisatie van de activiteiten, mobiliteit, zuinig bodembeheer, instandhouding en uitbreiding van het patrimonium met het oog op de duurzame ontwikkeling, zoals bedoeld in het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling;

3° de te nemen opties en te bereiken sectorale doelstellingen, met name inzake mobiliteit, uitrustingen en infrastructuur van suprarregionaal of regionaal belang;

4° een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, evenals diens verband met andere relevante plannen en programma's;

5° de relevante aspecten van de milieutoestand, evenals diens vermoedelijke evolutie indien het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan niet ten uitvoer wordt gebracht;

6° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;

7° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieu-effecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergetische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

8° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

9° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 7° en 8° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;

10° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de opgetreden problemen;

11° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

12° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

§ 3. Het plan kan ook de volgende gegevens bevatten :

1. de afbakening van gebieden voor ruimtelijke ordening;

2. de aan te wenden middelen ».

Art. 47. Artikel 14 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 14. - § 1. Het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt op initiatief van de Regering opgemaakt.

De gewestelijke commissie en de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) worden op de hoogte gebracht van de voorafgaande studies en kunnen voorstellen doen telkens als ze het nodig achten.

§ 2. De Regering neemt het ontwerp-plan voorlopig aan, onderwerpt het aan een openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 4 en legt het voor aan de gewestelijke commissie, de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en aan de personen en instanties waarvan zij het advies nuttig acht.

Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd door aanplakking in elke gemeente, door een bericht in ten minste drie dagbladen die in het Waalse Gewest worden verspreid, waarvan één in het Duits, door een bericht dat drie keer wordt uitgezonden door de R.T.B.F. en door het Belgische Radio- en Televisiecentrum voor uitzendingen in de Duitse taal.

Kort na de aankondiging van het openbaar onderzoek organiseert de Regering een informatievergadering in de hoofdplaats van elk arrondissement en op de zetel van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. De gemeenteraden, de gewestelijke commissie, de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" alsmede de in paragraaf 2 bedoelde personen en instanties brengen advies uit aan de Regering binnen vijfenveertig dagen na de einddatum van het openbaar onderzoek; bij gebrek worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

§ 4. De Regering neemt het plan definitief aan. Bovendien wordt door de Regering een milieuverklaring overlegd die een samenvatting weergeeft van de manier waarop de milieubeschouwingen werden opgenomen in het plan en waarop de adviezen, bezwaren en opmerkingen uitgebracht overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 in beschouwing werden genomen

Het besluit van de Regering en de milieuverklaring worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Afschriften van het plan worden binnen tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* naar de gemeenten, de gewestelijke commissie en de Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling gestuurd ».

Art. 48. Artikel 16 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 16. Het gemeentelijk structuurplan is een richtinggevend, evaluatie-, beheers- en programmeringsdocument voor de duurzame ontwikkeling van het gemeentelijke grondgebied in zijn geheel.

Het bevat de volgende gegevens :

1° de volgens de vastgestelde prioriteiten beoogde inrichting, alsmede de in kaart gebrachte maatregelen die daarmee gepaard gaan;

2° de vestiging van uitrustingen en infrastructuren;

3° de algemene richtlijnen voor de harmonisatie en de integratie van de verkeersstromen;

4° de regels voor de uitvoering van de inrichtingsmaatregelen;

5° een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van gemeentelijk structuurplan, evenals diens verband met andere relevante plannen en programma's;

6° de relevante aspecten van de milieutoestand, evenals diens vermoedelijke evolutie indien het gemeentelijk structuurplan niet ten uitvoer wordt gebracht;

7° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;

8° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergetische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

9° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

10° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 7° en 8° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;

11° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de opgetreden problemen;

12° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gemeentelijk structuurplan;

13° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

Het gemeentelijke structuurplan kan meer bepaald gegronde worden op nuttige inlichtingen die verkregen zijn tijdens andere, eerder verwezenlijkte milieueffectenrapportages en, in het bijzonder, tijdens de aanneming van een gewestplan of een gemeentelijk inrichtingsplan.

De Regering kan de inhoud van het dossier i.v.m. het plan bepalen ».

Art. 49. Artikel 17 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 17. § 1. Het gemeentelijk structuurplan wordt op initiatief van de gemeenteraad opgemaakt na een analyse van de feitelijke en rechtstoestand. De gemeenteraad kiest onder de krachtens artikel 11 erkende personen de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die het ontwerp-plan moeten opmaken.

De gemeentelijke commissie en de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" worden op de hoogte gebracht van voorafgaande studies en kunnen voorstellen doen telkens als ze het nodig achten.

De gemeenteraad neemt het ontwerp-plan voorlopig aan.

§ 2. Het College van burgemeester en schepenen onderwerpt het ontwerp-plan aan een openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 4.

Tegelijkertijd onderwerpt het College van burgemeester en schepenen het ontwerp-plan aan het advies van de gemachtigde ambtenaar. Het advies wordt toegezonden binnen dertig dagen na het verzoek van het College van burgemeester en schepenen; bij gebreke hiervan wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 3. Het ontwerp-plan wordt, evenals de bezwaren en opmerkingen, vervolgens onderworpen aan het advies van de gemeentelijke commissie en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable". Het advies moet worden toegezonden binnen vijftien dagen na het verzoek van het College van burgemeester en schepenen; bij gebreke hiervan wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 4. De gemeenteraad neemt het plan definitief aan, samen met een milieuverklaring waarin samenvattend uiteengezet wordt hoe de milieuoverwegingen in het plan zijn opgenomen en hoe de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen uitgebracht in toepassing van de paragrafen 2 en 3 in overweging zijn genomen. De gemeenteraad richt het plan samen met het dossier aan de Regering. Laatstgenoemde kan de beslissing van de gemeenteraad vernietigen bij gemotiveerd besluit dat binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier toegezonden dient te worden.

Het plan, evenals de milieuverklaring of, in voorkomend geval, de beslissing van de gemeenteraad, liggen voor een ieder ter inzage op het gemeentehuis. Het publiek wordt hierover ingelicht op de wijze bepaald bij artikel 112 van de nieuwe gemeentewet.

Het plan en de milieuverklaring worden aan de gemeentelijke commissie, de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en, in voorkomend geval, aan de geraadpleegde personen en instanties overgemaakt. ».

Art. 50. In artikel 23, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, worden na de woorden "het bestaande en het geplande tracé" de woorden "of de oppervlakte voor reservatie die daarvoor in de plaats staat" ingevoegd.

In hetzelfde lid wordt een 3° ingevoegd luidend als volgt :

« 3° de oppervlakten ter bescherming van ondergrondse netwerken voor het vervoer van vloeï- en brandstoffen waar uitsluitend handelingen en werken van openbaar nut of die betrekking hebben op netwerken worden toegelaten; de Regering kan de kenmerken van deze oppervlakten bepalen en aan welke voorwaarden de handelingen en werken moeten voldoen ».

Punt 2° van het tweede lid van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« 2° bijkomende voorschriften van stedenbouwkundige of planologische aard die o.a. kunnen gegrond zijn op de volgende gegevens :

- a. een samenvattende studie van de dwangmatigheden en de potentialiteiten;
- b. de omschrijving van de algemene doelstellingen van de ontsluiting van het gebied;
- c. de omschrijving van de opties inzake aanleg van het gebied voor elkeen der volgende aspecten :
 - de integratie in het leefmilieu en in diens menselijke kenmerken;
 - de mobiliteit van de goederen en de personen;
 - de uitrustingen en de technische netten, meer bepaald ten opzichte van de geologie, de hydrogeologie en de orohydrologie;
 - de stedenbouw en de architectuur;
 - het landschap.
- d. maatregelen met betrekking tot de bevordering van hernieuwbare energie en het eventuele programma voor de geleidelijke bezetting van het gebied”.

Art. 51. In artikel 25 van hetzelfde Wetboek wordt punt 8° van het tweede lid opgeheven.

Punt 9° van hetzelfde lid wordt punt 8°.

In hetzelfde artikel wordt een vierde lid ingevoegd luidend als volgt :

« Het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg moet elke bestemming bedoeld in het tweede en derde lid krijgen, met uitzondering van de bedrijfsruimte met een industrieel karakter en het ontginningsgebied ».

Art. 52. Artikel 31*bis* van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 december 2002, wordt opgeheven.

Art. 53. Het derde lid van artikel 32 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt opgeheven.

Art. 54. Artikel 33 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. § 1. De bestemming van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg wordt bepaald in functie van de ligging, de buurt, de nabijheid van bevoorrechte initiatiefgebieden bedoeld in artikel 174 en woonkernen bedoeld in de Huisvestingscode, de prestatie van de communicatie en distributienetwerken, de kosten die de verstedelijking op korte, middellange en lange termijn met zich meebrengen, alsook de behoeften van de gemeente en de bestemming van het geheel of deel van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg, en dat zich bevindt op het betrokken gemeentelijk grondgebied en op de aangrenzende gemeentelijke grondgebieden, indien het bestaat.

§ 2. Als de tenuitvoerlegging van een gebied of deel van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg, betrekking heeft op één of meerdere bestemmingen bedoeld in artikel 25, tweede lid, wordt zij onderworpen aan de goedkeuring door de gemeenteraad van een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag dat het volgende bevat :

- a. de inrichtingsopties inzake infrastructuur en technische netwerken, landschap, stedenbouwkunde, architectuur en groengebieden;
- b. de evaluatie van de vermoedelijke effecten van de uitvoering van het gebied of deel van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de mens en zijn activiteiten, de fauna, de flora, de bodem, de ondergrond, het water, de lucht, het klimaat en de landschappen, het cultureel patrimonium alsmede de wisselwerking tussen deze factoren, een analyse van de maatregelen die genomen moeten worden om de negatieve effecten te voorkomen of te beperken, de mogelijke alternatieven en hun rechtvaardiging, alsmede de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag;
- c. een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

Het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag kan meer bepaald gegrond worden op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn tijdens andere, eerder verwezenlijkte milieueffectenrapportages.

Het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag is een oriënteringsdocument dat de opties inzake aanleg en duurzame ontwikkeling tot uiting brengt voor het geheel of voor een deel van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg.

De Regering kan het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag bepalen.

§ 3. Het College van burgemeester en schepenen onderwerpt het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag aan een openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 4 en aan het advies van de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, aan de gewestelijke commissie, aan de “Conseil wallon de l’Environnement pour le Développement durable” en aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen.

§ 4. De gemeenteraad neemt het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag aan, samen met een milieuverklaring waarin samenvattend uiteengezet wordt hoe de milieuovertuigingen in het verslag zijn opgenomen en hoe de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen uitgebracht in toepassing van paragraaf 3 in overweging zijn genomen.

De gemeenteraad richt het plan samen met het dossier aan de gemachtigde ambtenaar. Binnen dertig dagen na ontvangst van het verslag richt de gemachtigde ambtenaar het dossier aan de Regering. De Regering verifieert of het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag conform is aan de bepalingen bedoeld in de paragrafen 1 en 2. De Regering kan, desgevallend, de beslissing van de gemeenteraad vernietigen bij gemotiveerd besluit dat binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het volledige dossier door de gemachtigde ambtenaar toegezonden dient te worden. Na afloop van die termijn wordt het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag geacht goedgekeurd te zijn.

Het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag, evenals de milieuverklaring liggen voor een ieder ter inzage op het gemeentehuis. Het publiek wordt hierover ingelicht op de wijze bepaald bij artikel 112 van de nieuwe gemeentewet.

Het verslag en de milieuverklaring worden aan de gemeentelijke commissie, of, bij ontstentenis, aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en aan de geraadpleegde personen en instanties overgemaakt.

§ 5. De artikelen 110 à 112 zijn van toepassing op elk gebied of deel van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg overeenkomstig de paragrafen 2, 3 en 4 en waarvan de tenuitvoerlegging nog niet bepaald werd overeenkomstig dezelfde paragrafen of wanneer het gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg één of meerdere bestemmingen bestrijkt bedoeld in artikel 25, derde lid.

§ 6. Periodiek dient het college van burgemeester en schepenen bij de gemeenteraad een verslag in over de opvolging van de significante milieu-impact van de tenuitvoerlegging van de gebieden of delen van gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg.

Het publiek wordt daarover ingelicht volgens de regels bepaald bij artikel 112 van de gemeentewet.

§ 7. De bepalingen met betrekking tot het opstellen van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag zijn van toepassing op zijn herziening ».

Art. 55. Artikel 34 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 34. De gebieden met een industrieel karakter, waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zijn bestemd voor de activiteiten bedoeld in artikel 30 en artikel 31, met uitzondering van de agro-economische buurtactiviteiten en de groothandelsdistributie.

Bedoeld gebied bevat een afzonderingsoppervlakte of -marge.

De exploitant of het bewakingspersoneel mogen er gehuisvest worden wanneer de veiligheid of de goede werking van het bedrijf het vereist. De woning maakt noodzakelijk deel uit van de exploitatie.

De inrichting van een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, wordt bepaald in functie van de ligging van het gebied, de buurt, de kosten en behoeften van de betrokken regio, de bestaande vervoerinfrastructuren, met het oog op het ontwikkelen van de multimodale mogelijkheden, alsmede de synergieën met aangrenzende gebieden ».

Art. 56. In het vierde lid van artikel 35 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en kleine schuilplaatsen voor dieren" ingevoegd na het woord "Vissershutten".

Art. 57. In het derde lid van artikel 39 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "De Regering maakt de lijst op" vervangen door de woorden "De Regering mag de lijst opmaken".

Art. 58. Artikel 39bis van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt opgeheven.

Art. 59. In artikel 46, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaande bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering".

Punt 4° van hetzelfde lid wordt opgeheven.

Art. 60. Artikel 50 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 50. § 1. De gemeenteraad kiest onder de krachtens artikel 11 erkende personen een privaats- of publiekrechtelijk natuurlijk of rechtspersoon die het voorontwerp van het gemeentelijk plan zal opmaken.

§ 2. De gemeenteraad beslist over de opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg en neemt het voorontwerp ervan aan, dat vastgesteld is op grond van een analyse van de feitelijke en de rechtstoestand meer bepaald van de beschermingsomtrekken bedoeld in dit Wetboek of andere wetgevingen.

De gemeenteraad stelt een milieueffectenstudie op waarvan hijzelf de omvang en de mate van nauwkeurigheid van de inhoud bepaalt welke betrekking heeft op :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van plan, evenals diens verband met andere relevante plannen of programma's;

2° de verantwoording van het voorontwerp van plan tegenover artikel 1, § 1;

3° de menselijke en milieukenmerken van het betrokken grondgebied en van diens mogelijkheden, evenals de vermoedelijke ontwikkeling van de milieutoestand indien het plan niet ten uitvoer wordt gebracht;

4° de milieukenmerken van de gebieden die op een niet te verwaarlozen wijze getroffen zouden kunnen worden;

5° de milieuproblemen verbonden met het voorontwerp van gemeentelijk plan van aanleg die betrekking hebben op de gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu zoals de gebieden die aangewezen zijn overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

6° de milieuproblemen die betrekking hebben op de gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien het voorontwerp van het plan in de opnemings voorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuren die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden;

7° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;

8° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goeden, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

9° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

10° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 8° en 9° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;

11° het voorstellen van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan al naar gelang van de punten 1° tot en met 10°;

12° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de voorgekomen problemen;

13° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gemeentelijk plan van aanleg;

14° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

De gemeenteraad legt het ontwerp van de inhoud van het milieueffectenverslag, evenals het voorontwerp van het plan, ter advies voor aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, aan de gewestelijke commissie, aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals, indien in het voorontwerp van plan gebieden vermeld zijn waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien hij in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals gebieden of infrastructuur die door het publiek bezocht worden en die zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de verplichte inhoud van de studie.

Indien de gemeenteraad, rekening houdend met de kenmerken van de ontwerpen of activiteiten waarvan de opstelling of de herziening het kader vormen en rekening houdend met de effecten en met de gebieden die getroffen zouden kunnen worden, uitmaakt dat het herziene vooropgestelde gemeentelijk plan van aanleg geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het milieu, of het gebruik van een kleine zone op plaatselijk vlak bepaalt, beslist de gemeenteraad na advies van de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, van de gewestelijke commissie en van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" dat over het plan geen milieueffectenverslag moet worden opgesteld.

Het vooropgestelde gemeentelijk plan van aanleg in de oppervlakte waarvan er zich een gebied bevindt dat aangewezen is overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG of die de verwezenlijking van een aan een milieueffectenstudie onderworpen ontwerp beoogt mogelijk te maken of nog die betrekking heeft op gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of die in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, wordt geacht niet te verwaarlozen effecten te hebben op het milieu.

De milieueffectenstudie kan meer bepaald gegrond worden op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn tijdens andere, eerder verwezenlijkte milieueffectenrapportages.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen licht de gemeentelijke commissie, indien deze bestaat, geregeld in over de ontwikkeling van de voorafgaande studies en deelt de resultaten aan laatstgenoemde mede. De gemeentelijke commissie kan te allen tijde de opmerkingen of voorstellen die zij nuttig acht, uitbrengen ».

Art. 61. Artikel 51 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 51. § 1. Op grond van een analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en na advies van de gemachtigde ambtenaar keurt de gemeenteraad het ontwerp van het gemeentelijk plan van aanleg voorlopig goed, samen met, in voorkomend geval, het milieueffectenverslag en belast er het college van burgemeester en schepenen mee bedoeld ontwerp aan een openbaar onderzoek te onderwerpen overeenkomstig artikel 4.

Desnoods bepaalt de gemeenteraad dat het gemeentelijk ontwerp-plan mag afwijken van het gewestplan en vermeldt hij de punten waarvoor het ontwerp van de voorschriften van het gewestplan afwijkt.

§ 2. Indien de inrichting die in het ontwerp-plan wordt voorgesteld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, wordt het ontwerp-plan samen met het milieueffectenverslag bedoeld in paragraaf 1 en de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2° de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de milieueffectenrapportage deel kunnen nemen;

3° de wijze waarop plan, milieuverklaring en uitgebrachte adviezen als bedoeld in paragraaf 3 van dit artikel medegedeeld worden aan de autoriteiten bedoeld onder het eerste lid.

§ 3. Het dossier bevattende het ontwerp-plan wordt met het verslag bedoeld in paragraaf 1, de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen binnen acht dagen na afloop van het openbaar onderzoek door het college van burgemeester en schepenen ter advies aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, de gewestelijke commissie en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" voorgelegd, evenals aan de andere personen en instanties en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indien bedoelde personen, instanties en bestuur zijn geraadpleegd in toepassing van artikel 50, § 2, tweede lid.

De adviezen worden binnen zestig dagen na het verzoek van het college van burgemeester en schepenen overgemaakt; bij ontstentenis worden ze geacht gunstig te zijn.

§ 4. Binnen de daarop volgende vijfenveertig dagen neemt de gemeenteraad kennis van het volledige dossier. Hij kan ofwel het gemeentelijk plan definitief aannemen ofwel beslissen het te wijzigen. In het laatste geval wordt, behalve indien de besloten wijziging van gering belang is, overgegaan tot een nieuw openbaar onderzoek overeenkomstig artikel 4.

Daarnaast legt de gemeenteraad een milieuverklaring af waarin samenvattend uiteengezet wordt hoe de milieuovertredingen in het plan zijn opgenomen en hoe het verslag bedoeld in paragraaf 1, de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen uitgebracht in toepassing van de paragrafen 2 en 3 van dit artikel in overweging zijn genomen, evenals samenvattend melding wordt gemaakt van de redenen voor de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdend met de andere in acht genomen redelijke oplossingen.

Indien het gemeentelijk plan van aanleg niet aan een milieueffectenverslag wordt onderworpen, wordt de beslissing bedoeld in artikel 50, § 2, derde lid, en diens motivering in de milieuverklaring opgenomen ».

Art. 62. In artikel 54 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door het decreet van 18 juli 2002 :

1. punt 3° wordt geschrapt;
2. punt 4° wordt vervangen als volgt :
« 3° de herziening van een gemeentelijk plan dat afwijkt van het gewestplan »;
3. punt 5° wordt geschrapt;
4. punt 6° wordt punt 4°;
5. punt 7° wordt punt 5°.

Art. 63. In artikel 56, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en, onder de personen erkend krachtens dit Wetboek en de wetgeving op de milieueffectenevaluatie, degenen die in voorkomend geval het in artikel 50, § 2, bedoelde effectenonderzoek zullen uitvoeren" vervangen door de woorden "en hij voert het milieueffectenverslag bedoeld in artikel 50, § 2, uit".

Art. 64. In artikel 57bis van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door het decreet van 18 juli 2002, worden na de woorden "de gemeentelijke plannen van aanleg" de woorden "die het voorwerp hebben uitgemaakt van een voorafgaandelijk milieueffectenverslag" ingevoegd.

Art. 65. In artikel 58, van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen door volgende tekst :

« De onroerende goederen die nodig zijn voor de uitvoering of de tenuitvoerlegging van de voorschriften van de gewestplannen, de gemeentelijke plannen van aanleg of de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg kunnen verworven worden door onteigening ten algemene nutte ».

In artikel 58, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden tussen de woorden "de autonome gemeentebedrijven" en de woorden "en de openbare inrichtingen" de woorden ", de intercommunales die ruimtelijke ordening of huisvesting tot maatschappelijk doel hebben" ingevoegd.

Art. 66. In artikel 84, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002 :

1. punt 5°bis wordt punt 6°;
2. punt 6° wordt punt 7°;
3. punt 7° wordt punt 8°;
4. punt 8° wordt vervangen als volgt :
« 9 a. bebossen of ontbossen; er is evenwel geen vergunning nodig voor de bosbouw in bosgebieden;
9° b. de kerstbomenteelt ».

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt de lijst van de minder belangrijke handelingen en werken waarvoor niet moet worden voldaan aan de onderstaande vereisten :

- 1° een stedenbouwkundige vergunning;
- 2° de medewerking van een architect;
- 3° het voorafgaandelijk advies van de gemachtigde ambtenaar;
- 4° een stedenbouwkundige vergunning en de eis om een voorafgaandelijke stedenbouwkundige verklaring per zending op te sturen naar het college van burgemeester en schepenen waarvan de modaliteiten en inhoud door de Regering worden vastgelegd ».

Art. 67. In artikel 85 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door het decreet van 18 juli 2002, wordt paragraaf 3 geschrapt.

Art. 68. Artikel 88, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen door een 3° luidend als volgt :

« 3° voor projecten betreffende tijdelijke of testinrichtingen in de zin van het decreet betreffende de milieuvergunning ».

Het derde lid van hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgende tekst :

« Het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigde ambtenaar of de Regering kan de nodige waarborgen eisen inzake de uitvoering van de verplichting om de plaats in haar staat te herstellen ».

Art. 69. In artikel 89, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen door volgende tekst :

« Onder "verkavelen" wordt verstaan de verdeling van een goed in minstens twee onbebouwde percelen om minstens één van beide te verkopen, voor meer dan 9 jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal te geven, met het oog op de bouw van een woning, de oprichting van een vaste of mobiele installatie die als woning kan worden gebruikt ».

Art. 70. In artikel 107, § 3, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "spreekt het college van burgemeester en schepenen zich na advies van de gemeentelijke commissie, indien deze bestaat, uit" vervangen door "kan het college van burgemeester en schepenen het advies van de gemeentelijke commissie vragen, indien deze bestaat".

Art. 71. Artikel 108, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De gemachtigde ambtenaar gaat na of de procedure regelmatig is geweest en of de vergunning met redenen omkleed is en conform is :

- 1° met het gewestplan, als er noch een gemeentelijk plan van aanleg noch een verkavelingsvergunning bestaat;

2° met het gemeentelijk structuurplan, het gemeentelijk plan, de verkavelingsvergunning of het stedenbouwkundig of leefmilieuverslag bedoeld in artikel 33;

3° met een gewestelijk stedenbouwkundig reglement of met het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement;

4° met de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen en met de perceelsgewijze plannen die de Regering heeft goedgekeurd krachtens artikel 6 van bedoelde wet;

5° met de toegestane afwijking in toepassing van de artikelen 110 tot en met 113.

Bij ontstentenis wordt de beslissing van het college van burgemeester en schepenen door de gemachtigde ambtenaar geschorst.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt de schorsing door de ambtenaar per schrijven meegedeeld aan de aanvrager, het college van burgemeester en schepenen en de Regering. De gemachtigde ambtenaar bepaalt de aard van de onregelmatigheid in de procedure, het gebrek aan redenen, of de bepaling waarmee de vergunning niet conform is.

In zijn schrijven gericht aan het college van burgemeester en schepenen, nodigt de gemachtigde ambtenaar het college uit om zijn beslissing in te trekken.

Bij ontstentenis kan de Regering de schorsing opheffen of de vergunning nietig verklaren.

Binnen veertig dagen na ontvangst van de schorsing wordt de opheffing van de schorsing of de nietigverklaring van de vergunning door de Regering per schrijven meegedeeld aan de aanvrager, het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigde ambtenaar.

Bij ontstentenis van mededeling binnen de voorziene termijn wordt de vergunning vernietigd. »

In het eerste lid van paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt het woord "eveneens" geschrapt.

Art. 72. Artikel 110 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 110. Buiten de gebieden die daarvoor speciaal bestemd zijn, zijn openbare nutsvoorzieningen of gemeenschapsvoorzieningen toegelaten op voorwaarde dat hun vestiging de krachtlijnen van het landschap ofwel erbidigt ofwel structuur of eenheid verleent. »

Art. 73. In artikel 111 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002 worden de woorden "Gebouwen die niet beantwoorden aan de bestemming van een gebied" opgeheven.

In het eerste lid van hetzelfde artikel worden de woorden "de gebouwen of installaties in de zin van artikel 84, § 1, 1° die bestaan op het tijdstip waarop de vergunningsaanvraag" vervangen door de woorden "de bouwwerken, de installaties of de gebouwen die bestaan vóór inwerkingtreding van het gewestplan".

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden "de gebouwen en installaties in de zin van artikel 84, § 1, 1° die bestaan op het tijdstip waarop de vergunningsaanvraag" vervangen door de woorden "de bouwwerken, de installaties of de gebouwen die bestaan vóór inwerkingtreding van het gewestplan".

In het derde lid van hetzelfde artikel worden de woorden "het gebouw zoals het is verbouwd, vergroot of heropgebouwd" vervangen door de woorden "het bouwwerk, de installatie of het gebouw zoals het is verbouwd, vergroot of heropgebouwd".

Art. 74. In artikel 112, § 1, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, worden tussen het woord "gebouwen" en de woorden "geïntegreerd zijn" de woorden ", al dan niet verbouwd, vergroot of heropgebouwd," ingevoegd.

Art. 75. In artikel 114, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "alsmede aan het advies van de gemeentelijke commissie, indien er één is, en dat ze het voorwerp uitmaakt van een gegrond voorstel van het College van burgemeester en schepenen" vervangen door de woorden "alsmede aan de terinzagelegging bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3°".

Het tweede lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Art. 76. In artikel 115, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, worden de woorden "ter post aangetekend" en "met ontvangstbewijs" geschrapt.

Art. 77. In artikel 116, § 1, eerste lid, van het Wetboek worden de woorden "ter post aangetekend" geschrapt.

In paragraaf 6, tweede lid, van hetzelfde artikel wordt het woord "onderwerpt" vervangen door de woorden "kan" en, na "bekendmakingsmaatregelen", "onderwerpen", "wint het advies in" wordt vervangen door "en aan het advies".

Dezelfde paragraaf wordt als volgt aangevuld :

« Het college van burgemeester en schepenen licht er de aanvrager over in. »

Art. 78. In artikel 117, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij decreet van 18 juli 2002, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven gelijktijdig naar de aanvrager en de gemachtigde ambtenaar verstuurd" vervangen door de woorden "per schrijven gelijktijdig aan de aanvrager en de gemachtigde ambtenaar medegedeeld".

In het derde lid van hetzelfde artikel worden de woorden "van het ontvangstbewijs" vervangen door de woorden "van het schrijven".

Art. 79. In artikel 118, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "per schrijven".

In paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "verstuurt de gemachtigd ambtenaar zijn beslissing naar de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven" door de woorden "geeft de gemachtigd ambtenaar per schrijven kennis van zijn beslissing aan de aanvrager".

Leden twee, drie en vier van dezelfde paragraaf worden als volgt vervangen :

« In voorkomend geval voert de gemachtigd ambtenaar via de gemeente de bijzondere bekendmakingsmaatregelen uit of kan hij het advies inwinnen van de gemeentelijke commissie, en in dat geval wordt de termijn bedoeld in het eerste lid met veertig dagen verlengd. »

Art. 80. In artikel 119, § 1, eerste lid, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt het woord "aangetekend" geschrapt.

In paragraaf 2, eerste lid, 2°, van hetzelfde artikel wordt het woord "aangetekende" geschrapt.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "stelt de gemachtigde ambtenaar een beroep in bij de Regering" vervangen door de woorden "stuurt de gemachtigde een beroep per schrijven aan de Regering".

In het derde lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "Het beroep wordt gelijktijdig naar de aanvrager gestuurd" vervangen door de woorden "De beroepen worden gelijktijdig per schrijven naar de aanvrager gestuurd".

Art. 81. In artikel 120, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, worden in de officiële versie in het Frans de woorden "à lieu l'audience" vervangen door de woorden "à lieu l'audition".

Het vierde lid van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« De Regering wint het advies in van de commissie en, in de veertig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep, verzoekt de aanvrager, het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigd ambtenaar of hun vertegenwoordigers, evenals de commissie, om op de hoorzitting te verschijnen.

Binnen dezelfde termijn maakt de commissie haar advies over. Bij ontstentenis wordt het advies geacht gunstig te zijn. ».

Het zesde lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Art. 82. In artikel 121, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "stuurt de Regering haar beslissing naar de aanvrager" vervangen door de woorden "geeft de Regering per schrijven kennis van haar beslissing aan de aanvrager".

In lid 2 van hetzelfde artikel wordt het woord "aangetekende" geschrapt.

In lid 3 van hetzelfde artikel worden de woorden "de aangetekende rappelbrief" vervangen door de woorden "de zending".

Art. 83. In artikel 122, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "een aangetekend beroep instellen" vervangen door de woorden "per schrijven een beroep instellen".

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden "bezorgt de gemachtigde ambtenaar" vervangen door de woorden "bezorgt de gemachtigde ambtenaar per schrijven".

In hetzelfde artikel worden de woorden "nadat de gemachtigde ambtenaar het aangetekend beroep heeft ontvangen" vervangen door de woorden "nadat de gemachtigde ambtenaar per schrijven het beroep heeft ontvangen".

Art. 84. De leden twee, drie en vier van artikel 123 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, worden geschrapt.

Art. 85. Artikel 124 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 124. De milieueffectenstudie met betrekking tot de vergunningsaanvraag kan geheel of gedeeltelijk gegevens en resultaten uit voorheen doorgevoerde milieuevaluaties bevatten. » .

Art. 86. In artikel 125 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de overlegvergadering" vervangen door de woorden "de vergadering waarbij de bevolking betrokken wordt".

Art. 87. In artikel 127, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002 en het decreet van 1 april 2004, wordt het nummer 4° ingevoegd bij het decreet van 1 april 2004 vervangen als volgt :

« 4° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken gelegen in het gebied bedoeld in artikel 28 ».

Hetzelfde lid wordt aangevuld als volgt :

« 5° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken gelegen in de omtrek bedoeld in de artikelen 168, § 1, eerste lid, en 182;

6° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken gelegen in de omtrek bedoeld in artikel 1, 5°, van het decreet betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. ».

Het tweede lid, 3°, van dezelfde paragraaf wordt vervangen als volgt :

« 3° de lijst van de handelingen en werken van algemeen nut of waarvan zij het gewestelijke belang erkent en waarvoor er geen machtiging gegeven wordt. ».

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De vergunningsaanvraag wordt per schrijven aan de gemachtigde ambtenaar gericht. ».

In het derde lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "per schrijven".

In het vierde lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "geeft de gemachtigd ambtenaar, indien de aanvraag volledig is, kennis aan de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "geeft de gemachtigd ambtenaar, indien de aanvraag volledig is, per schrijven kennis aan de aanvrager".

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« § 3. Indien het handelingen en werken betreft bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 5°, kan de vergunning toegekend worden op grond van artikel 110 of bij afwijking van een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening of een rooiplan. ».

In paragraaf 4, eerste lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "tegelijkertijd aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen gestuurd, bij aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "tegelijkertijd per schrijven aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen gestuurd".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "vanaf het ontvangstbewijs van de post" vervangen door "vanaf het bewijs".

In paragraaf 5, tweede lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "wordt tegelijkertijd aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigd ambtenaar toegezonden, bij aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "wordt tegelijkertijd per schrijven aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigd ambtenaar medegedeeld".

In paragraaf 6 van hetzelfde artikel wordt het tweede lid als volgt vervangen :

« In de vijfenzeventig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep geeft de Regering per schrijven kennis van haar beslissing aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigde ambtenaar.

Bij ontstentenis kan de aanvrager per schrijven een rappelbrief aan de Regering richten.

Indien de Regering haar beslissing niet binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst door haar van de rappelbrief niet verstuurd heeft, wordt de beslissing waartegen een beroep is ingediend, bevestigd. ».

In paragraaf 7, tweede lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "van de gemeentelijke commissie en" geschrapt.

Art. 88. Het opschrift van afdeling 10 van hoofdstuk III van titel V van boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Afdeling 10. — Bijzondere bepalingen betreffende de verkavelingsvergunning, de stedenbouwkundige vergunning, evenals de handelingen en werken die een wijziging aan de gemeentewegen of de daarop betrekking hebbende netwerken impliceren".

Art. 89. Het eerste lid van artikel 128 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden ", evenals op de handelingen en werken met betrekking tot de communicatienetwerken, rioleringsnetten, netten voor vervoer en verdeling van vloeistoffen en energie die aan het wegendomein raken".

Art. 90. In artikel 129 van hetzelfde Wetboek wordt er een paragraaf drie, luidend als volgt, toegevoegd :

« § 3. Behalve in geval van overmacht, verantwoord door een incident van technische aard, mag niemand, zonder er vooraf aangifte van te hebben gedaan, één of meerdere netten die in het openbare domein ingegraven dan wel erop vastgemaakt zijn, erop steunen of er over heen hangen, installeren, verplaatsen, wijzigen of uitbreiden.

Het college van burgemeester en schepenen is bevoegd om kennis te nemen van de aangiften.

De aangifte wordt per schrijven gericht aan dan wel tegen ontvangstbewijs ingediend bij het college van burgemeester en schepenen. Indien de handelingen en werken bedoeld in het eerste lid betrekking hebben op meerdere gemeenten, wordt er een aangifte gericht aan elk college van burgemeester en schepenen.

De aangifte is onontvankelijk :

1° ofwel als het versturen of indienen ervan is geschied in strijd met deze paragraaf;

2° ofwel indien ze geen melding maakt van de plaatsbepaling, de plattegrond, de in cijfers aangegeven hoogte en de voorwaarden voor de uitvoering van de handelingen en werken die in de aangifte zijn opgenomen.

Als de aangifte onontvankelijk is, licht het college van burgemeester en schepenen per schrijven de aangifte-indiener daarover in binnen een termijn van vijftien dagen.

Binnen dezelfde termijn licht het college van burgemeester en schepenen :

— de beheerders van het wegnnet en andere netten,

— de aangifte-indiener in als er uitvoeringsvoorwaarden die bij die bedoeld in het derde lid toegevoegd worden, vereist zijn.

Indien er geen schrijven is verstuurd binnen een termijn van vijftien dagen, wordt het college van burgemeester en schepenen geacht de handelingen en werken die in de aangifte zijn opgenomen, vrij te stellen van bijkomende uitvoeringsvoorwaarden.

De aangifte-indiener mag de handelingen en werken uitvoeren :

1° ofwel twintig dagen na zijn aangifte te hebben ingediend en voor zover zij niet onontvankelijk is verklaard zoals bedoeld in het derde lid;

2° ofwel dertig dagen na zijn aangifte te hebben ingediend indien het college van burgemeester en schepenen overeenkomstig het vijfde lid bijkomende uitvoeringsvoorwaarden oplegt.

Het college van burgemeester en schepenen houdt een cartografie van de netten bedoeld in artikel 128 ter beschikking van betrokken derden, evenals een register der aangiften die zij kunnen inkijken. Die bepaling treedt in werking op een door de Regering te bepalen datum.

De Regering kan de vorm en de inhoud van de aangifte vastleggen, het aantal in te dienen exemplaren, evenals de voorwaarden voor de uitvoering van de handelingen en werken bedoeld in het eerste lid die de gevaren, de hinder of de nadelen zouden kunnen beperken die door die handelingen en werken veroorzaakt zouden kunnen worden in het wegendomein en aan de gebruikers ervan, evenals aan de omwonenden en bewoners.

De Regering kan de voorwaarden vastleggen voor de uit- en bijwerking van de cartografie van de netten en van het register der aangiften bedoeld in het achtste lid, evenals de wijze waarop derde betrokkenen er kennis van kunnen nemen. ».

Art. 91. In artikel 132*bis*, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 18 juli 2002 worden tussen de woorden "van afdeling 2" en "van dit hoofdstuk" de woorden "en afdeling 9" ingevoegd.

Art. 92. Het tweede lid van artikel 137 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt vervangen :

« De aanvang van werken met betrekking tot nieuwbouw, met inbegrip van de uitbreiding van de grondinneming van bestaande bouwwerken, wordt ondergeschikt gemaakt aan de aanwijzing ter plaatse van de vestiging door toedoen van het college van burgemeester en schepenen.

Van de aanwijzing wordt er een proces-verbaal opgesteld. »

Art. 93. Artikel 139 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 139. Volgens de bepalingen die de Regering kan vastleggen, wordt er binnen de termijn van zestig dagen te rekenen van de datum van het verzoek dat de vergunninghouder of de eigenaar van het goed tegelijk aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigde ambtenaar richt, een aangifte opgesteld waarin verklaard wordt dat :

1° de werken al dan niet voltooid zijn binnen de termijn waarin ze voltooid hadden dienen te worden;

2° de werken al dan niet zijn uitgevoerd in overeenstemming met de afgeleverde vergunning.

Als de werken niet zijn voltooid binnen de termijn of indien ze niet overeenstemmen met de afgeleverde vergunning, dient de aangifte, al naar gelang het geval, de lijst van de werken inhouden die niet zijn uitgevoerd en aangeven waarin de vergunning niet is nageleefd. ».

Art. 94. In artikel 140 van hetzelfde Wetboek, de woorden „, behalve op de lijst van de handelingen en werken vastgelegd door de Regering,“ toevoegen tussen de woorden „mag“ en „alleen“.

In hetzelfde artikel worden tussen de woorden „karakter“ en „of“ de woorden „in gebieden waarvan de inrichting onderworpen is aan een overlegprocedure“ ingevoegd.

Art. 95. In artikel 150bis, § 1, tweede lid, 3°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 18 juli 2002, worden de woorden „en het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan“ geschrapt.

In het nummer 4° van hetzelfde lid worden tussen de woorden „of“ en „nog“ de woorden „een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag in de zin van artikel 33 of“.

In paragraaf 2, vierde lid, van hetzelfde artikel worden na de woorden „de gemachtigde ambtenaar“ de woorden „of diens vertegenwoordiger“ ingevoegd.

Art. 96. In artikel 154, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden er een nummer 6° en een nummer 7°, luidend als volgt, toegevoegd :

« 6° de handelingen en werken bedoeld in artikel 84, § 2, tweede lid, 4°, uitvoeren en in stand houden zonder voorafgaandelijke stedenbouwkundige aangifte;

« 7° de handelingen en werken bedoeld in artikel 129, § 3, uitvoeren en in stand houden zonder voorafgaandelijke aangifte en dat het college van burgemeester en schepenen de overmacht bedoeld in dezelfde paragraaf ongegrond acht. ».

Art. 97. In artikel 158, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden „deze niet in overeenstemming zijn met de verleende vergunning of zonder vergunning uitgevoerd worden“ :

« 1° ofwel niet in overeenstemming zijn met de verleende vergunning;

« 2° ofwel zonder vergunning worden uitgevoerd;

« 3° ofwel uitgevoerd worden zonder de voorafgaandelijke stedenbouwkundige aangifte bedoeld in artikel 84, § 2, tweede lid, 4°;

« 4° ofwel uitgevoerd worden zonder de voorafgaandelijke aangifte bedoeld in artikel 129, § 3. ».

*Afdeling 2. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen
met betrekking tot het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium*

Art. 98. De artikelen 5, 6, 7, 28, 29, 58, 68, 69bis, 77 en 79 van het decreet van 18 juli tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden opgeheven.

Art. 99. De artikelen 3, 8, 22, 23, 24, 25 – in zoverre dat laatste artikel een paragraaf 2 invoegt in artikel 46 van hetzelfde Wetboek -, 28, 29, 30, 32 en 58 van het decreet van 18 juli 2002 treden in werking op datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 100. In de vigerende gewestplannen gelden artikel 25, vierde lid, en artikel 33 voor het woonuitbreidingsgebied en het woonuitbreidingsgebied met een landelijk karakter bedoeld bij artikel 6, § 1, 3°, van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Art. 101. De herziening van een gewestplan dat voorlopig door de regering na advies van de gewestelijke commissie is vastgelegd na inwerkingtreding van dit decreet, wordt voortgezet volgens de vóór die datum vigerende procedure.

De bepalingen van artikel 46, § 1, zoals gewijzigd bij dit decreet, gelden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 102. De herziening of de opstelling van een gemeentelijk structuurplan, een gemeentelijk plan van aanleg of een gemeentelijk programma waarbij de voorrang voor de ontsluiting van de gebieden met uitgestelde aanleg wordt vastgelegd, voorlopig goedgekeurd door de gemeenteraad vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, kunnen worden voortgezet volgens de vóór die datum vigerende procedure.

De betrokken gemeenten behouden het recht tot toekenning en vereffening van de subsidie bedoeld in artikel 12.

De opstelling van een stedenbouwkundig en leefmilieubestek waartoe besloten is vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt voortgezet volgens de bepalingen die vóór die datum van kracht waren.

Art. 103. De aanvraag voor een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning waarvan het bericht van ontvangst dateert van voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende bepalingen.

*Afdeling 3. — Wijzigingsbepalingen met betrekking tot het decreet van 1 april 2004
betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten*

Art. 104. Artikel 15 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« Art. 15. – In titel II van boek II van hetzelfde Wetboek wordt er een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK III. — Gebieden bestemd voor herontwikkeling wat betreft de landschappen en het leefmilieu

Art. 182. § 1. De regering stelt de lijst vast van de afgedankte bedrijfsruimtes waarvan de herontwikkeling voorrang heeft wat betreft landschappen en leefmilieu.

In afwijking van hoofdstuk I van titel I van dit boek en voor elk van die gebieden besluit de regering dat het om een afgedankt gebied gaat dat herontwikkeld dient te worden wat betreft landschap en leefmilieu, en zij legt er de omtrek van vast en kan verordenen dat de onteigening bedoeld in artikel 181 van openbaar nut is.

Zij neemt de aankoop ervan over, in voorkomend geval, evenals geheel of gedeeltelijk het onderzoek en de werken bedoeld in artikel 167, 2°.

§ 2. Elke eigenaar of houder van een zakelijk onroerend recht op goeden die in de omtrek van een afgedankte bedrijfsruimte is ertoe gehouden het onderzoek en de werken te verrichten die het herstel van het uitzicht van die plaats wat landschap en leefmilieu betreft, tot gevolg heeft.

Indien hij zich niet schikt naar de bepaling van het eerste lid, kan de eigenaar of houder van een zakelijk onroerend recht ertoe gedwongen worden door de bevoegde rechtbank, op vervolging van het Gewest, de maatschappij, een intercommunale die de ruimtelijke ordening als maatschappelijk doel heeft of door de gemeente.

Indien zij niet worden uitgevoerd binnen de termijn vastgelegd door de rechtbank, worden de werken bedoeld in het eerste lid van ambtswege uitgevoerd door toedoen van het Gewest, de maatschappij, de betrokken intercommunale of de gemeente, op kosten van de eigenaar of de houder van een zakelijk onroerend recht.

Indien de kosten niet op het eerste verzoek terug worden betaald, worden de goeden door het Gewest onteigend of laat het Gewest ze onteigenen, in opdracht van de maatschappij, de betrokken intercommunale of de gemeente, waarbij niet rekening kan worden gehouden met de meerwaarde voortvloeiend uit de reeds uitgevoerde werken.

§ 3. De waarde die in overweging genomen wordt voor de aankopen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 wordt geschat rekening houdend met het onderzoek en de werken bedoeld in dezelfde paragrafen en die, welke nog uit te voeren zijn.

§ 4. De werken bedoeld in paragraaf 1 of bevolen door de rechtbank overeenkomstig paragraaf 2, tweede lid, worden uitgevoerd zonder dat er eenvergunning verkregen hoeft te worden. ».

Art. 105. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. In artikel 184, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "ofwel de sanering en" opgeheven. ».

Art. 106. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 32 luidend als volgt :

« Art. 32. - De bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium die van kracht zijn op datum van 16 juni 2004 gelden voor het voorstel of het initiatief bedoeld in artikel 168, § 1, van voornoemd Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997.

Dat artikel heeft uitwerking vanaf 17 juni 2004. » .

Art. 107. De regering is gemachtigd om de coördinatie van dit decreet met het decreet van 27 november 1997, gewijzigd bij de decreten van 23 juli 1998, 11 maart 1999, 1 april 1999, 6 mei 1999, 4 juli 2002, 18 juli 2002 en 19 september 2002 uit te voeren.

*Afdeling 4. — Wijzigingsbepaling van het decreet van 11 maart 2004
betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid*

Art. 108. In artikel 1, 5°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid worden de woorden "de handelingen en werken die uitgevoerd worden op gronden of aan gebouwen" vervangen door de woorden "de handelingen en werken die uitgevoerd worden op de wegen of op de gronden die bestemd zijn om ingenomen te worden door de wegen, evenals op onroerende goeden die gelegen zijn in de door de regering erkende omtrek".

Afdeling 5. — Wijzigingsbepaling van het Leefmilieuwetboek

Art. 109. In hoofdstuk V van titel V van deel II van boek II van het Leefmilieuwetboek wordt het derde lid van artikel 53 opgeheven.

Afdeling 6. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 110. Artikel 81, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met volgend lid :

"De gemachtigd ambtenaar en de technische ambtenaar zijn uitsluitend bevoegd om samen kennis te nemen van de aanvragen tot enige vergunningen met betrekking tot handelingen en werken bedoeld in artikel 127, § 1, eerste lid, 1°, 2°, 4°, 5° en 6° van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. » .

Art. 111. Artikel 82, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« De vergunningsaanvraag wordt gericht aan de gemeente op het grondgebied waarvan de vestiging in het vooruizicht wordt gesteld. ».

In het tweede lid van hetzelfde artikel worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst verzonden of tegen ontvangstbewijs" weggelaten.

Art. 112. In artikel 84, tweede lid, van hetzelfde decreet :

1. wordt het Franse woord "transmis" vervangen door het woord "envoyé";
2. worden de woorden "door hem bij ter post aangetekend schrijven een afschrift te richten dat hij eensluidend verklaart" vervangen door de woorden "door hem een afschrift op te sturen".

Art. 113. In artikel 85, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt nummer 3° weggelaten.

Art. 114. Artikel 86 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 86. - § 1. De technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar sturen de aanvrager de beslissing toe die zich uitsprekt over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag waarop de technische ambtenaar de aanvraag overeenkomstig artikel 84 krijgt.

Indien de aanvraag onvolledig is, sturen de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de aanvrager de lijst toe van de ontbrekende stukken en geven aan dat de procedure opnieuw begint te lopen te rekenen van de ontvangst ervan door de gemeente waarbij de aanvraag is ingediend. Dezelve dag richten zij een afschrift van die zending aan de gemeente waarbij de aanvraag is ingediend.

§ 2. De aanvrager richt de aanvullende gegevens waarom is verzocht, aan de gemeente. De aanvullende gegevens worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke vergunningsaanvraag.

Het gemeentebestuur richt de aanvullende gegevens waarom is verzocht aan de technische en aan de gemachtigde ambtenaar, binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen van de dag waarop de aanvullende gegevens zijn verkregen. Het gemeentebestuur behoudt een exemplaar van die aanvullende gegevens.

Het gemeentebestuur licht de aanvrager schriftelijk in over de datum van ontvangst van de aanvullende gegevens door de technische ambtenaar.

Indien het gemeentebestuur de aanvullende gegevens niet verstuurd heeft binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, kan de aanvrager ze rechtstreeks als afschrift opsturen naar de technische ambtenaar. In dat geval maakt de technische ambtenaar onverwijld een afschrift van de aanvullende stukken die hij ontvangen heeft, aan de gemachtigde ambtenaar over.

§ 3. Binnen de twintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvullende stukken door de technische ambtenaar richten de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag aan de aanvrager.

Indien de ambtenaren een tweede maal van mening zijn, dat de aanvraag onvolledig is, verklaren zij die aanvraag onontvankelijk.

§ 4. Indien de aanvraag onontvankelijk is, lichten de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar in de voorwaarden en binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, of, in voorkomend geval, binnen de termijn bedoeld in paragraaf 3, de aanvrager in over de onontvankelijkheidsgronden.

§ 5. In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, is de aanvrager, indien overeenkomstig artikel 8, § 4, tweede lid, van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de evaluatie van de milieu-effecten of artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen er een milieuonderzoek verricht dient te worden, ertoe gehouden een nieuwe aanvraag in te dienen samen met het effectenonderzoek. In dat geval is artikel 177, eerste lid en tweede lid, 1° en 2°, niet van toepassing. ».

Art. 115. Artikel 87, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgend lid :

« Dezelfde dag richten zij een afschrift van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard aan de gemeente waarbij de aanvraag is ingediend. » .

Art. 116. Artikel 88 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 88. Indien de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar de aanvrager de beslissing bedoeld in artikel 86, § 1, eerste lid of de beslissing bedoeld in artikel 86, § 3, niet toegestuurd hebben, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd, na afloop van de termijnen bepaald bij die bepalingen. De procedure wordt verdergezet. ».

Art. 117. In artikel 90 van hetzelfde decreet wordt het vierde lid vervangen door het volgende :

« Binnen de termijn bedoeld in artikel 28 wordt er een afschrift van de stukken en adviezen bedoeld in de artikelen 27 en 28 eveneens gericht aan de gemachtigde ambtenaar door het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente waar er een openbaar onderzoek heeft plaatsgevonden. ».

Art. 118. In artikel 91, eerste lid, van hetzelfde decreet :

1. worden de woorden "de bevoegde overheid" vervangen door de woorden "de gemeente waarbij de aanvraag is ingediend";

2. voor de Franse versie, wordt het woord "transmet" vervangen door het woord "envoie";

3. worden de woorden "evenals de eventuele aanvullende gegevens ervan" ingevoegd tussen het woord "aanvraagdossier" en "advies";

4. worden de woorden "of delen [hun advies] mee tegen ontvangstbericht" weggelaten.

In artikel 91, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of tegen ontvangbewijs" weggelaten.

Art. 119. In artikel 92, § 1, van hetzelfde decreet worden het woord "gezamenlijk" ingevoegd tussen de woorden "bevat" en "een".

Art. 120. Artikel 92, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Het samenvattend verslag en de volledige aanvraag worden aan de bevoegde overheid gericht binnen een termijn van :

1° zeventig dagen indien de vergunningsaanvraag een inrichting van klasse 2 betreft;

2° honderd en tien dagen indien de vergunningsaanvraag een inrichting van klasse 1 betreft. » .

In het tweede lid vandezelfde paragraaf wordt in het Frans het woord "transmettent" vervangen door het woord "envoient".

Art. 121. In artikel 92, § 5, van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 93, § 1" vervangen door de woorden "in paragraaf 3".

Dezelfde paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« In de gevallen bedoeld in artikel 81, § 2, tweede en derde lid, kunnen de termijnen bedoeld in artikel 93, § 1, eerste lid, verlengd worden bij gezamenlijke beslissing van de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar. De duur van de verlenging mag de dertig dagen niet overschrijden. Die beslissing wordt aan de aanvrager gericht binnen de termijn bedoeld in artikel 93, § 1, eerste lid. ».

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7 luidend als volgt :

« § 7. In de gevallen bedoeld in artikel 81, § 2, tweede en derde lid zijn de paragrafen 3, 4 en 6 van dit artikel niet van toepassing. ».

Art. 122. Artikel 93 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 93. § 1. De bevoegde overheid richt zijn beslissing aan de aanvrager, aan de technische ambtenaar en aan de gemachtigde ambtenaar, evenals, bij gewoon schrijven, aan elke overheid of aan elk bestuur dat is geraadpleegd binnen een termijn van :

1° negentig dagen indien de vergunningsaanvraag een inrichting van klasse 2 betreft;

2° honderd veertig dagen indien de vergunningsaanvraag een inrichting van klasse 1 betreft.

Indien het samenvattend verslag verstuurd wordt vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 92, § 3, richt de bevoegde overheid zijn beslissing aan de aanvrager, aan de technische ambtenaar en aan de gemachtigde ambtenaar, evenals, bij gewoon schrijven, aan elke overheid of aan elk bestuur dat is geraadpleegd binnen een termijn van :

1° twintig dagen te rekenen van de dag waarop zij het samenvattend verslag krijgt van de ambtenaren overeenkomstig artikel 92, § 3, voor de inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen te rekenen van de dag waarop zijn het samenvattend verslag krijgt van de ambtenaren overeenkomstig artikel 92, § 3, voor de inrichtingen van klasse 1.

In de gevallen bedoeld in artikel 81, § 2, tweede en derde lid, geldt enkel lid 1 van deze paragraaf. De beslissing van de gemachtigde ambtenaar en van de regering over de toekenning of de weigering van de afwijking bedoeld in artikel 114 van het CWATUP maakt volledig deel uit van de beslissing bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf.

§ 2. In de in artikel 92, § 5, bedoelde hypothese wordt de termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing te sturen, verlengd met een termijn gelijk aan die bepaald door de technische ambtenaar en door de gemachtigde ambtenaar.

§ 3. Binnen de in § 1, tweede lid, bedoelde termijn of in het geval bedoeld in artikel 81, § 2, tweede en derde lid, binnen de termijn bedoeld in § 1, eerste lid, kan de aanvrager vóór de beslissing van de bevoegde overheid en mits de toestemming of op verzoek van deze laatste, wijzigingsplannen en een uitvloeisel van de bijsluiters van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek overleggen. In dit geval worden de in § 1 bedoelde termijn opgeheven.

De aanvrager stuurt de bevoegde overheid de wijzigingsplannen samen met een uitvloeisel van de bijsluiters van milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek. Deze documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke aanvraag.

De bevoegde overheid stuurt de in het vorige lid bedoelde documenten aan de technische ambtenaar en aan de gemachtigde ambtenaar binnen een termijn van drie werkdagen na ontvangst ervan.

De bevoegde overheid behoudt een exemplaar van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.

De bevoegde overheid stelt de aanvrager schriftelijk in kennis van de datum van ontvangst van de complementen door de technische ambtenaar.

Als de bevoegde overheid de wijzigingsplannen en het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek binnen de in het derde lid bedoelde termijn niet heeft gestuurd, kan de aanvrager een kopie ervan rechtstreeks sturen aan de technische ambtenaar. In dit geval maakt de technische ambtenaar onverwijld de ontvangen documenten over aan de gemachtigde ambtenaar.

De procedure begint volgens de in artikel 86, § 3, eerste lid, bedoelde modaliteiten opnieuw na ontvangst door de technische ambtenaar van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek. In de beslissing die ze overeenkomstig artikel 87 geven, vermelden de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar dat de aanvraag het voorwerp uitmaakt van de wijzigingsplannen. Het is ook het geval bij de aanhangigmaking van de in artikel 91 bedoelde instanties. Het openbaar onderzoek dat overeenkomstig artikel 90 is uitgevoerd, heeft betrekking op het dossier van de aanvankelijke vergunningsaanvraag, op haar eventuele complementen alsmede op de wijzigingsplannen en hun uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.

In afwijking van de leden 2 tot 6 en in de gevallen bedoeld in artikel 81, § 2, tweede en derde lid, stuurt de aanvrager de wijzigingsplannen en het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek aan de technische ambtenaar en aan de gemachtigde ambtenaar. Deze documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvraag.

In dergelijke gevallen begint de procedure volgens de in artikel 86, § 3, eerste lid, bedoelde modaliteiten opnieuw na ontvangst door de technische ambtenaar van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.

In de beslissing die ze overeenkomstig artikel 87 geven, vermelden de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar dat de aanvraag het voorwerp uitmaakt van de wijzigingsplannen. Het is ook het geval bij de aanhangigmaking van de in artikel 91 bedoelde instanties. Het openbaar onderzoek dat overeenkomstig artikel 90 is uitgevoerd, heeft betrekking op het dossier van de aanvankelijke vergunningsaanvraag, op haar eventuele complementen alsmede op de wijzigingsplannen en hun uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.

Deze paragraaf kan slechts één keer over dezelfde aanvraag uitgevoerd worden.

§ 4. De artikelen 36 en 38 van dit decreet zijn van toepassing op de beslissing die de bevoegde overheid krachtens deze afdeling heeft genomen ».

Art. 123. Artikel 94 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 94. Als het syntheserapport overeenkomstig artikel 92 wordt verzonden en als het een gunstig advies van de technische ambtenaar en van de gemachtigde ambtenaar omvat, wordt de beslissing, indien ze niet binnen de in artikel 93 bedoelde termijn is verstuurd, geacht te zijn genomen op grond van de algemene en sectorale conclusies bedoeld in artikel 5 en op grond van de in het syntheserapport eventueel vermelde bijzondere voorwaarden. Dit laatste wordt door de technische ambtenaar aan de aanvrager gestuurd.

Als de beslissing niet binnen de in artikel 93 voorgeschreven termijn wordt verzonden en als het syntheserapport niet overeenkomstig artikel 92 wordt verzonden of als het een ongunstig advies van de technische ambtenaar en van de gemachtigde ambtenaar omvat, wordt de vergunning geacht geweigerd te zijn.

In de in artikel 81, § 2, tweede en derde lid, bedoelde gevallen wordt de vergunning geacht geweigerd te zijn als de beslissing niet binnen de in artikel 93 voorgeschreven termijn is verzonden ».

Art. 124. Artikel 95 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 95. § 1. Elke belangstellende natuurlijke of rechtspersoon kan, evenals de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar, een beroep bij de Regering instellen tegen de beslissingen van de in artikel 81 bedoelde overheden i.v.m. de afgifte van eenmalige vergunningen en tegen het feit dat die overheden geen beslissing hebben genomen bij het verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 93.

Het gebrek aan beslissing van de in artikel 81 bedoelde overheden i.v.m. de afgifte of de weigering van eenmalige vergunningen heeft de onmogelijkheid voor deze laatste om een beroep in te dienen, als gevolg.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep tegen ontvangbewijs aan het bestuur Leefmilieu gezonden binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van :

1° de datum van ontvangst van de beslissing van de bevoegde overheid wanneer ze binnen de in artikel 93 bedoelde termijnen is gezonden of van het als beslissing geldende syntheserapport dat overeenkomstig artikel 94, eerste lid, aan de aanvrager is gezonden, voor de aanvrager, de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar;

2° het verstrijken van de in artikel 93 bedoelde termijnen, voor de aanvrager, de technische ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar;

3° de eerste dag van aanplakking van de beslissing of van het als beslissing geldende document, overeenkomstig artikel 93, voor de personen die niet onder 1° zijn opgenomen.

Als de beslissing in verschillende gemeenten wordt aangeplakt, wordt de termijn verlengd tot de twintigste dag volgend op de eerste dag van aanplakking in de gemeente die de beslissing in eerste instantie heeft laten aanplakken.

Het in het eerste lid bedoelde bestuur maakt binnen vijf dagen een afschrift van het beroep over aan het bestuur Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw.

§ 3. Op basis van de ingewonnen adviezen maken de besturen Leefmilieu en Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw samen een syntheserapport op.

Het syntheserapport wordt aan de Regering gestuurd binnen een termijn van :

1° vijftig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1; Deze termijn loopt vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het beroep. Als er verschillende beroepen zijn, loopt de termijn vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het laatste beroep.

De in het eerste lid bedoelde besturen stellen de aanvrager schriftelijk in kennis van de dag waarop ze het syntheserapport overmaken.

§ 4. De in § 3 bedoelde termijnen mogen bij gezamenlijke beslissing van de besturen Leefmilieu en Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw verlengd worden. De duur van de verlenging mag niet hoger zijn dan dertig dagen. Deze beslissing wordt binnen de in § 3, tweede lid, toegezonden aan de Regering, de aanvrager en de eiser.

§ 5. Het beroep schort de betwiste beslissing niet op, behalve als het ingesteld wordt door de ambtenaren bedoeld in paragraaf 1.

§ 6. De Regering bepaalt :

1° de gegevens die het beroep moet bevatten, de vorm ervan en het aantal in te dienen exemplaren;

2° de wijze waarop het publiek in kennis wordt gesteld van het beroep;

3° de voorschriften voor de behandeling van het beroep, de wijze waarop het syntheserapport wordt opgemaakt, de te raadplegen organen en de termijnen binnen welke de adviezen worden uitgebracht.

Als het advies niet binnen de voorgeschreven termijnen wordt verzonden, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 7. De Regering stuurt haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van :

1° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° honderd dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1.

Die termijn loopt vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het beroep. Als er verschillende beroepen zijn, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag volgend op de dag van ontvangst van het laatste beroep.

Als het syntheserapport wordt overgemaakt vóór het verstrijken van de in paragraaf 3 bedoelde termijn, verstuurt de Regering haar beslissing binnen een termijn van :

1° twintig dagen, te rekenen van de dag waarop zij het syntheserapport van de besturen overeenkomstig paragraaf 3 ontvangt, voor inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen van de dag waarop zij het syntheserapport van de besturen overeenkomstig paragraaf 3 ontvangt, voor inrichtingen van klasse 1.

In de in § 4 bedoelde hypothese wordt de termijn waarover de Regering beschikt om haar beslissing te sturen, verlengd met een termijn gelijk aan die bepaald door de besturen leefmilieu en ruimtelijke ordening en stedenbouw.

§ 8. Als de beslissing niet binnen de in paragraaf 7 bedoelde termijn wordt verzonden :

1° wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd;

2° als de in eerste instantie genomen beslissing niet binnen de in artikel 93 bedoelde termijn wordt genomen en als het syntheserapport overeenkomstig § 3 is toegezonden, wordt de beslissing geacht genomen te zijn op grond van de conclusies van het syntheserapport. Het syntheserapport wordt door de technische ambtenaar aan de aanvrager gestuurd.

§ 9. Als de vergunningsweigering voortvloeit uit een gebrek aan beslissing in eerste instantie of in beroep en als geen syntheserapport binnen de voorgeschreven termijn wordt verzonden, dient een vergoeding ten laste van het Gewest te worden betaald die gelijk is aan twintigmaal het dossiersrecht bedoeld in artikel 177, tweede lid, 1° en 2°. De vergoedingsaanvragen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken. »

Art. 125. In artikel 96, § 1, van hetzelfde decreet wordt het derde lid opgeheven.

Art. 126. Artikel 97, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden "met uitzondering van de artikelen 48, § 1, 1° en 53. ».

In het derde lid, derde streepje, van hetzelfde artikel wordt het cijfer 123 vervangen door de termen "123, derde lid" en worden de termen "84 tot 86" vervangen door de termen "84, 85, 86, 88". In hetzelfde streepje worden de termen "134 tot 136, 138, 139" vervangen door de termen "134 tot 139".

Hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

« Als de werken binnen twee jaar na de toezending van de eenmalige vergunning of van het als beslissing geldende syntheserapport dat aan de exploitant overeenkomstig artikel 94, eerste lid, wordt gestuurd, niet duidelijk zijn begonnen, is de vergunning verlopen. Het verval gebeurt van rechtswege. Op verzoek van de exploitant worden de vergunning of het syntheserapport bedoeld in het vorige lid evenwel verlengd met een periode van één jaar.

Deze aanvraag wordt dertig dagen voor het verstrijken van de in het vorige lid vervalttermijn ingediend.

De verlenging wordt door de bevoegde overheid toegekend om de vergunning in eerste instantie af te geven. » .

Art. 127. Artikel 176, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Behoudens andersluidende bepaling geschiedt elke verzending bedoeld in de hoofdstukken II, III, IV, IX en XI :

1° bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs;

2° door het beroep op elke gelijke formule, waarbij een bepaalde datum wordt toegekend bij de toezending en na ontvangst van de akte, ongeacht de gebruikte dienst voor de postverspreiding.

De Regering kan de lijst bepalen van de processen die ze erkent als processen die een bepaalde datum kunnen geven bij de toezending en na ontvangst van de akte kunnen geven. »

Tussen het eerste en het tweede lid van hetzelfde artikel wordt het volgende lid ingevoegd :

« De toezending moet uiterlijk op de vervalddag geschieden. ».

Art. 128. De aanvragen om eenmalige vergunningen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden ingediend, alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de op datum van indiening van de aanvraag vigerende regels.

Art. 129. Artikel 8, sub 170 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003, wordt gewijzigd als volgt :

— punt 2° van § 3 wordt opgeheven.

— § 4 wordt vervangen als volgt :

— "§ 4. Het effectonderzoek betreffende de vergunningsaanvraag kan het geheel of een deel van de gegevens en resultaten gekregen bij elke milieueffectbeoordeling die vroeger is uitgevoerd, vermelden. ».

Afdeling 7. — Wijzigingsbepalingen van de Huisvestingscode

Art. 130. In artikel 48 van de Huisvestingscode worden de woorden "die de vorm kan innemen van een invorderbaar voorschot" ingevoegd tussen de woorden "de tegemoetkoming" en de woorden "naar gelang van".

Hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

« De Regering bepaalt de vorm van de hulp naar gelang van de bestemming van het terrein, van de aard van de overgedragen rechten of van de begunstigen. ».

HOOFDSTUK VI. — Energie

Afdeling 1. — Wijzigingen in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt

Art. 131. In artikel 30, § 3, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in limine wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Er bestaan drie categorieën leveringsvergunningen :

1° de algemene vergunning;

2° de beperkte vergunning :

— voor een maximaal vermogen;

— en/of voor een levering binnen een beperkt en wel afgebakend geografisch gebied;

— en/of voor een beperkt aantal afnemers. Dit biedt een eindafnemer o.a. de mogelijkheid om zijn eigen leverancier te zijn;

3° de plaatselijke vergunning voor leveringen vanaf gedecentraliseerde productie-installaties zonder gebruik te maken van een plaatselijk distributie- of vervoersnet.

De kenmerken van de drie bovenbedoelde categorieën worden nader bepaald door de Regering. » .

2. Het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Na advies van de CwaPE' bepaalt de Waalse Regering voor elke vergunningscategorie de toekennings-, herzienings of intrekingscriteria alsook de geldigheidsduur van de vergunning, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in deze paragraaf. ».

Art. 132. Artikel 42, §§ 1 en 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 42. § 1. De productie van groene elektriciteit is onderworpen aan de toekenning van een certificaat van oorspronkelijke garantie dat per productiesite afgeleverd wordt.

Het certificaat van oorspronkelijke garantie bevestigt dat de door een productiesite geproduceerde hoeveelheden groene elektriciteit duidelijk geïdentificeerd en gemeten kunnen worden, dat die elektriciteit onder het label "électricité verte garantie d'origine" verkocht mag worden en dat ze recht zal geven op de toekenning van groene certificaten.

§ 2. De Regering bepaalt de criteria en de procedure voor de toekenning, herziening en intrekking van het certificaat van oorspronkelijke garantie. Deze criteria betreffen o.a. het vermogen om de werkelijk geproduceerde elektriciteit te controleren. Installaties met een laag vermogen kunnen het voorwerp uitmaken van een vereenvoudigde procedure. De Regering bepaalt de vermogensdrempel waaronder de vereenvoudigde procedure toepasselijk is.

Het certificaat van oorspronkelijke garantie vermeldt de energiebron waarmee de elektriciteit geproduceerd werd, het vermogen van de installatie, de aangewende technologie en de productieplaatsen.

Het label "garantie d'origine" bestemd voor elektriciteit die geproduceerd wordt vanaf hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekracht, vermeldt, wat hem betreft, de energiebron die aan de basis van de productie ligt, de geproduceerde hoeveelheden, alsook de data en de plaats van de productie. ».

*Afdeling 2. — Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002
betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

Art. 133. In artikel 10 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt paragraaf 3, nietig verklaard bij het arrest nr. 147/2004 van het Arbitragehof, vervangen als volgt :

« § 3. Als de netbeheerder voorgedragen wordt door een gemeente die eigenaar is van een deel van het op haar grondgebied gelegen net of door een ingesloten gemeente, kan de Regering de gemeente de toestemming geven om op haar kosten over te gaan tot de onteigening wegens algemeen nut van het op haar grondgebied gelegen distributienet die noodzakelijk is voor de uitoefening van de opdracht van de door haar voorgedragen distributienetbeheerder.

De ingesloten gemeente is de gemeente waarvan het op haar grondgebied gelegen distributienet beheerd wordt door een andere beheerder dan de netbeheerder van alle aangrenzende gemeenten.

De rechtspleging bij dringende omstandigheden ingesteld bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen is toepasselijk op de onteigeningen bedoeld in paragraaf 3, eerste lid.

In afwijking van artikel 9 van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales, kan een gemeente die vennoot is van een intercommunale die instaat voor het beheer van het distributienet zich, naast de gevallen opgesomd in bovengenoemd artikel 9, vóór de datum waarop de intercommunale vervalt terugtrekken als ze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 3, eerste lid. In deze veronderstelling wordt geen stemming vereist, niettegenstaande elke statutaire bepaling. De gemeente is verplicht tot vergoeding van de door deskundigen geraamde schade die haar terugtrekking aan de overige vennoten en aan de intercommunale berokkent. ».

Art. 134. Artikel 52 van hetzelfde decreet, nietig verklaard bij het arrest nr. 147/2004 van het Arbitragehof, wordt vervangen als volgt :

« Art. 52. Artikel 10 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt aangevuld met volgende paragraaf :

« § 3. Als de netbeheerder voorgedragen wordt door een gemeente die eigenaar is van een deel van het op haar grondgebied gelegen net of door een ingesloten gemeente kan de Regering de gemeente de toestemming geven om op haar kosten over te gaan tot de onteigening wegens algemeen nut van het op haar grondgebied gelegen distributienet die noodzakelijk is voor de uitoefening van de opdracht van de door haar voorgedragen distributienetbeheerder.

De ingesloten gemeente is de gemeente waarvan het op haar grondgebied gelegen distributienet beheerd wordt door een andere beheerder dan de netbeheerder van alle aangrenzende gemeenten.

De rechtspleging bij dringende omstandigheden ingesteld bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen is toepasselijk op de onteigeningen bedoeld in paragraaf 3, eerste lid.

In afwijking van artikel 9 van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales kan een gemeente die vennoot is van een intercommunale die instaat voor het beheer van het distributienet zich, naast de gevallen opgesomd in bovengenoemd artikel 9, vóór de datum waarop de intercommunale vervalt terugtrekken als ze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 3, eerste lid. In deze veronderstelling wordt geen stemming vereist, niettegenstaande elke statutaire bepaling. De gemeente is verplicht tot vergoeding van de door deskundigen geraamde schade die haar terugtrekking aan de andere vennoten en aan de intercommunale berokkent. » .

Art. 135. In artikel 30, § 2, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt worden de woorden "voor een onbepaalde duur" geschrapt.

Art. 136. In artikel 30, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in limine wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Er bestaan drie categorieën leveringsvergunningen :

1° de algemene vergunning;

2° de beperkte vergunning :

— voor een maximaal vermogen;

— en/of voor een levering binnen een beperkt en wel afgebakend geografisch gebied;

— en/of voor een beperkt aantal afnemers. Dit biedt een eindafnemer o.a. de mogelijkheid om zijn eigen leverancier te zijn;

3° de plaatselijke vergunning voor leveringen vanaf gedecentraliseerde productie-installaties zonder gebruik te maken van een plaatselijk distributie- of vervoersnet.

De kenmerken van de drie bovenbedoelde categorieën worden nader bepaald door de Regering. ».

2. de eerste zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Na advies van de CWaPE bepaalt de Waalse Regering voor elke vergunningscategorie de toekennings-, herzienings of intrekingscriteria, alsook de geldigheidsduur van de vergunning, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in deze paragraaf. ».

Afdeling 3. — Bepalingen houdende vrijstelling van de federale bijdrage ter compensatie van het inkomstenverlies dat de gemeenten wegens de liberalisering van de elektriciteitsmarkt lijden

Art. 137. Het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2004 tot vrijstelling van de federale bijdrage ter compensatie van het inkomstenverlies dat de gemeenten wegens de liberalisering van de elektriciteitsmarkt lijden wordt bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van de bijzondere wet van 13 september 2004 tot wijziging van artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

HOOFDSTUK VII. — Milieuvergunning

Art. 138. In artikel 3, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "heeft uitgevaardigd" vervangen door de woorden "kan uitvaardigen".

Art. 139. In artikel 14, § 5, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "integrale normen" gevolgd door de woorden "niet voorgeschreven worden en als de maatregelen die de exploitant krachtens artikel 58, § 2, 1°, van het decreet neemt".

Art. 140. In artikel 16, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst verstuurd of tegen ontvangstbewijs afgegeven" geschrapt.

In artikel 16, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of tegen ontvangstbewijs afgegeven" geschrapt.

Art. 141. In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde decreet :

1. wordt het woord "transmis" in de Franse versie door het woord "envoyé" vervangen;
2. worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven een afschrift te sturen dat hij eensluidend verklaart" vervangen door de woorden "een afschrift te sturen".

Art. 142. In artikel 19, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt punt 3° geschrapt.

Art. 143. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. De technisch ambtenaar stuurt de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden wordt naar de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen die ingaat op de datum waarop hij de aanvraag in ontvangst neemt overeenkomstig artikel 18.

Als de aanvraag onvolledig is, stuurt de technisch ambtenaar de lijst van de ontbrekende stukken naar de aanvrager en wijst hij erop dat de procedure herbegint vanaf de datum van ontvangst ervan door de gemeente waar de aanvraag is ingediend. Dezelfde dag richt hij een afschrift van die zending aan de gemeente waar de aanvraag is ingediend.

§ 2. De aanvrager stuurt de gevraagde bijkomende stukken naar de gemeente. Ze worden overgemaakt in evenveel exemplaren als de initiële vergunningaanvraag er telt.

Het gemeentebestuur stuurt de gevraagde bijkomende stukken naar de technisch ambtenaar binnen een termijn van drie werkdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de bijkomende stukken. Het gemeentebestuur bewaart een exemplaar van de bijkomende stukken.

Het gemeentebestuur geeft de aanvrager schriftelijk kennis van de datum van ontvangst van de bijkomende stukken door de technisch ambtenaar.

Als het gemeentebestuur de bijkomende stukken niet binnen de in het tweede lid bedoelde termijn verstuurd heeft, kan de aanvrager er rechtstreeks een afschrift van richten aan de technisch ambtenaar.

§ 3. De technisch ambtenaar stuurt de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden wordt binnen twintig dagen naar de aanvrager, te rekenen van de datum van ontvangst van de bijkomende stukken.

Als de technisch ambtenaar de aanvraag een tweede keer onvolledig bevindt, verklaart hij ze onontvankelijk.

§ 4. Als de aanvraag onontvankelijk is, geeft de technisch ambtenaar de aanvrager kennis van de redenen van de onontvankelijkheid op de wijze en binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, of, desgevallend, binnen de termijn bedoeld in paragraaf 3.

§ 5. Als artikel 8, § 4, tweede lid, van het decreet van 11 september 1985 houdende milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest of artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen een effectonderzoek oplegt, moet de aanvrager in afwijking van paragraaf 1, tweede lid, samen met het effectonderzoek een nieuwe aanvraag indienen. In dit geval is artikel 177, eerste en tweede lid, 1° en 2°, niet van toepassing. ».

Art. 144. Artikel 21, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Op dezelfde dag stuurt hij naar de gemeente waar de aanvraag is ingediend een afschrift van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd. ».

Art. 145. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. Als de technisch ambtenaar de beslissing bedoeld in artikel 20, § 1, eerste lid, of die bedoeld in artikel 20, § 3, niet naar de aanvrager gestuurd heeft, wordt de aanvraag ontvankelijk bevonden na afloop van de termijnen waarin die bepalingen voorzien. De procedure wordt voortgezet. ».

Art. 146. In artikel 30, eerste lid, van hetzelfde decreet :

1. worden de woorden "de bevoegde overheid" vervangen door de woorden "de gemeente waar de aanvraag is ingediend";
2. wordt de woorden "maakt over" vervangen door het woord "richt";
3. worden de woorden "artikel 20, eerste en derde lid" vervangen door de woorden "artikel 20";
4. worden de woorden "alsmede eventueel zijn bijkomende stukken" tussen het woord "aanvraag" en het woord "voor" ingevoegd.

In artikel 30, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "verzenden of geven hun advies af tegen ontvangstbewijs" vervangen door de woorden "verzenden hun advies".

In artikel 30, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "tegen ontvangstbewijs wordt verzonden of afgegeven" vervangen door "wordt verzonden".

Art. 147. Artikel 32, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Het syntheserapport en de volledige aanvraag worden naar de bevoegde overheid gestuurd binnen een termijn van :

- 1° zeventig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;
- 2° honderd tien dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1. ».

In het derde lid van dezelfde paragraaf wordt het woord "transmet" (Franse versie) vervangen door het woord "envoie".

Artikel 32, § 2, van het decreet van 11 mars 1999 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de gevallen bedoeld in artikel 13, tweede lid, kunnen de termijnen bedoeld artikel 35, § 1, eerste lid, bij beslissing van de technisch ambtenaar verlengd worden. De verlengde termijn mag niet langer lopen dan dertig dagen. Deze beslissing wordt naar de aanvrager gestuurd binnen de termijn bedoeld in artikel 35, § 1, eerste lid. ».

Art. 148. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. In het geval bedoeld in artikel 13, tweede lid, zijn paragraaf 1, tweede lid, van dit artikel en artikel 34 niet toepasselijk. ».

Art. 149. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. § 1. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing naar de aanvrager en de technisch ambtenaar, alsook, bij gewone post, naar elke geraadpleegde overheid of administratie binnen een termijn van :

1° negentig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° honderd veertig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting van klasse 1.

Als het syntheserapport overgemaakt wordt vóór afloop van de termijn bedoeld in artikel 32, § 1, tweede lid, stuurt de bevoegde overheid haar beslissing bij gewone post naar elke geraadpleegde overheid of administratie binnen een termijn van :

1° twintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport van de technisch ambtenaar ontvangt overeenkomstig artikel 32, § 1, tweede lid, voor inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheserapport van de technisch ambtenaar ontvangt overeenkomstig artikel 32, § 1, tweede lid, voor inrichtingen van klasse 1.

Als de bevoegde overheid van het syntheserapport afwijkt, geeft ze de redenen daarvoor op.

In het geval bedoeld in artikel 13, tweede lid, is enkel het eerste lid van deze paragraaf van toepassing.

§ 2. In het geval van artikel 32, § 2, wordt de termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing te verzenden verlengd met dezelfde termijn als die door de technisch ambtenaar bepaald wordt. ».

Art. 150. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. § 1. Elke belangstellende natuurlijke of rechtspersoon kan, evenals de technisch ambtenaar, bij de Regering een beroep instellen tegen de beslissingen van de in artikel 13, eerste en tweede lid, bedoelde overheden m.b.t. de afgifte van milieuvergunningen voor niet-tijdelijke inrichtingen en tegen het feit dat die overheden na afloop van de in artikel 35 bedoelde termijn geen beslissing hebben genomen.

Het feit dat de in artikel 13 bedoelde overheden geen beslissing hebben genomen i.v.m. de afgifte van milieuvergunningen voor niet-tijdelijke inrichtingen houdt in dat geen beroep ingediend kan worden.

§ 2. Het beroep wordt op straffe van niet-ontvankelijkheid aan de inzake beroepen bevoegde technisch ambtenaar gericht binnen een termijn van twintig dagen die ingaat :

1° hetzij, voor de aanvrager en de technisch ambtenaar, op de datum van ontvangst van de beslissing van de bevoegde overheid als ze binnen de in artikel 35 bedoelde termijnen is verstuurd, of van het daarmee gelijkgestelde stuk;

2° hetzij, voor de aanvrager en de technisch ambtenaar, op de datum waarop de in artikel 35 bedoelde termijnen verstrijken;

3° hetzij, voor de personen die niet onder 1° opgenomen zijn, op de eerste dag van aanplakking van de beslissing overeenkomstig artikel 35 of van het daarmee gelijkgestelde stuk.

Als de beslissing in verschillende gemeenten wordt aangeplakt, wordt de termijn verlengd tot de twintigste dag volgend op de eerste dag van aanplakking in de gemeente die de beslissing in laatste instantie heeft aangeplakt.

§ 3. De technisch ambtenaar maakt een syntheserapport op, met name op grond van de ingewonnen adviezen. Dat rapport bevat de gegevens bedoeld in artikel 32.

Het syntheserapport wordt naar de Regering gestuurd binnen een termijn van :

1° vijftig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1.

De termijn gaat in op de eerste dag na ontvangst van het beroep. Als er meer beroepen worden ingesteld, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag na ontvangst van het laatste beroep.

De technisch ambtenaar verwittigt de aanvrager schriftelijk de dag waarop hij het syntheserapport overmaakt.

§ 4. De termijnen bedoeld in paragraaf 3 kunnen bij beslissing van de technisch ambtenaar verlengd worden. De verlengde termijn mag niet langer lopen dan dertig dagen. Deze beslissing wordt naar de Regering en de aanvrager alsook naar de eiser gestuurd binnen de termijn bedoeld in paragraaf 3, tweede lid.

§ 5. Het beroep schort de betwiste beslissing niet op, behalve als het door de technisch ambtenaar ingediend wordt.

§ 6. De Regering bepaalt :

1° de gegevens die het beroep moet bevatten, de vorm ervan en het aantal in te dienen exemplaren;

2° de modaliteiten volgens welke het beroep ter kennis van de bevolking wordt gebracht;

3° de wijze waarop het beroep wordt onderzocht, de te raadplegen instellingen en de termijnen waarbinnen de adviezen worden uitgebracht. Als een advies niet binnen de voorgeschreven termijn verzonden of tegen ontvangstbewijs afgegeven wordt, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 7. De Regering stuurt haar beslissing naar de aanvrager binnen een termijn van :

1° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 2;

2° honderd tien dagen als het beroep betrekking heeft op een inrichting van klasse 1.

De termijn gaat in op de eerste dag na de datum van ontvangst van het beroep. Als er meer beroepen zijn, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag volgend op de datum van ontvangst van het laatste beroep.

Als het syntheserapport overgemaakt wordt vóór afloop van de termijn bedoeld in paragraaf 3, stuurt de Regering haar beslissing binnen een termijn :

1° van twintig dagen die ingaat op de datum waarop ze het syntheserapport van de technisch ambtenaar ontvangt overeenkomstig paragraaf 3, voor inrichtingen van klasse 2;

2° van dertig dagen die ingaat op de datum waarop ze het syntheserapport van de technisch ambtenaar ontvangt overeenkomstig paragraaf 3, voor inrichtingen van klasse 1.

In het geval bedoeld in paragraaf 4 wordt de termijn waarover de Regering beschikt om haar beslissing te verzenden verlengd met dezelfde termijn als die door de technisch ambtenaar bepaald wordt. ».

§ 8. Als de beslissing niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in paragraaf 7 :

1° wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd;

2° wordt de beslissing geacht te zijn genomen op grond van de conclusies die in het syntheserapport vastliggen indien de in eerste instantie genomen beslissing niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in artikel 35, als het syntheserapport overeenkomstig paragraaf 3 is verstuurd. Het syntheserapport wordt door de technisch ambtenaar naar de aanvrager gestuurd.

§ 9. Als de vergunningsweigering te wijten is aan het uitblijven van een beslissing in eerste instantie en in beroep en als er geen syntheserapport wordt overgemaakt binnen de voorgeschreven termijnen, moet het Gewest een vergoeding betalen die gelijk is aan twintig maal het bedrag van het dossiersrecht bedoeld in artikel 177, tweede lid, 1° en 2°. De vergoedingsaanvragen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken. » .

Art. 151. In artikel 46, eerste lid, van hetzelfde decreet :

1. worden de termen "40, § 2" vervangen door de termen "40, § 5";

2. worden de termen "40, § 1" vervangen door de termen "40, § 2".

Art. 152. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 183bis, luidend als volgt :

« Art. 183bis. - De aanvragen van milieuvergunningen of van enige vergunningen ingediend vóór de inwerkingtreding van het programmadecreet tot economische en administratieve vereenvoudiging van 3 februari 2005, alsook de desbetreffende administratieve beroepen worden onderzocht volgens de regels van kracht op de dag van de indiening van de aanvraag. ».

HOOFDSTUK VIIbis. — *Decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer)*

Art. 153. Artikel 16, § 3, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau" wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Elke verdeler geeft hem uiterlijk 31 maart kennis van het gemiddelde rendement van zijn net over het vorige jaar. De modaliteiten voor de berekening van het gemiddelde rendement worden door de Regering vastgelegd. ».

Art. 154. In artikel 44 van hetzelfde decreet wordt het jaartal "2004" vervangen door het jaartal "2009".

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepaling*

Art. 155. Dit besluit treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van hoofdstuk III, dat in werking treedt op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 februari 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Raad 74 (2004-2005) Nrs. 1 tot 53.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 1 februari 2005. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 2 februari 2005. Stemming.